News Mili

Semaine . 49

Recherches et mise en page par

Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922 / Reconnue d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12, rue Marie-Laurencin 75012-Paris

Région Bretagne

Le Délégué Départemental Morbihan
Lt-colonel (H) HABRIAL Gilbert
E-mail : gilbert.habrial@wanadoo.fr

Fixe: 02 97 842 181
44, rue Alain Gerbault – 56260 – LARMOR-PLAGE Mobil: 06 86 161 816

*=

JORF n°0285 du 9 décembre 2011

MESURES NOMINATIVES

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION

79 Décision du 2 décembre 2011 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2012 (armée d'active)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024937778&dateTexte=&categorieLien=id

Les temps forts du colloque "Regards sur une année...

Par ministère de la défense

http://www.dailymotion.com/video/xmj45z_les-temps-forts-du-colloque-regards-sur-une-annee-d-engagements-operationnels_news

SCORPION : un projet majeur de l'armée de terre

par ministère de la défense

SCORPION est un projet qui vise à la modernisation du groupement tactique interarmes (GTIA), pion de base essentiel pour le combat au contact. Il s'agit concrètement de doter le GTIA de matériels modernes et de relier toutes ses composantes au moyen d'un système d'information unique, simplifié et automatisé.

http://www.dailymotion.com/video/xdo546_scorpion-un-projet-majeur-de-l-arme_news#rel-page-6

Afghanistan : opération en vallée de Tizin...

Le 25 octobre 2011, le 2ème kandak (bataillon) d'infanterie de la 3e brigade du 201e Corps de l'ANA (armée nationale afghane) a conduit une opération de sécurisation en vallée de Tizin en Surobi.

http://www.dailymotion.com/video/xmdcoq_afghanistan-operation-en-vallee-de-tizin-operation_news#rel-page-4

En vol avec les chasseurs de Kandahar

http://www.dailymotion.com/video/xlmpoz_en-vol-avec-les-chasseurs-de-kandahar_news#rel-page-2

Le Journal de la Défense n°62 de décembre 2011 par ministère de la défense

http://www.dailymotion.com/video/xmpslg_le-journal-de-la-defense-n-62-de-decembre-2011_news#rel-page-3

10.12.2011

La dernière cartouche du colonel Jambon, retraité des troupes de marine et ami des H'mongs

Il y a quelques semaines, j'avais fait part dans les colonnes d'*Ouest-France* de la mort du "colonel Robert JAMBON, commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre des Théâtres d'opérations extérieurs, croix de la valeur militaire, chevalier du Million d'éléphants et du Parasol blanc, commandeur de l'Ordre national de Côte-d'Ivoire, survenue le 27 octobre 2011, à l'âge de 86 ans".

Le colonel Jambon qui s'était retiré dans les Côtes d'Armor après un belle et longue carrière dans les troupes de marine puis dans les services de renseignement, était un passionné de l'Asie et un grand défenseur des H'Mongs des Hauts-Plateaux avec lesquels il avait passé quelques années de maquis et qu'il avait toujours défendus depuis. Il s'en entretenait régulièrement avec J. R., mon collègue du service Politique, grand passionné d'histoire dont le *déblog'note* (cliquer ici pour accéder au site de J. R.) offre des chroniques savoureuses et des coups de gueule épiques.

Le colonel Jambon, qui n'avait cessé de dénoncer le génocide des H'mongs, s'est finalement résigné. L'expulsion, l'an dernier, de 4200 H'mongs de Thaïlande, l'a ulcéré. Et le silence autour de ce "marchandage" l'a révolté et finalement découragé. Son corps a été retrouvé devant le monument aux morts d'Indochine de Dinan (Ille-et-Vilaine).

Il a laissé une lettre poignante pour expliquer sa décision. C'était sa "dernière cartouche", un "acte de guerre" et non une fuite honteuse. On peut en lire l'intégralité en cliquant **ici** (aller aux pages 2 et 3) ou seulement les dernières lignes ci-dessous:

Après une période de découragement, j'ai décidé de jouer ma dernière carte ou, plus exactement, de tirer ma dernière cartouche. Dans ma tête. En d'autres termes, je vais me « faire sauter le caisson » pour expier ma part de honte et protester contre la lâche indifférence de nos responsables face au terrible malheur qui frappe nos amis Lao. Ce n'est pas un suicide mais un acte de guerre visant à secourir nos frères d'armes en danger de mort. **Quant à vous, les gouvernants sans honneur, vous, les grands « média » sans courage et vous, les « collabos » sans vergogne, je vous crache mon sang et mon mépris à la gueule !**

Je demande pardon à tous ceux qui m'aiment pour le chagrin que je vais leur causer.

Le Colonel Robert JAMBON
Retraité des Troupes de Marine

08.12.2011

http://bigeardauxinvalides.fr/: une pétition pour le transfert aux Invalides des cendres de Bigeard

Six généraux et 44 députés ont lancé un appel pour le transfert des cendres du général Bigeard aux Invalides. Cliquer **ici** pour accéder à la page qui permet de lire l'appel et de signer la pétition.

Extrait de ce texte: "Nous soutenons la décision du Ministre de la Défense de transférer aux Invalides, Panthéon de nos plus grands chefs de guerre, les cendres du Général Bigeard...".

Contre feu. Le ministère de la Défense avait annoncé mi-novembre que les cendres du général Bigeard, mort en juin 2010 à l'âge de 94 ans, allaient être transférées à l'Hôtel des Invalides. Bigeard souhaitait qu'elles soient dispersées sur Dien Biên Phù, l'ancien camp retranché français au Vietnam, mais les autorités vietnamiennes s'y sont opposées.

L'annonce du ministère de la Défense avait suscité la mise en ligne d'une pétition diffusée fin novembre par des politiques et intellectuels demandant au gouvernement de renoncer à transférer les cendres de Marcel Bigeard aux Invalides. Pour lire le texte de cette pétition,

cliquer **ici**. Cette pétition avait attiré 6 241 signatures, au 8 décembre, au moment où j'ai consulté cette page...

6 COMMUNICANTS DECORES AUX INVALIDES

Mise à jour : 05/12/2011 17:28

Le 1er décembre 2011 aux Invalides, 6 communicants ont été mis à l'honneur pour leur engagement en opérations extérieures.

Le 1er décembre dans la cour d'honneur des Invalides, 18 militaires ont été décorés par le général **Bertrand Ract-Madoux,** chef d'Etat-major de l'armée de Terre (CEMAT). Parmi eux, 6 communicants du **service d'information et de relations publiques de l'armée de Terre** (SIRPAT) ont été distingués pour leur engagement auprès des troupes sur le terrain, **au cœur des actions militaires.**
En particulier, le **lieutenant Flora Cantin,** projetée en tant qu'officier image d'avril à juillet 2000 en **Afghanistan,** a été décorée de la croix de la valeur militaire. Elle est la première femme officier communication à recevoir cette distinction, qui récompense les faits d'armes en opération.

PUBLIÉ LE 03/12/2011 11:43 | **PROPOS RECUEILLIS PAR JANINE NOGUEZ**

Le GIGN récompensé pour son action en Cote d'Ivoire, en Afghanistan et en Libye

Son drapeau portera désormais la Croix de la Valeur Militaire avec palmes de bronze

Cité à l'ordre de la Gendarmerie, le **GIGN** reçoit aujourd'hui, de la main du ministre de la défense Gérard Longuet,, lors d'une cérémonie à Melun, la Croix de la Valeur Militaire avec palmes de bronze pour ses récentes actions en opérations extérieures. Unité militaire, le GIGN n'est pas uniquement destiné à des opérations délicates sur le territoire national. Il participe, de manière discrète, aux opérations extérieures - ce qui lui avait valu, en 1999 la Valeur militaire pour son action en ex-Yougoslavie - ou à des missions particulières dans des zones à risques, comme à Bagdad, où il assure la protection dela représentation diplomatique française.

Aujourd'hui et pour la première fois, ses actions de *"reconnaissances*" et de *"coups de main"* en Afghanistan sont évoquées officiellement.

La citation récompense en effet cette *"unité d'élite"* qui *"a mené, sur ie théâtre afghan, lors de l'opération Pamir, des reconnaissances et effectué des coups de main au cœur des zones rebelles, au mépris des risques d'attaques et a ainsi contribué, malgré les périls encourus, à sécuriser les actions menées parles troupes intemationales pour étendre l'état de droit aux confins du pays.*
A joué, en Côte c|'Ivoire, au cours de l'opération Licorne, notamment pendant la bataille d'Abidjan, un rôle déterminant pour assurer la protection des emprises diplomatiques et des ressortissants français menacés par les luttes politiques intestines, évitant que ceux-ci ne soient la proie de groupes armés violents et incontrôlés.
A permis, lors de l'opération Harmattan en Libye, alors que la guerre civile faisait rage,

l'installation d'une représentation diplomatique de circonstance destinée à engager des discussions avec le conseil national de transition."

Photo (DR) Le drapeau du GIGN à Satory

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 9 Décembre 2011 à 10:52

Le ministre de la Défense décore 2 emblèmes d'unités de la gendarmerie

Mise à jour : 09/12/2011 11:06 - Auteur : Cabcom EOGN/Sirpa.

Vendredi 9 décembre 2011, à 18 heures, la traditionnelle cérémonie de remise des sabres aux élèves-officiers de la 118e promotion de l'EOGN sera présidée par monsieur Gérard LONGUET, ministre de la Défense et des anciens combattants. Lors de cette importante cérémonie, le drapeau du GIGN et le fanion de l'EGM 23/7 de SELESTAT seront décorés.

La cérémonie se déroulera sur la place d'armes de l'École des officiers de la gendarmerie nationale à MELUN (77) en présence du général d'armée Jacques MIGNAUX, directeur général de la gendarmerie nationale.
La remise des sabres marque solennellement l'entrée des aspirants dans le corps des officiers, la transmission de valeurs et la concrétisation des liens qui unissent élèves-officiers et officiers-élèves. Cette cérémonie marque l'un des moments forts dans la vie des promotions.

Un genou à terre en signe d'humilité, les élèves-officiers de la 118e promotion seront adoubés par leurs aînés du 1er groupement avant de se voir remettre le sabre, attribut de l'officier français et qui revêt une double symbolique : la droiture et l'exercice du commandement.

À l'occasion de cet événement, le drapeau du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et le fanion de l'escadron de gendarmerie mobile 23/7 de SÉLESTAT (Bas-Rhin) seront décorés de la croix de la valeur militaire avec palme de bronze par le ministre de la Défense et des anciens combattants.

Le libellé des citations accompagnant cette remise de décoration rappelle les circonstances à la faveur desquelles ces unités se sont illustrées :

- pour le GIGN : « Unité d'élite engagée en 2011 sur l'ensemble des opérations extérieures de la France, a montré de belles qualités militaires en réalisant ses missions dans les contextes les plus sensibles et dangereux. Déployant son savoir-faire aussi bien dans la lutte anti-terroriste que dans la protection des intérêts français à l'étranger, a fait preuve d'un professionnalisme remarquable et d'un sens élevé du devoir au cours de nombreuses actions de feu. [...] Pour son action déterminante, mérite d'être citée en exemple.»

pour l'EGM 23/7 : « Unité engagée en Afghanistan du 11 novembre 2010 au 30 avril 2011 dans le cadre de l'opération Pamir, a participé, aux côtés des forces françaises et alliées de la Task Force Lafayette, déployées dans la province de Kapisa, au contrôle de l'axe Vermont, à la formation et à l'encadrement des unités de l'Afghan National Police (ANP) sur les districts de Nijrab et Tagab. [...] A fait preuve d'un professionnalisme et d'un courage dignes d'éloges, permettant aux forces françaises engagées d'atteindre les objectifs militaires ambitieux fixés par la coalition. Par sa conduite exemplaire, digne des valeurs et de la réputation de sa subdivision d'arme, a fait honneur à la gendarmerie nationale. »

Toujours au cours de cette cérémonie, monsieur Gérard LONGUET remettra la médaille de la gendarmerie nationale au général d'armée Marc WATIN-AUGOUARD, inspecteur général des armées-gendarmerie, au général de corps d'armée Bernard MOTTIER, inspecteur général de la gendarmerie nationale, et au général de corps d'armée Laurent MULLER, major-général de la gendarmerie nationale.

Ensuite, le directeur général remettra les insignes de commandeur dans l'Ordre national du mérite au général de division Jean-Yves SAFFRAY, commandant l'école.

Une prestation des grenadiers de l’empereur de la garde républicaine et un défilé de l’ensemble des troupes clôtureront la cérémonie.

Sources : MDC Virginie GAZENGEL/EOGN Contact : info@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Rencontres nationales de la réserve citoyenne

Mise à jour : 06/12/2011 10:32 - Auteur : DRG/Sirpa gendarmerie.

Les rencontres nationales de la réserve citoyenne se sont déroulées le 25 novembre 2011 à l'EOGN à MELUN. Elles étaient présidées par le général d'armée Jacques MIGNAUX, directeur général de la gendarmerie nationale. Retour sur cette journée.

Vendredi 25 novembre 2011, l'École des officiers de la gendarmerie (EOGN) de MELUN a accueilli les rencontres nationales de la réserve citoyenne de la gendarmerie pour lesquelles 230 réservistes citoyens avaient répondu présents.

Organisées pour la première fois à l'EOGN, ces rencontres ont débuté par la présentation des réservistes citoyens au drapeau de l'école. Intégration solennelle et symbolique dans le corps des officiers de la gendarmerie nationale, cette cérémonie témoigne de la place qu'occupent désormais les quelque 750 hommes et femmes qui forment la réserve citoyenne.

Le directeur général de la gendarmerie nationale a rappelé que cette journée avait pour ambition d'être un lieu d'échanges et un moment privilégié d'information.

Ensuite, un réserviste citoyen a témoigné de son engagement au profit de l'institution puis trois participants se sont vus remettre leurs insignes de réserviste citoyen.

Le général commandant l'EOGN et le général, adjoint au **directeur des opérations et de l'emploi, ont évoqué respectivement la formation des officiers de gendarmerie et les pôles d'excellence qui ont fait l'objet de présentations au cours de l'après-midi :**

- l' intervention avec la participation du GIGN ;

- la police technique et scientifique avec l'IRCGN ;

- la troisième dimension avec l'appui du GFAG ;

- la sécurité routière et la gestion des flux avec l'EDSR du groupement de la Seine-et-Marne (GGD 77).

Cette journée a été une belle réussite. Les réservistes citoyens, enthousiastes, sont repartis, fiers de leur engagement au service de l'institution.

Droits : LPC/MAJ PRUVOT Contact : info@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Une VM pour la 6e Cie du 13e RG

La 6e compagnie, aux Invalides, cet après-midi (photo : Jean-Marc Tanguy).

La 6e compagnie du **13e RG** a reçu cet après-midi une croix de la valeur militaires sur son fanion, comme nous l'annoncions dès jeudi. Cette décoration récompense l'engagement du détachement d'ouverture d'itinéraires piégés (**DOIP**) en Kapisa, particulièrement d'avril à juillet dernier.
Si l'on en croit le texte de la citation, 9.000 kilomètres de routes et pistes ont été reconnues et dépolluées en 143 missions, pendant cette même période, au profit des forces spéciales et du BG **Richelieu**.

Reprenant à son compte la tradition mise en place par son prédécesseur, l'actuel CEMAT a également décoré des blessés. Plusieurs formations engagées en Afghanistan ont été honorées cet après-midi à travers des récompenses individuelles, notamment le **17e RGP**, le **54e RT**, le **6e RMAT**, le **2e REP**, le **92e RI** et la **BSPP**. Enfin, un adjudant-photographe a aussi reçu une croix de la valeur militaire, pour s'être aussi bien servi de son Nikon que de son Famas.

(**photos de la cérémonie en ligne sur mon compte Facebook**).

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE 12/05/2011 07:52:00 PM

08.12.2011

Le Premier ministre décorera lundi le 1/7 Provence et le 1/33 Belfort. Et peut-être en janvier le 2e Rima?

Dans la série "remise des croix de la Valeur militaire", c'est le tour des escadrons 1/7 Provence (chasse) et 1/33 Belfort (drones).

Lundi, François Fillon se rendra sur la base aérienne de Saint-Dizier (Haute-Marne) pour "une cérémonie de reconnaissance des mérites des unités engagées en opérations extérieures ("Opex"), en particulier en Libye et en Afghanistan". Il sera accompagné de deux ministres: Gérard Longuet (Défense) et Luc Chatel (Education). Le Premier ministre assistera ensuite à une démonstration en vol et une présentation au sol de *Rafale* ayant participé à l'opération Harmattan en Libye, puis s'entretiendra avec des équipages.

Ce samedi, l'amiral Rogel remettra trois VM à Brest: commando Jaubert, flottille 23F et aviso *Lieutenant-de-vaisseau Lavallée.*

Il ne restera, parmi les unités de l'Ouest qui ont été récompensées, que le 2e Rima du Mans que le Premier ministre devrait décorer lui-même. Aucune date n'a été arrêtée. Calendrier des fêtes de fin d'année obligeant, la remise de cette VM pourrait se faire désormais en janvier.

Gérard Longuet doit boucler la boucle le 12 janvier, à Istres, avec le GRV **Bretagne**.

L'amiral Rogel décore des marins ayant participé à l'opération Harmattan

crédits : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE

05/12/2011

Une grande cérémonie était organisée samedi, à Toulon, au monument rendant hommage aux sous-mariniers français morts en service commandé, afin de décorer des marins ayant participé à l'opération Harmattan, qui s'est déroulée du 23 février au 31 octobre. Au cours de cette période, la Marine nationale a engagé le gros de ses moyens au large de la Libye, du porte-avions aux bâtiments de projection et de commandement, en passant par les frégates, avisos, sous-marins nucléaires d'attaque et ravitailleurs, sans oublier l'aéronautique navale (groupe aérien embarqué, avions de patrouille maritime, hélicoptères). Lors de son allocution, l'amiral Bernard Rogel, chef

d'état-major de la marine, a considéré que l'opération Harmattan avait été, pour la flotte française, « un exercice de vérité ». Selon le CEMM : « Appareiller en quelques jours, voire en quelques heures, combattre pendant de nombreuses semaines au meilleur niveau opérationnel a exigé une réactivité, un savoir-faire et une ténacité hors du commun ». L'amiral Rogel, qui a salué l'engagement et le « remarquable travail » des équipages et des personnels militaires et civils de la base navale de Toulon, a procédé à la remise des décorations.

L'amiral Rogel (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

Lors de la cérémonie, samedi (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

Le CF Eric Chetaille, commandant de l'équipage Bleu de l'Améthyste (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

Le sous-marin Améthyste a, ainsi, reçu à titre collectif la croix de la valeur militaire pour sa participation à l'opération Harmattan, son commandant, le capitaine de frégate Eric Chetaille (équipage Bleu) recevant à titre individuel la croix de la valeur militaire avec étoile de bronze. Cette distinction a également été attribuée aux pachas de deux autres SNA, les Rubis (CF Nicolas Lambropoulos - équipage Bleu) et Saphir CF Philippe Schegg - équipage Rouge), rendant ainsi officielle la liste des sous-marins français intervenus au large de la Lybie. Côté bâtiments de surface, la croix de la valeur militaire avec étoile de bronze a été remise aux commandants (au moment d'Harmattan) du porte-avions Charles de Gaulle (capitaine de vaisseau Philippe Rolland), des BPC Tonnerre (CV Philippe Ebanga) et Mistral (CV Xavier Moreau), ainsi que des frégates Cassard ((CV Benoît Courau), Forbin (CV Jean-Mathieu Rey) et Surcouf (CF Marc Antoine Lefebvre de Saint Germain). La croix de la valeur militaire avec étoile d'argent a, quant à elle, été attribuée aux commandants des frégates Jean Bart (CV Laurent de Jerphanion), Guépratte (CV Pierre de Briançon) et Courbet (CV Laurent Sudrat), ainsi qu'au second-maître Fabien Coubret-Musset, du service pont/prodef de la frégate Courbet. Ce bâtiment sera d'ailleurs décoré au mois de janvier, a annoncé l'amiral Rogel.

Lors de la cérémonie, samedi (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

Lors de la cérémonie, samedi (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

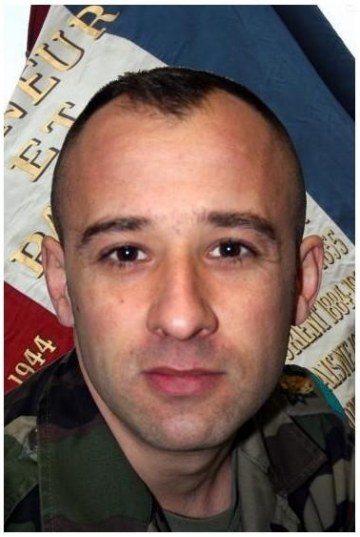
Lors de la cérémonie, samedi (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

06.12.2011

Promotion chef de bataillon Barek-Deligny: l'hommage d'un père

Jeudi aura lieu le baptême du 4e bataillon de l'ESM Saint-Cyr (voir mon post du 5 décembre en cliquant **ici**). Les 284 élèves (dont 125 Polytechniciens) vont recevoir leur sabre.

Pour la 1re fois, c'est un soldat mort au combat en Afghanistan en 2010 qui donnera son nom à la promotion. Il s'agit du CBA Christophe Barek-Deligny, officier au 3e régiment du Génie, tombé en service commandé, le samedi 22 mai 2010, en Afghanistan, dans la province d'Ourouzgan.



Le père du parrain, le préfet honoraire Roger Benmebarek sera présent aux écoles de Coëtquidan le jeudi 8 décembre. Sur son blog (**www.rogerbk.com**), Roger Benmebarek, avait publié, le 5 juillet 2010, un texte d'hommage à son fils dont voici un extrait:

"Sa foi en l'Institution militaire était le prolongement de sa croyance aux valeurs inaliénables de notre pays ; son engagement et sa détermination illustraient le courage du peuple français. Par son goût de la modernité et par l'intérêt qu'il manifestait pour tous ses proches, il permettait comme bien d'autres jeunes de notre temps, d'entrevoir une France généreuse et techniquement apte à affronter les défis de demain."

05.12.2011

Le parrain du 4e bataillon de l'ESM est tombé en Afghanistan

Après le lieutenant Jean-Yves Alquier en 2010, puis le colonel Jean Sassi en 2009 (et non pas l'inverse comme précédemment écrit), le parrain des élèves de la nouvelle promotion du 4e bataillon de l'ESM Saint-Cyr-Coëtquidan sera le CBA Christophe Barek-Deligny. Cet officier du 3e RG a été tué le 22 mai 2010 (il avait 38 ans), alors qu'il servait au sein d'une OMLT dans la province d'Oruzgan.

La cérémonie de baptême aura lieu le 8 décembre au camp de Guer (la tradition veut qu'elle se déroule le 1er jeudi du mois de décembre); à cette occasion aura lieu la remise des sabres aux élèves. Le 4e bataillon constitue la quatrième école de Saint-Cyr Coëtquidan, l'école des stages courts. Il conduit la formation, essentiellement militaire et humaine, dans de multiples stages, et accueille environ 800 stagiaires par an.

par propos recueillis par Nicolas Roquejeoffre, publié le 08/12/2011 à 06:17

Témoignage de la mère du capitaine Levrel "Sa mort n'a pas été inutile"

Hommage du capitaine Levrel à Colmar

La mère du capitaine Camille Levrel, officier du 152e régiment d'infanterie, tué au combat le 14 août dernier en Afghanistan, évoque la mémoire de son fils, engagé volontaire en 1996 à Sarrebourg et qui avait rejoint Colmar en 2009.

Votre fils, engagé comme militaire du rang à Sarrebourg, a su grimper les échelons jusqu'à devenir officier. Il avait sûrement une grande force de caractère…

« En le côtoyant, en bavardant avec lui, on ne pouvait pas deviner cette force de caractère. Il était très secret. Il avait un extraordinaire contrôle sur lui-même. Aucun signe ne montrait qu'il pouvait être en colère. Avec ses soldats qu'il avait sous ses ordres et qu'il aimait beaucoup, il savait les entraîner derrière lui, même les plus réticents. Je me souviens qu'un jour, il faisait une marche dans les Vosges. Il neigeait. Il voulait monter jusqu'à un sommet. Les jeunes recrues avaient froid et voulaient faire demi-tour. Camille leur a répondu qu'ils n'étaient venus pas pour rebrousser chemin à la première difficulté. Finalement, les jeunes ont suivi et, au sommet, ne le regrettaient pas. Il leur avait permis de dépasser leurs limites. Sans concession mais sans leur parler de façon agressive. Il avait appris cela chez les scouts. Il savait comment faire avancer les autres. Il avait une espèce d'aura et on avait confiance en lui ».

Votre fils était expérimenté, avec de nombreuses missions à son actif dont une en Afghanistan en 2002. Qu'avait-il retenu de cette première opération dans ce pays ?

« Il a fait ce premier séjour comme instructeur aux côtés de l'armée afghane. Il en gardé un souvenir extraordinaire. C'est une mission qui l'a transporté. Et il noué des liens très forts avec certains Afghans. Il m'avait demandé de lui envoyer des livres en français pour un jeune qui apprenait notre langue. Ces Afghans lui disaient qu'ils appréciaient les militaires français car ils

étaient respectueux au contraire des Américains qui n'ont aucune amabilité ou gentillesse pour les gens de la rue. On a une photo très parlante de Camille qui date de cet été. Il est assis sur un muret, rayonnant avec, autour de lui, plein d'enfants et un papa assis à ses côtés. Le soldat français n'est pas là en tant qu'agresseur mais plutôt comme un protecteur. D'ailleurs ils sont là-bas pour les défendre ».

Cette seconde mission en Afghanistan a été fatale pour Camille. Comment avez-vous appris son décès ?

« L'avant-veille de son décès, je l'ai eu au téléphone. Il a beaucoup parlé mais il ne voulait pas nous inquiéter. Il rentrait d'une mission de routine mais il m'a dit qu'il repartait le lendemain dans la vallée de la Kapisa et ce serait plus difficile. Effectivement. Ma belle-fille a été prévenue la première et c'est elle qui a appelé mon mari, vers 12h15, juste avant que les médias en parlent. La tête de mon époux se décomposait de seconde en seconde. J'ai compris qu'un malheur était arrivé. Il m'a regardé et m'a dit : « c'est Camille ». Mon mari vivait dans cette optique là. Il avait le sentiment qu'il ne reverrait pas son fils. Il avait déjà anticipé, mais pas moi. Malgré les dangers évidents de la mission, jamais je n'ai envisagé qu'il pouvait être touché. J'avais une confiance totale ».

Votre belle-fille, Corinne, vos trois petits-fils ont-ils été bien entourés après sa mort ?

« Elle a été prise en charge par l'assistante sociale de la cellule d'aide aux familles du régiment qui était en vacances et est rentrée immédiatement. Elle ne s'est pas retrouvée seule après le décès de Camille. Le couple avait beaucoup d'amis qui se sont tout de suite manifestés. Personne ne l'a laisse tout de seule. Elle demande un service et il y a dix doigts qui se lèvent ».

Un hommage national lui a été rendu puis un hommage à Colmar. Il a été promu capitaine et a été élevé au rang de chevalier de la Légion d'Honneur. Tout cela, n'est-ce pas que futilités ?

« Au départ, j'ai pensé que ça n'allait pas nous rendre Camille. Je pense tout de même que c'est nécessaire. C'est une reconnaissance du travail bien fait et de l'acceptation du sacrifice suprême. Il faut le souligner. On reconnaît devant toute la Nation qu'il y a des hommes qui ont donné leur vie pour la paix. Et c'est une chose essentielle. Camille est un exemple pour les régiments, pour les jeunes recrues qu'il a formées ».

Vous êtes issus d'un milieu croyant et pratiquant. Est-ce que la foi vous a aidés dans ces moments douloureux ?

« Absolument. Les prières aident. Corinne l'a senti. C'est presque palpable. Sans la prière, elle me disait qu'elle ne pourrait pas tenir, qu'elle ne serait pas capable de continuer à vivre et de s'occuper de ses enfants. Elle est remarquable de courage, de sang-froid. Elle ne se laisse jamais emporter par ses sentiments ».

Ce lointain conflit ne semble préoccuper que peu de Français. Vous le comprenez ?

« C'est loin l'Afghanistan. Il n'y a qu'une toute petite partie de l'armée qui est engagée. En Algérie, énormément de jeunes appelés ont participé à la guerre. Les morts, ce n'était pas un tous les mois mais dix par jours. C'était aussi plus proche. Tout cela fait que ça n'a pas le même impact

dans la tête des gens. Ils ont tellement d'autres préoccupations dans leur vie. Ils y pensent quand il y a un drame ».

Pensez-vous que Camille, comme les 74 autres militaires français, soit mort pour rien ?

« Il n'y a pas de mort pour rien dès l'instant que l'on donne sa vie pour les autres. Même si l'on pense que la trêve avant une possible nouvelle guerre civile se terminera dans deux ans, depuis 2001, il y a eu beaucoup d'améliorations : constructions de routes, d'hôpitaux, d'écoles ; certains villages, débarrassés des talibans, ont retrouvé la paix. Même si dans deux ans, on prédit le chaos, ces gens là auront vécu un épisode de paix et de tranquillité et Camille aura contribué à cet effort pour soulager les populations. Sa mort n'a pas été inutile tout comme celles des autres soldats ».

Libye : le CEMA rencontre des autorités libyennes

Mise à jour : 06/12/2011 18:44

Le 5 décembre 2011, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), s'est rendu en Libye pour préparer les nouvelles modalités de la coopération bilatérale avec des autorités libyennes.

Cette visite avait été précédée par une mission conjointe de l'Etat major des armées (EMA) et la Direction générale de l'armement (DGA). Accueilli à Tripoli par le contre-amiral Hassan Ali Bouchnak, chef d'état-major de la marine libyenne, et M. Antoine Sivan, ambassadeur de France en Libye, l'amiral Guillaud a eu une réunion de travail avec l'amiral Bouchnak, puis avec M. Oussama Al Juweyli, ministre de la Défense. Le CEMA a également été reçu en audience par M. Mustafa Abdel Jalil, président du Conseil National de Transition.
A l'ambassade de France, le CEMA a rencontré le personnel de la mission militaire.
Au cours de ces différents échanges, l'amiral Guillaud a pu évoquer avec ses interlocuteurs les sujets de préoccupations des nouvelles autorités et des pistes de coopération future pour y répondre.

Sources : EMA
Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Les militaires de la réserve de l'armée de Terre se consultent

Mise à jour : 08/12/2011 08:49

Quelque 300 personnels de la réserve se sont réunis lors de la commission consultative des réservistes de l'armée de Terre (CCRAT) 2011. Le but ? faire un point de situation de la réserve opérationnelle.

La commission consultative des réservistes de l'armée de Terre (CCRAT) 2011 s'est déroulée le samedi 03 décembre 2011, à l'école militaire. Elle a réuni près de 300 personnels tout en associant un échantillonnage représentatif des différentes catégories de réservistes opérationnels aux réflexions en cours.

Dans sa première partie, la CCRAT a permis de faire un point de situation sur l'emploi de la réserve opérationnelle et des évolutions en cours. Dans un second temps, la CCRAT a apporté des éléments de réponse aux questions posées telles que l'emploi des réserve, dans le cadre de la consultation nationale, organisée du 15 octobre au 15 novembre 2011.

Cette année, la CCRAT a été abordée dans la perspective de la rénovation du conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM), plus particulièrement de son volet « commission de concertation ». A l'avenir, les réservistes auront eux aussi leur représentant de catégorie. A ce titre, un appel à volontariat a été réalisé afin de nommer les futurs membres de l'armée de Terre qui siégeront au sein de cette nouvelle structure interarmées de concertation.

Le chef d'Etat-major de l'armée de Terre (CEMAT), le général Ract-Madoux, a clôturé cette commission consultative par une adresse à l'ensemble des réservistes et par ailleurs, le président de l'association nationale des réserves de l'armée de Terre (ANRAT) a remis le prix 2011 à l'association des officiers et sous-officiers de réserve (AOSOR) de Calais-Guignes pour leur action en faveur des jeunes qui envisagent d'intégrer la réserve.

Droits : armée de Terre 2011

Cinq Casques bleus français blessés au sud du Liban (actualisé)

Cinq militaires français de la Finul ont été blessés [Quatre "légerement blessés" et l'un plus sérieusement] ce matin, vers 9h50 (heure locale) par une explosion visant leur véhicule dans le secteur de Tyr, la principale ville de la région. Les militaires était à bord d'un véhicule de la gamme civile, qui effectuait une liaison entre Deir Kifa et Naqoura. Il s'agit de personnel des transmissions (detsic) et des actions civilo-militaires (acm).

Environ 1300 militaires français sont toujours présents dans la région au sein de la **Force interimaire des Nations unies au Liban (Finul**), une mission qui dure depuis... 1978. Depuis l'été, le contingent français n'est plus responsable d'un secteur mais constitue la force de réaction de la Finul, sous le nom de Force Commander Reserve (FCR)

Une précédente attaque avait eu lieu, à Tyr déjà, le 26 juillet dernier, comme **nous le relations alors**.

Les tensions croissantes dans la région, notamment avec la position très critique de la France à

l'égard de la Syrie et de l'Iran, faisaient redouter ce type d'action, dans une région entièrement controlée par les chiites du Hezbollah, alliés de Damas et de Téhéran.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 9 Décembre 2011 à 10:11

Brétigny célèbre le colonel Félix Brunet

Que deviendra cette stèle, une fois la base fermée, à l'été ? (photo : Jean-Marc Tanguy).

La base aérienne 217 de Brétigny, qui doit fermer à l'été, s'est souvenue, ce matin, de son parrain, le colonel **Félix Brunet**, mort il y a 52 ans, jour pour jour. Le général **Philippe Gasnot**, patron des attistes et hélicoptéristes de l'armée de l'air, a rappelé les grands traits de la carrière de cet aviateur emblématique.
Cité 26 fois, blessé quatre fois, le colonel Brunet était titulaire de plus de 10.000 heures de vol, dont 4.000 en 2.000 missions de guerre, ainsi que de quatre victoires aériennes.
"Soucieux de la sécurité de tous sauf de la sienne", ce baroudeur avait été fait colonel à 43 ans, avant qu'on lui confie la **2e escadre d'hélicoptères**, en Algérie, dont la devise, qui est restée à l'**EH 1.67 Pyrénées,** était "combattre et sauver".
"Colonel Brunet, nos jeunes n'oublient pas ce qu'ils vous doivent, à vous et au colonel **Santini**" a conclu le général Gasnot, devant sa famille, et une figure des hélicoptéristes, le général **Valérie André**.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE 12/05/2011 08:21:00 PM

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA SANTE VISITE L'HOPITAL PERCY

Mise à jour : 09/12/2011 15:47 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA

Mardi 6 décembre 2011. Monsieur Jean-Yves Grall, Directeur général de la santé (DGS), s'est rendu sur le site de l'Ilot Percy (HIA Percy, CTSA, SPRA), en présence du médecin général des armées Gérard Nédellec, directeur central du service de santé des armées et du médecin général inspecteur Bouat, sous-directeur Hôpitaux.

Le DGS a pu appréhender le fonctionnement du centre de traitement des brûlés (CTB) de l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Percy, ainsi que ses missions au profit de l'Agence régionale de la santé (ARS) Ile-de-France.

Le médecin général inspecteur Plotton, médecin chef de l'HIA Percy, lui a présenté au sein du service de médecine de rééducation (MPR) le parcours de soins dédié des blessés rapatriés des théâtres opérationnels.

Enfin, le médecin général De Carbonnières, directeur du service de protection radiologique des armées (SPRA) lui a présenté le champ d'expertise opérationnelle de cet établissement spécialisé du SSA.

05.12.2011

Recrutement interne: une "régression inexorable" selon l'Epaulette

A lire dans la dernière livraison de l'*Epaulette*, n°175 de décembre, la revue de l'association des officiers de recrutement interne et sous contrat, un long texte du bureau du conseil d'administration sur l'avenir du recrutement interne. Pour accéder à leur site, cliquer **ici**.

Cliquer **ici** pour lire ce texte en pdf.

Il s'agit d'une présentation, "sans complaisance", de la situation du recrutement des officiers de l'armée de terre, dont 25% sont déjà des contractuels, et des perspectives, peu encourageantes, d'évolution de leurs carrières sur fond de RGPP, Livre blanc...

06.12.2011

Guerre d'Algérie: un coordinateur pour les commémorations du 50e anniversaire

L'an prochain va être célébré le cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie. A cet effet, le président de la République a chargé Hubert Colin de Verdière, ambassadeur en Algérie à deux reprises, de coordonner l'ensemble des initiatives autour de cet anniversaire. C'est ce qu'a déclaré Marc Laffineur, le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants, à un collègue de *La Croix* qui a publié son entretien dans l'édition de lundi.

J'avoue que cette nomination m'avait échappé. Renseignements pris, il s'avère que le diplomate a été nommé à ce poste, dans la discrétion visiblement, le 23 octobre. Installé au Quay d'orsay, il est en train de former son équipe.

La nomination d'Hubert Colin de Verdière intervient après la création en 2010 de la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie qui a pour mission

"de faciliter l'accès du public aux archives, de favoriser les travaux scientifiques français et internationaux et de transmettre la mémoire d'une période souvent mal connue". La fondation dirigée par Hubert Falco a également "à accomplir un important travail de recueil de témoignages. Elle soutiendra l'édition ou la réédition d'ouvrages".

Soupçons de corruption sur le futur "Pentagone français"

Le Point.fr - Publié le 07/12/2011 à 08:15 - Modifié le 07/12/2011 à 08:16

Une enquête est ouverte depuis février sur l'attribution du chantier du futur ministère de la Défense à Bouygues.

Le géant français du BTP a été choisi en février par le gouvernement pour réaliser le chantier du futur ministère de la Défense à Balard (15e arrondissement de Paris). © Jpdn / Sipa

Deux juges d'instruction enquêtent depuis février sur d'éventuels faits de corruption et trafic d'influence en marge de l'attribution du chantier du futur ministère de la Défense à Paris, le projet du "Pentagone français" remporté en mai par Bouygues. Le ministre de la Défense Gérard Longuet a assuré dans la soirée que son ministère était "d'une sérénité totale" et "au service de la justice", à propos de cette enquête révélée par le *Canard enchaîné* à paraître mercredi et qu'a confirmée une source judiciaire.
Le géant français du BTP a été choisi en février par le gouvernement et a signé le contrat en mai pour réaliser ce chantier dans le quartier Balard (15e arrondissement) qui doit être achevé à l'été 2014. Un renseignement anonyme transmis aux enquêteurs de la Division nationale des investigations financières (Dnif) sur la procédure de passation du marché avait déclenché l'ouverture d'une enquête préliminaire en octobre 2010. Après de premières investigations, le parquet de Paris a décidé en février d'ouvrir une information judiciaire pour "corruption active et passive", "trafic d'influence" et "atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics".

Un responsable à la Défense visé
Deux juges d'instruction ont été désignés pour mener l'enquête. Selon le *Canard*, un haut responsable du ministère de la Défense est soupçonné d'avoir transmis à un cadre dirigeant de Bouygues le cahier des charges du marché avant ses concurrents. Ce document détaille les

besoins et exigences du ministère pour la construction de son nouveau siège et sa diffusion prématurée à l'un des candidats remet en cause la régularité de la compétition, note l'hebdomadaire. Un intermédiaire, entrepreneur du BTP connu des enquêteurs pour d'autres affaires de corruption, aurait mis en relation les deux personnes et est particulièrement visé par l'enquête, selon la source judiciaire.
"Le groupe Bouygues n'est pas informé de cette procédure et ne souhaite pas faire de commentaires dans l'immédiat", a réagi un porte-parole du groupe. Le financement du contrat décroché par Bouygues en février doit se faire selon un contrat de partenariat public privé (PPP) d'une ampleur inédite pour une administration. L'État ne commencera à payer qu'en 2014, lorsque les nouveaux bâtiments seront livrés. Pendant 27 ans, il devra alors débourser une redevance annuelle comprise entre 100 millions et 150 millions d'euros.

Livraison été 2014
Cette redevance comprendra les coûts de construction, les frais financiers, l'entretien et la maintenance des bâtiments, les réseaux informatiques, les services divers comme le jardinage, la restauration, le nettoyage, le gardiennage. Cette redevance annuelle est inférieure au coût actuel de fonctionnement de l'administration centrale, selon le ministère de la Défense. Sur 27 ans, cela représentera au total 2,7 milliards d'euros pour la fourchette basse (si la redevance est à 100 millions) et 4 milliards pour la fourchette haute (redevance à 150 millions).
Le permis de construire devait être déposé en juillet, en vue de son obtention à la fin de l'année. Les travaux pourraient alors commencer en janvier 2012. Les bâtiments devront être livrés à la fin de l'été 2014, afin que le déménagement des personnels soit terminé fin 2014. Le regroupement à Balard permettra de vendre les sites parisiens (dont l'îlot Saint-Germain, mais pas l'Hôtel de la marine), selon le ministère. Le produit des cessions, estimé à 600 millions d'euros, pourra aller aux programmes d'équipement de la défense.

"Pentagone français" : enquête pour corruption sur le chantier attribué à Bouygues

Parfum de corruption autour du Pentagone à la française

7 décembre 2011 – 9:00

En 2014, les différentes services du ministère de la Défense implantés à Paris, à l'exception de ceux des Invalides et de l'Ecole Militaire, seront regroupées sur le site de Balard, dans le XVème arrondissement. Il s'agit là d'une mesure emblématique de la réforme qui vise les forces armées françaises.

Le futur siège du ministère de la Défense
crédits : MINISTERE DE LA DEFENSE

La réalisation de ce projet de 600 millions d'euros, financé dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé (PPP), a été confiée, en février dernier, à un consortium emmené par Bouygues, aux dépens de Vinci et d'Eiffage.

A l'époque, le ministère de la Défense avait indiqué que le projet retenu réunissait « les avantages de l'offre financière la plus basse, d'une bonne adéquation fonctionnelle et technique, et la meilleure qualité architecturale », et souligné qu'il avait fallu « 160 auditions ou réunions et plus de 360 heures de débat » pour arriver à ce choix.

Seulement, il semblerait qu'il y ait des irrégularités dans cette procédure. En effet, selon une révélation publiée par le Canard Enchaîné, confirmée par une « source judiciaire », une enquête préliminaire concernant ce marché a été ouverte en octobre 2010 par la Division nationale des investigations financières (DNIF), sur la base d'une dénonciation anonyme.

Ces premières investigations ont conduit le Parquet de Paris à lancer, en février dernier, une information judiciaire pour « corruption passive », « trafic d'influence » et « atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics » et de désigner deux juges d'instruction pour mener l'enquête.

D'après l'hebdomadaire satirique, un haut responsable du ministère de la Défense aurait fourni à un cadre dirigeant de Bouygues le cahier des charges avant qu'il ne soit transmis officiellement à l'ensemble aux trois groupes concurrents, ce qui a faussé la compétition. Selon une source judiciaire citée par l'AFP, un entrepreneur du BTP, déjà impliqué dans d'autres affaire de corruption, aurait joué les intermédiaires.

De son côté, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a indiqué que l'Hôtel de Brienne est « d'une sérénité totale » et « au service de la justice » au sujet de ces investigations.

Ce « Pentagone à la française », encore appelé « Balardgone », dont le permis de construire a par ailleurs été contesté par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, s'étendra sur 16,5 hectares et accueillera, à terme, 9.300 militaires et employés civils du ministère de la défense. La réalisation du bâtiment principal, d'une superficie de 130.000 m2, a été confiée à l'architecte Nicolas Michelin, tandis que celle des immeubles de bureaux de la corne Ouest (90.000m2 sur une parcelle de 3 hectares) est revenue à Jean-Michel Wilmotte. La rénovation des immeubles de la Cité de l'Air sera assurée par le cabinet d'architecture Atelier 2/3/4.

Dans la cadre du PPP, le ministère de la Défense vesera à l'entrepreneur, pendant 27 ans, une redevance annuelle comprise entre 100 et 150 millions d'euros. Ce montant comprend les coûts de construction et les frais financiers (54 millions) ainsi que ceux ayant trait à la maintenance, aux systèmes d'informations et de communication, à l'énergie et à différents services (restauration, nettoyage, conciergerie, etc…).

Cette redevance devrait être financée par un redéploiement de crédits, dont ceux correspondants aux dépenses actuelles de soutien de l'administration centrale dans les emprises parisiennes actuelles du ministère de la Défense (65 millions de 2014 à 2041) ou encore de loyers jusque là acquittés par la DGA (16 millions sur la même période), ainsi que par les recettes perçues grâce à la location à des acteurs privés des bureaux situés sur la parcelle ouest du « Balargone ».

La cession des bâtiments libérés par le regroupement des différents services du ministère de la Défense devrait permettre de récupérer au minimum 600 millions d'euros.

L'étrange affaire de Balard

Révélée par le Canard enchainé, paru ce mercredi, l'ouverture d'une information judiciaire pour *"corruption active et passive", "trafic d'influence"* et *"atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics*", dans l'attribution au groupe Bouygues du futur ministère de la défense à Balard, suscite de nombreuses interrogations. Elle a été confiée au juge Serge

Tournaire. *"Bouygues aurait eu accès avant ses concurrents, et peut-être de manière frauduleuse au "cahier des charges" du marché*", écrit le Canard, très prudent lorsqu'il écrit *"peut-être de manière frauduleuse".*

Un haut fonctionnaire du ministère de la défense est soupçonné d'avoir fourni à un cadre de Bouygues des éléments de l'appel d'offres, par l'intermédiaire d'un entrepreneur du BTP, déjà impliqué dans des affaires de corruption. Des écoutes téléphoniques auraient eu lieu, mais le nom et la fonction du "haut responsable" de la défense n'ont pas été rendus publics.
Au cabinet du ministre comme à la DRESD (1), l'organisme qui pilote le projet Balard, l'article du Canard a, selon nos sources, provoqué une vive surprise. Personne, en effet, ne semble avoir été averti de l'existence de cette information judiciaire. Alors que les premières enquêtes de la police date d'octobre 2010, - donc de plus d'un an - Bruno Vieillefosse, le responsable du projet, trouve "étrange" de ne pas avoir été interrogé par la police ou la justice. Ni pourquoi la Défense n'a pas été prévenue de l'existence de soupçons de malversations, alors que le dossier n'était pas bouclé. L'ouverture de l'information judiciaire date de février 2010 - après quatre mois d'enquêtes - alors que l'attribution du chantier à Bouygues est concomittante (17 fevrier 2011). *"Si la justice nous avait prévenu, nous aurions pu prendre des précautions*" explique-t-il. *"On est dans le bleu"* reconnait une autre source à la Défense. "*Nous n'avons jamais été confronté à aucun acte ou procédure d'enquête*" ajoute-t-elle. De son côté "le groupe Bouygues n'est pas informé de cette procédure" affirme-t-il dans un communiqué.
Le cahier des charges a-t-il pu être transmis à l'un des concurrents dans des conditions illégales ? *"En réalité, il n'y a pas de cahier des charges, mais un Dossier de consultation des entreprises DCE, qui est un document extremement volumineux. Sous sa forme papier, il faut presque une camionette pour le transporter"* explique Bruno Vieillefosse. *"Il y en a eu trois : en septembre 2009, en mai 2010 et le dernier le 12 novembre 2011. Nos services l'ont achevé dans la nuit du 11 au 12 vers 4 heures du matin, avant de le remettre aux entreprises en milieu de journée. Pour moi, il est matériellement impossible que le DCE ait été dérobé dans sa totalité, mais un élement, sur une partie du contrat, a pu fuiter. il faut comprendre que ce document est le résultat du travail de neuf commissions spécialisées et de 130 personnes. On ne peut donc pas exclure un comportement maladroit ou malveillant."*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 8 Décembre 2011 à 09:50

03.12.2011

"Revoir le périmètre des missions de l'Etat": une nécessité même pour la Défense

"La réforme de l'État doit maintenant porter sur les politiques publiques et s'interroger sur le périmètre des missions de l'État".

Petite phrase relevée dans l'entretien accordé par François Cornut-Gentille à *Acteurs publics* (cliquer **ici** pour lire l'intégralité de ses propos). Dommage que le député ne développe pas cette idée. Mais s'il pense aussi à la Défense, je crois qu'il a raison et que la redéfinition du périmètre d'action des armées est inéluctable. Peut-on faire autant avec moins? La réponse donnée jusqu'à maintenant, et confortée par les opinions politiciennes, a trop souvent été empreinte d'une bonne dose de démagogie.

Désormais, les armées ne pourront plus tout faire. Je passe sur les missions dites de "service public"; mais il est clair qu'avec moins d'hommes (et bientôt encore moins), avec toujours moins d'aéronefs et de navires, les armées ne pourront plus assumer certaines fonctions/missions. De soutien, par exemple. De formation des armées étrangères, autre exemple.

Pour les forces françaises, qui se retirent d'Afghanistan, d'Afrique, de l'ex-Yougoslavie, et peut-être du Liban, la "dépossession" va être difficile à vivre.

J'aimerais bien, au cours des mois qui viennent, lire dans les programmes des candidats à la Présidence quelques propositions de bon sens sur le "périmètre des missions" des armées. J'aimerais bien aussi que la prochaine mouture du Livre blanc intègre cette donnée.

Faire ou faire faire? Ce n'est plus une question ni même une éventualité. Décider, en revanche, reste inaliénable. Contrôler, l'est tout autant.

Du Rafale aux drones, Dassault perd des soutiens…

Posted on 9 décembre 2011 by Nicolas Gros-Verheyde

(BRUXELLES2) Infoutu de vendre le merveilleux avion à l'export alors que les Européens arrivent à placer l'Eurofighter et les Suédois le Gripen (en Suisse), Dassault peut se faire un peu de mourron. Car les soutiens nationaux commencent à être moins enthousiastes, que ce soit pour la fabrication du Rafale ou son option d'importer un drone israélien.

La chaîne du Rafale interrompue en 2018 s'il ne trouve pas de client à l'export

Cela a été sensible lors de la dernière intervention du ministre de la Défense, Gérard Longuet, sur LCP-FranceInfo-LeMonde, le 7 décembre. Le ministre a eu cette phrase qui en dit long sur une certaine confusion. « S*i Dassault ne vend pas son appareil à l'étranger, la chaîne sera arrêtée* » non pas en 2013 car il reste des commandes à assurer pour l'armée française mais en « 2018 ». Tout ne sera pas perdu pour l'industriel cependant a tenu à rassurer le ministre. Car dans le prix d'un avion « *l'achat représente un tiers et la vie deux tiers. Lorsqu'on a un Rafale, sur sa durée de vie, on paiera deux fois le prix normal. Donc l'industrie sera servie*. » a-t-il expliqué avant de défendre « *Le Rafale est un avion réellement polyvalent qui permet le combat aérien, surveillance, frappes au sol. »* Et s'il ne se vend pas c'est peut-être tout simplement une question de *« savoir où on place son ambition »* a-t-il ajouté.

La bataille des drones

Mais l'attaque majeure est venue du Sénat qui a choisi de frapper … au portefeuille. Dans son rapport sur le budget 2012, voté début décembre, le Sénat a, en effet, revu le choix effectué par le ministère de la Défense. Une révision effectuée – faut-il préciser – de façon non partisane puisque l'amendement a été proposé par des députés PS (Daniel Reiner), comme UMP (Xavier Pintat). Il a estimé qu'en comparant le projet de drone israélien Heron TP fabriqué par IAI et adapté par Dassault et celui du drone amériain Reaper, il y avait matière plutôt à opter pour le second, ce à la fois pour des raisons économiques que militaires.

Le drone Heron TP d'IAI (promu par Dassault) est un drone de surveillance produit à 7 exemplaires, qui n'est pas encore opérationnel dans l'armée israélienne. Pour le rendre apte au combat, il faudrait aussi modifier la liaison satellitaire (satcom) qui le relie au segment sol. La francisation, effectuée par Dassault, revient à 370 millions d'euros pour sept véhicules aériens et deux stations sol, maintien en conditions opérationnelles compris pour dix ans et francisation incluse. Mais ce drone ne pourrait pas être disponible « dans le meilleur des cas », pas avant 2015, voire après. Il est « *30 % plus cher, 20 % moins performant »* a reconnu lui-même le ministre de la Défense Gérard Longuet lors des auditions.

Le drone Reaper de l'industriel américain General Atomics, « *produit à plus de 150 exemplaires, est un drone de maraudage et de combat* ». Son coût est de 209 millions d'euros. Avec la francisation qui peut être effectuée par EADS, on arrive à « *un coût total à 297 millions d'euros pour sept véhicules aériens et deux stations sol, maintien en conditions opérationnelles compris pour dix ans. Et sa disponibilité pourrait être un peu plus rapide : entre deux ou trois ans »* selon que l'on « francise » ou non l'appareil.

Le choix du Sénat

Entre les deux programmes, il n'y a pas photo selon le Sénat. L'option du ministère de la Défense choisir le drone Héron TP, sans appel d'offres, est « *difficile à comprendre : elle est financièrement désavantageuse, militairement contestable et industriellement hasardeuse, puisque selon l'offre de mai 2011 la Société Dassault ne serait responsable outre l'intégration de la satcom et des capteurs supplémentaires, que de l'importation, de la certification et des essais en vol. En outre, elle ne permettrait de satisfaire le besoin opérationnel qu'après la fin du contrat de maintien en conditions opérationnelles du drone Harfang, engendrant de ce fait une rupture capacitaire.* » Du coup le Sénat a voté à la majorité de ses membres une coupe de 80 millions d'euros, laissant sur le programme 146, 289 millions d'euros pour acheter le drone Reaper (209 millions d'euros) et traiter les obsolescences du drone Harfang (29 millions d'euros). Les 80 millions d'euros économisés ne seront pas perdus pour la défense, ils seront affectés au programme de drone du futur.

Le mauvais choix du gouvernement

Non contents d'avoir opérés cette recomposition, les principaux artisans de cet amendement, UMP comme PS, cosignent un article publié dans le Monde aujourd'hui, intitulé « le mauvais choix du gouvernement », les sénateurs descendent en flamme le drone Heron. « *Il est grand, lent et vulnérable face à des conditions météorologiques dégradées. Il a été conçu pour évoluer au-dessus du territoire réduit d'Israël afin d'écouter et d'observer à ses frontières. Il n'est pas armé et*

ne pourra jamais emporter un armement polyvalent en raison de son architecture. Enfin, il est produit à moins d'une dizaine d'exemplaires et n'est technologiquement pas abouti. »…

L'Europe de la défense est vraiment en panne

Le sommet franco-britannique du 2 décembre a été annulé

Partisan convaincu d'une Europe de la défense, le chef d'état-major des armées (Cema), l'amiral Edouard Guillaud, est bien obligé de constater que celle-ci est aujourd'hui en *"hibernation".* De l'hibernation au coma... il n'y a qu'un pas que l'auteur du livre ***"Défense européenne, la grande illusion"***, c'est à dire moi-même, jdm, se risque à franchir. (voir **notre post précédent**)

Paris comptait relancer ce projet moribond grâce à un partenariat privilégié avec Londres : il s'agissait là d'un choix politique raisonnable. L'affaire s'est concrétisé en novembre 2010 par **la signature des accords de Lancaster House**, qui créaient une nouvelle entente cordiale au plan militaire. Ces accords visent en particulier à aider la Royaume-Uni à rester une puissance nucléaire militaire en partageant avec lui des moyens de simulation au Valduc.

Autre champ de coopération, celui du développement d'un futur drone Male à l'horizon 2020. Enfin, la guerre de Libye, dans laquelle les deux pays ont joué de concert un rôle majeur, a été le baptême du feu de cette nouvelle entente cordiale.

Un an après Lancaster House, un important sommet franco-britannique devait se tenir vendredi à Paris pour faire le point avec Londres sur la coopération militaire. Il a été annulé au dernier moment, pour cause de crise de l'euro, mais également parce qu'il n'y avait pas grand chose à se dire de nouveau sur la défense... Le sommet devrait avoir lieu en janvier prochain.

Si la coopération nucléaire se déroule, discrètement, de manière nominale, les autres dossiers progressent avec difficultés. Notamment celui du drone Male. La coopération entre les deux industriels (Dassault et BAe) est bonne, mais **les deux Etats ne s'entendent pas** sur la procédure à suivre. Lorsque militaires français et britanniques auront défini leur besoin commun, Londres souhaite qu'un appel d'offres soit lancé (ouvrant ainsi la possibilité aux Américains voire aux Israéliens d'emporter le marché), alors que Paris souhaite passer un accord direct avec les deux industriels nationaux.

Autre point de friction, celui des contrats d'armement à l'export. Paris n'a pas apprécié que le premier ministre David Cameron se rende aux Emirats arabes unis pour dénigrer le Rafale et proposer le Typhoon... Du coup, les Français se réjouissent de voir le Typhoon (Eurofighter) bientôt en échec au Japon... face au F-18 E/F américain. Certes, le commerce a ses raisons que la politique ignore, mais tout n'est pas fair play.

Enfin, la France souhaiterait que l'Allemagne puisse rejoindre l'alliance franco-britannique... ce dont Londres ne veut pas. Et apparemment, Berlin non plus... On courre après une chimère, comme le projet de créer un état-major opérationnel (QG) au sein de l'UE, que Londres bloque complètement.

La France se retrouve aujourd'hui dans une situation paradoxale : en matière stratégique, son premier partenaire est le Royaume-Uni, alors que sur les affaires économiques, c'est l'Allemagne. C'est ce qu'on appelle l'Europe à géométrie variable. Mais c'est la seule qui existe.

Photo (mindef) : militaires français et britannique devant un mortier lors d'un entrainement commun.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 4 Décembre 2011 à 10:16

Un douzième projet pour l'Agence européenne de défense ?

Posted on 5 décembre 2011 by Nicolas Gros-Verheyde

(Crédit : ministère espagnol de la Défense)

(BRUXELLES2) Aux 11 projets de renforcement des capacités militaires, approuvés au Conseil des ministres de la Défense, le 30 novembre pourrait bientôt s'en ajouter un autre : celui sur les IED – engins explosifs improvisés. Il aurait d'ailleurs pu être présenté lors de la réunion. Il était quasiment prêt. Et un pays, l'Espagne, était prêt à en assurer le leadership ; les Espagnols disposent en effet d'un centre d'excellence sur le sujet, agréé par l'OTAN. Seulement, la transition politique en cours à Madrid ne l'a pas permis.

Ainsi que l'a indiqué un connaisseur du sujet à B2, plusieurs sujets ont fait l'objet d'un accord entre l'ancien gouvernement (socialistes) et le nouveau (populaires), pour assurer une bonne transition. Mais pas la question de la défense européenne. Si sur la lutte anti-piraterie, Carme Chacon a pu ainsi annoncer à Bruxelles sa volonté de voir prolonger l'opération anti-piraterie Atalanta, point qui semble susciter (aujourd'hui) le consensus (ce n'était pas le cas quand le parti populaire était dans l'opposition), l'implication dans des projets industriels de défense n'ont pas

fait encore d'un accord entre les différents protagonistes à Madrid. Il faudra encore donc attendre quelques semaines avant que le nouveau gouvernement annonce ses intentions.

Un seul battlegroup début 2012. La transformation des armées en objectif

Posted on 5 décembre 2011 by Nicolas Gros-Verheyde

(BRUXELLES2) Faute de volontaires, les « 27″ ont convenu de ne laisser qu'un seul groupement tactique (battlegroup) de permanence au premier semestre 2012. C'était dans l'air. C'est désormais officiellement inscrit, ainsi qu'en attestent les conclusions adoptées par les ministres des Affaires étrangères le 1er décembre. Les Français, Belges et Luxembourgeois de permanence durant les six prochains mois seront donc seuls…

L'objectif de transformation des armées à égalité avec l'objectif opérationnel

Les ministres de la Défense de l'Union européenne n'envisagent pas de revoir le « *niveau d'ambition tel que défini dans le concept des battlegroups* », qui prévoit notamment d'avoir deux groupes de permanence par semestre. Les groupements sont non seulement un élément opérationnel, ils contribuent « *à l'interopérabilité entre Etats membres et reste un vecteur pour la transformation de nos forces armées vers des forces plus mobiles et plus rapidement déployables* » est-il précision dans les conclusions adoptée le 1er décembre. On replace ainsi les battlegroups dans un concept plus d'entraînement des troupes et d'adaptation des armées que dans une perspective d'utilisation.

Un petit effort s'il vous plait

Les « 27″ ont cependant entendu souligner l'importance de faciliter leur utilisation dans des opérations. Ils ont ainsi demandé à chacun de faire un « *effort supplémentaire* » pour remédier à de telles lacunes dans le futur. Et ils se sont fixés une date limite, à la fin de l'année pour tenter d'aboutir à un accord sur le mécanisme Athena, qui permet de prendre en charge certains frais générés par les battlegroups.

Interaction civile

Suivant quelques idées en cours – et notamment la proposition polonaise et les travaux entrepris au sein du service diplomatique européen – les 27 ont aussi acté de la nécessité de renforcer l'interaction entre les battlegroups au niveau européen et les possibilités d'interconnexion avec des acteurs civils. La Haute représentante devra ainsi fournir un rapport sur ces sujets au premier semestre 2012.

Des conclusions « défense » en forme de feuille de route. Au rapport !

Posted on 5 décembre 2011 by Nicolas Gros-Verheyde

(BRUXELLES2) Les conclusions des conseils des ministres sur la défense européenne sont souvent assez rituelles rappelant ce qui a été fait dans l'année et annonçant des décisions prochaines assez courantes : prolongation ou annonce d'opérations, lancement de projets… Un texte souvent administratif et quelque peu ennuyeux (il faut l'avouer). Celles qui viennent d'être adoptées (*) doivent cependant être regardées à la loupe. Car sous ces dehors rituels, se cache autre chose. Un peu comme une reprise en main de la lente dérive qui avait marqué ces derniers mois, vers une baisse continuelle des ambitions que ce soit en termes d'opérations ou d'outils de gestion de crise.

Du pain sur la planche pour six mois

Il y a d'abord la planification de plusieurs nouvelles opérations situées en Afrique : le renforcement des capacités maritimes dans la Corne de l'Afrique, l'étude d'éventuelles missions au Sahel ou en Libye, la prolongation de l'opération Atalanta, ainsi que le lancement de 11 projets capacitaires par l'Agence européenne de Défense. En reliant, tous les paragraphes, les uns aux autres, elles forment une véritable feuille de route que les Etats membres ont voulu tracer, donnant à la Haute représentante le mandat pour développer et renforcer l'Europe de la défense. Comme l'a expliqué cet après-midi, devant le Parlement européen, l'ambassadeure polonaise au COPS, Beata

Peksa-Krawiec, c'est une « *politique de petits pas. Et nous avons du pain sur la planche pour six mois* ».

Des rapports à la pelle jusqu'à une possible strategic review

Plusieurs rapports d'étape ou dates butoirs pour aboutir à des accords ont, en effet, été fixés : sur les nouvelles missions, les battlegroups, la refonte des procédures de gestion de crises, le mécanisme Athena, l'activation de l'Ops-center, les procédures de génération de force, le renforcement des capacités militaires …

De façon générale, les 27 ont surtout demandé à la Haute représentante de leur faire un « rapport de progrès » sur tous les aspects de la PSDC en général dans les six mois, « **d'ici juin 2012** ». Une opportunité que pourrait saisir la Haute représentante pour faire un état des lieux ambitieux en traçant des perspectives, et des lignes de force, tel un « Livre blanc ». Même si le terme n'est pas prononcé, il n'est pas interdit. Et dans la version anglaise « reviewing progress made » on n'est pas loin de la « Strategic review » engagée par les Britanniques pour leurs propres forces.

Une demande croissante d'action européenne

Le contexte est parlant. Il y a une demande croissante pour que l'Union européenne devienne un « *acteur stratégique mondial, plus capable et plus cohérent* », précisent les conclusions. Les 27 soulignent l'importance de la PSDC « *comme un élément essentiel de cette approche globale* » et insistent sur les « *nécessaires progrès* » à accomplir. Ils réitèrent ainsi « *le plein engagement pour maintenir les engagements actuels sur les missions en cours de la PSDC* » alors qu'ils « *envisagent de nouvelles actions de la PSDC* ». Il faut utiliser « *de manière efficace et activement* toute la palette des instruments à disposition dans la prévention des conflits et la gestion de crises ».

Evaluation et valeur ajoutée nécessaires pour les missions de la PSDC

Les 27 endossent la nécessité d'améliorer la performance de la PSDC, notamment à travers l'évaluation des résultats, le 'benchmarking', l'étude d'impact, l'identification et l'application des retours d'expérience (lessons learned) tout comme le développement des meilleures pratiques. Ils fixent aussi ce qu'on peut retenir comme cinq critères à l'utilisation des missions de la PSDC : 1) la valeur ajoutée, 2) sur la base de besoins identifiés, 3) avec des objectifs clairs, 4) des stratégies de sorties, 5) pour aboutir à des résultats durables.

Nouvelles missions : décisions à prendre d'ici la fin de l'année ou début 2012

Les 27 ont demandé à la Haute représentante d'accélérer le travail préparatoire sur l'opération PSDC au Sahel dans l'objectif d'un nouveau rendez-vous fixé « d*'ici la fin de l'année (2011) »* pour examiner les suites à donner. Ils ont réaffirmé la disponibilité de l'UE à prêter assistance à la

Libye, sur un nombre variable de secteurs, notamment la réforme du secteur de sécurité et la gestion des frontières. Des « *options pour une possible action de la PSDC* » devraient être élaborées début 2012 selon les deux conditions fixées par le SEAE : le principe de l'appropriation par les Libyens et la coopération avec l'ONU. Quant à l'opération anti-piraterie Eunavfor Atalatanta, n'ayant pu pour des raisons de procédure la prolonger jusqu'à 2014, ils ont convenu de revenir sur la question début 2012 en vue d'une décision. Quant à la mission de sécurité sur l'aéroport au Sud-Soudan, ils ont pris note du travail en cours.

Capacités civiles : un cadre réglementaire de génération de force

Faute d'avoir atteint les objectifs fixés dans les « Headline Goals 2010″, les 27 avaient l'année dernière, tout bonnement, décidé d'en repousser l'application. Ils rappellent aujourd'hui combien la « *recherche de synergies entre le développement de capacités civiles et militaires* » est nécessaire, pour la gestion de crises à l'Européenne, et répondre à la fois aux lacunes existant et à la demande grandissante dans ce domaine.

Ils fixent un délai : **au 1er semestre 2012** à la Haute représentante et à la Commission pour ensemble réexaminer les moyens d'améliorer la génération de force « *dans un cadre réglementaire solide ».* Ils demandent aussi aux Etats membres d'avoir des stratégies plus efficaces permettant l'utilisation de personnels civils, en provenance de différents ministères (Affaires étrangères, Intérieur, Justice, Finances…). Cela passe aussi par « davantage de formations, des incitatifs de carrière… » pour permettre de disposer de personnels motivés et qualifiés pour les missions de la PSDC.

Les contours d'une politique industrielle de défense

La crise frappant, les 27 ont voulu intégrer ces nouvelles contraintes dans le travail capacitaire. Il ne s'agit plus seulement – comme auparavant – de résoudre les lacunes constatées mais de « *développer la coopération en matière de capacités militaires sur des bases plus systématiques et à long terme* ». Les Etats membres doivent indiquer sur quels projets ils prennent le « lead ». La situation sera examinée **en avril 2012**. Et les 27 rappellent l'engagement pris par les chefs de défense de l'UE d'établir ou d'élargir des projets de coopération **d'ici la mi-2012.**

Ils veulent ainsi examiner en détail « *l'impact de la réduction des dépenses de défense sur les capacités, notamment l'impact possible sur les capacités technologiques et industriels à maintenir et développer en Europe* ». L'agence européenne de défense (EDA) sera chargée de ce travail. Et demandent à la Commission comme à l'EDA d'accélérer la recherche de « *synergies* », notamment en intégrant ces préoccupations dans le futur programme cadre de recherche et technologies à l'horizon 2020.

Amélioration de la réaction de crise : au rapport.

Les 27 ont endossé la création d'un **entrepôt permanent** pour les équipements civils en 2012 et la rédéfinition des procédures. Mais ils aussi demandé à la Haute représentante de plancher sur différents sujets pour améliorer la réaction de crises. Il en sera ainsi sur les **battlegroups** et leur interaction avec des éléments civils (voir article séparé), rapport attendu au 1er semestre 2012.

Les **procédures de gestion de crise**, procédures qui datent un peu puisqu'elles remontent à 2003, doivent aussi être revues, estiment les 27 qui demandent à la Haute représentante de faire des propositions, en suivant quelques principes. Il faut avoir des « mandats clairs » et des « capacités renforcées » pour les structures de gestion de crises, notamment entre le CMPD et l'Etat-Major de l'UE (la CPCC n'est pas citée en tant que tel, mais on pense), pour « *permettre une planification anticipée, et plus efficace, permettant une prise de décision plus rapide au niveau politique, l'amélioration des échanges d'informations, l'identification de synergies civilo-militaires et une étroite coopération avec les organisations internationales* ». On peut préciser que ce travail a déjà été entamé au sein du SEAE. Le général de Kermabon étant spécialement chargé de faire une mission d'étude et de proposition.

Rapport sur la coopération avec l'ONU

La coopération internationale notamment avec les structures onusiennes de gestion de crises a aussi été examinée, les 27 demandant – là encore – à la Haute représentante de faire des propositions pour des actions concrètes qui devront être prises à la première moitié de 2012. Dans le même sens, ils l'encouragent à continuer ses efforts pour faciliter la coopération entre l'UE et l'OTAN, notamment sur les théâtres d'opérations, où les deux organisations travaillent côte à côté (Afghanistan, Kosovo…). Ils valident ainsi le processus de contacts, notamment entre les différents niveaux des deux administrations.

Le budget de la DGSE annoncé en forte hausse pour 2012

5 décembre 2011 – 12:11

Si les crédits affectés au ministère de la Défense seront moins élevés qu'annoncés après deux coups de rabots successifs d'un total de 267 millions d'euros sur les 480 millions de hausse initialement prévus, les budgets de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD) ne devraient pas être soumis à la cure de rigueur.

Ainsi, selon un document du Sénat, les autorisations d'engagement pour la DGSE au titre de l'année 2012 s'élèveront à 592,8 millions d'euros, soit une hausse de 9,11% par rapport à l'année précédentes. Quant à ses crédits de paiements, il affichent une hausse de 3,54% pour s'établir à 578,5 millions d'euros.

A ces sommes s'ajoutent les crédits provenant des fonds spéciaux destinés au financement d'actions liées la sécurité extérieure et de l'Etat, inscrits dans la mission « Direction de l'action du gouvernement » et dont la DGSE est la principale bénéficiaire. Pour 2012, il est prévu d'y affecter 53,9 millions d'euros.

Cette hausse des moyens de la DGSE prend en compte la progression de sa masse salariale de +6,6%, à 367,5 millions d'euros, due « à la fois l'augmentation des effectifs, concentrée sur des personnels qualifiés, les améliorations statutaires et la budgétisation des indemnités de résidence à l'étranger, auparavant partiellement imputées sur les fonds spéciaux ». Au total, ce service comptera 4.898 emplois équicalents temps plein en 2012 (contre 4.759 l'année passée).

Ses dépenses de fonctionnement affichent également une forte hausse de +23% en autorisations d'engagement, en passant de 60,9 à 75,1 millions d'euros , et de +22% en crédits de paiement (74,69 millions contre 60,9 millions en 2011).

Comme les autres services du ministère de la Défense, la DGSE doit faire des économies sur son budget de fonctionnement. Aussi, cette hausse s'explique par l'augmentation de sa masse salariale (recrutement, formation, équipements, entretien des locaux).

Le budget dédié aux investissements de la DGSE augmentera de 8,9% en autorisations d'engagement (150,2 millions) mais baissera de 11% en crédits de paiement (136,35 millions contre 153,2 en 2011). « Ces dotations visent d'une part à permettre l'acquisition de matériels opérationnels dédiés au traitement et à l'exploitation du renseignement obtenu, ainsi qu'au soutien, au support et à la logistique des opérations et, d'autre part, à la construction, la modernisation et l'adaptation des locaux abritant les matériels techniques de recueil et de traitement de l'information » peut-on lire dans l'avis du Sénat.

Pour la DPSD, la tendance est identique à celle constatée pour la DGSE, avec une hausse de 3,72%, par rapport à 2011, des autorisations d'engagement, ce qui porte ces dernières à 97,4 millions d'euros. Les crédits de paiement vont passer de 93 à 97,3 millions d'euros, ce qui traduit une augmentation de 4,62%. Cela étant, elle perdra 35 postes en 2012 (essentiellement des sous-officiers), sans pour autant que sa masse salariale diminue. Cela s'explique par le recrutements d'officiers et de personnels de catégorie A, hautement qualifiés et spécialisés.

En revanche, il est plus compliqué de connaître le budget affecté à la Direction du Renseignement Militaire (DRM), noyé dans celui du programme 178 « Préparation et emploi des forces ». L'on apprend seulement en consultant un compte-rendu de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, publié le 24 octobre, que ses effectifs devraient progresser de 80 personnels entre 2012 et 2013, une « augmentation qui devra être validée par la prochaine loi de finances », précise le document, et que ses crédits de fonctionnement sont « en légère baisse ».

Des sous pour les gendarmes

Par delà l'amendement sénatorial sur les drones (1), qui a curieusement bénéficié d'un éclairage médiatique inattendu, un autre n'a pas connu la postérité : celui concernant le financement des surcoûts opex de la gendarmerie. Contrairement aux armées, les gendarmes ne bénéficient pas du financement par la réserve interministérielle. Et doivent donc se nourrir sur la bête. Les sommes en jeu ne sont pas exceptionnelles (les surcoûts seraient de 10 à 15 MEUR par an), rapportées au budget total de la gendarmerie, mais elles témoignent du fait que faire payer ces surcoûts par le budget gendarmerie a un impact direct sur l'activité gendarmique dans nos provinces. On pourrait se payer quelques hélicoptères avec tout cela, mais donc, pour l'instant, il faut faire sans.
En 2010, le coût des opex aura représenté 38,7 MEUR (soit un surcoût de 23,7 MEUR), contre 30,8 (estimation) en 2011. L'Afghanistan représente les deux tiers de la somme, si l'on en croit le Sénat, qui répercute les données de la DGGN.

Selon ces mêmes données, la gendarmerie mobilise 208 personnels en Afghanistan, dont, c'est une confirmation, neuf personnels du **GIGN** (2), chargés du mentoring de l'ANP. Trois personnels spécialisés dans la police scientifique sont aussi engagés, dont un profil très expérimenté, au nouveau laboratoire CIED qui a ouvert, fin octobre, à Kaboul. Et, c'est plus connu, 89 POMLT.
Ce dispositif est cependant en cours "d'ajustement". Le format des POMLT avait déjà été revu à la baisse, en octobre dernier.

(1) même s'il a mis en joie des cadres de l'armée de terre, un autre projet d'amendement (communiste) n'a pas connu de suite : il proposait de transformer une partie du budget nucléaire en budget de MCO pour l'armée de terre.
(2) une des missions pour lesquelles le GIGN sera décoré, vendredi.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE 12/04/2011 09:53:00 AM

François Heisbourg tire les leçons du Livre blanc

Troisième débat organisé par l'IFRI, la FRS et Secret-Défense
Le séminaire-sandwich du 17 novembre autour de François Heisbourg, conseiller spécial à la FRS et ancien membre de la commission du livre blanc 2008 sur le thème "Le Livre blanc: bilan et perspectives".

http://www.dailymotion.com/video/xmexcx_le-livre-blanc-de-la-defense-bilan-et-perspectives_news

François Heisbourg, conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et ancien membre de la commission du livre blanc de la défense (2007-08) était, le 17 novembre, l'invité au troisième séminaire co-organisé par l'Institut français des relations internationales, la FRS e tle blog secret-defense. Voici, comme pour les deux précédents, les vidéos de l'intervention liminaire puis les discussions.

http://www.dailymotion.com/video/xmexd7_le-livre-blanc-de-la-defense-bilan-et-perspectives-le-debat_news

Avenir du Rafale : quoi de neuf ? Rien !

Le Point.fr - Publié le 08/12/2011 à 13:14
Le ministre de la Défense Gérard Longuet confirme une banalité sur le Rafale : l'avion ne s'exporte pas, mais la production continue.

Lors de l'émission *Questions d'info* LCP/France Info/Le Monde/AFP diffusée mercredi sur la Chaîne parlementaire (Assemblée nationale), le ministre de la Défense Gérard Longuet a évoqué (à compter de la 37e minute) la situation de l'avion de combat Rafale, produit par Dassault Aviation. Il a estimé : "Si Dassault ne vend pas son appareil à l'étranger, la chaîne sera arrêtée et les appareils seront naturellement entretenus." Partenaire de l'émission, donc logiquement tentée de la survendre, l'Agence France-Presse a diffusé une série de dépêches transformant ce banal truisme en déclaration politique majeure, indiquant que le ministre aurait "brisé un tabou" ou "reconnu" que "l'avenir du Rafale dépend des seules commandes françaises". Étrange

interprétation d'un propos banal, qui ne méritait certes pas un tel tapage. En clair : quand l'avion n'aura plus de commande, la fabrication sera stoppée. Merci du tuyau !

Le ministre de la Défense, Gérard Longuet. © Michel Labonne / PhotoPQR/La dépêche du Midi

La situation du Rafale est aujourd'hui très simple, au moins sur le papier. Le Livre blanc de 2008 stipule que la France dispose à terme d'une force aérienne de combat (armée de l'air et marine nationale) de 300 avions. Ils seront pratiquement d'un modèle unique : le Rafale. Les armées françaises ont commandé 286 Rafale, dont 105 auront été livrés à l'armée de l'air et à la marine à la fin de 2011. Il restera donc au 31 décembre 2011 179 avions à produire. La chaîne de Dassault qui assemble les éléments fournis par les partenaires du programme (Snecma-Safran et Thales en particulier) ainsi que par les sous-traitants livre 11 avions par an. À ce stade, il reste donc une quinzaine d'années de production assurée pour les industriels.

Dassault ne dépend pas du Rafale

Dans l'hypothèse où une vente export interviendrait, il est acquis et acté entre le gouvernement, les industriels et l'armée de l'air que les avions livrés au client soient prélevés sur la chaîne de production destinée à la France. En clair, si un client achetait 11 appareils, ils seraient livrés en un an, année durant laquelle les forces françaises ne recevraient pas de nouveaux avions. Toujours en l'état actuel du dossier, les cadences de livraison ne seraient pas accélérées, les avions destinés à la France se trouvant décalés d'autant.

Cet état est celui d'aujourd'hui. Une nouvelle mouture du Livre blanc est en préparation et on voit mal comment une réduction du format des armées n'interviendrait pas de nouveau. Quelle que soit l'issue de la prochaine élection présidentielle, la plupart des grands équipements seront soumis à examen, le Rafale comme les autres. Ce cas de figure n'est ignoré par aucun industriel, Dassault comme les autres. Mais l'avionneur national possède des atouts que d'autres n'ont pas : Dassault Aviation ne dépend du militaire que pour le quart de son chiffre d'affaires. Et du ministère français de la Défense que pour 20 %. Cela n'empêche pas Charles Edelstenne, P-DG de la firme, de chercher à vendre le Rafale avec l'énergie d'un mort de faim, mais la réalité est bien celle-là : Dassault ne dépend nullement du Rafale pour garantir son avenir.

La production de Rafale n'est pas prête de s'arrêter

La chaîne d'assemblage du Rafale à Mérignac
crédits : DASSAULT AVIATION

08/12/2011

Un petit vent de panique a soufflé, hier après-midi, après une dépêche relatant les propos du ministre de la Défense durant une émission de La Chaîne Parlementaire. « Si Dassault ne vend pas de Rafale à l'étranger, la chaîne [de production] sera arrêtée », a expliqué Gérard Longuet. Mais la dépêche, qui a provoqué un bel emballement médiatique, omettait de préciser la fin de son propos, qui consistait à préciser que l'arrêt de la production n'interviendrait, au pire, qu'après la livraison de tous les avions commandés pour l'armée de l'Air et la Marine nationale. Une nuance d'importance puisque 180 Rafale ont pour le moment été commandés, ce qui assure de la charge à Dassault Aviation, qui produit actuellement 11 avions par an, jusqu'en 2018. Et d'autres tranches doivent encore être notifiées afin d'atteindre l'objectif final de 286 avions pour les aviateurs et marins. « Si Dassault ne vend pas de Rafale à l'étranger, en tout état de cause, la production, destinée à l'armée française, ne s'arrêtera pas avant l'horizon de 2030 », a précisé le ministre dans la soirée. Il n'y a donc pas péril en la demeure, même s'il faut reconnaître qu'évoquer l'arrêt de la chaîne de production, même si ce n'est que dans une quinzaine d'années, ne constitue pas vraiment un signal très encourageant pour des acquéreurs potentiels.

Pour mémoire, une centaine de Rafale ont été réalisés jusqu'ici. L'aéronautique navale a reçu en octobre son 33ème exemplaire sur les 58 prévus au final.
L'appareil de Dassault Aviation est également en compétition pour équiper les forces aériennes de l'Inde, des Emirats Arabes Unis et du Brésil. En Suisse, où l'avion français était opposé à l'Eurofoghter et au Gripen suédois, c'est finalement ce dernier que les autorités de Berne ont choisi.

Rafale Marine (© : MARINE NATIONALE)

Le détachement breton de la 35F va quitter Lanvéoc

Le Dauphin SP de la 35F, à Lanvéoc-Poulmic
crédits : MER ET MARINE - VINCENT GROIZELEAU

08/12/2011

Installé depuis plusieurs années sur la base d'aéronautique navale de Lanvéoc-Poulmic, le détachement de la 35F va plier bagage. Le personnel et son hélicoptère Dauphin de Service Public, spécialisés dans le sauvetage en mer, ne prendront plus l'alerte à compter du 16 décembre et partiront pour la BAN d'Hyères, près de Toulon, dans les jours qui suivront. Ils y seront rejoints l'an prochain par le détachement de Maupertus, près de Cherbourg, qui dispose également d'un Dauphin SP. Repositionnés dans le Var, ces deux détachements vont permettre de remplacer les deux Dauphin N3 loués par la Marine nationale à la société belge NHV, le contrat de trois ans signé en 2009 arrivant à échéance en 2012.

Dauphin SP (© : MARINE NATIONALE)

Cette réorganisation des moyens de la flottille 35F correspond à l'arrivée, à Lanvéoc-Poulmic, du nouvel hélicoptère Caïman Marine (NH90), dont la mise en service opérationnelle est prononcée aujourd'hui, à l'occasion de la récréation de la flottille 33F. Ces nouveaux appareils vont non seulement remplacer le Dauphin SP positionné jusqu'ici à la pointe Bretagne, mais également les deux EC225 de la 32F, acquis l'an dernier par la marine pour maintenir une capacité de sauvetage hauturier entre la fin de vie du Super Frelon et l'arrivée du NH90. Dès à présent, le Caïman Marine peut prendre l'alerte en cas de besoin d'un moyen aérien pour réaliser une opération d'assistance ou de sauvetage au large de la Bretagne. Durant un certain temps, le nouvel hélicoptère va, néanmoins, fonctionner en binôme avec les EC225, rompus à cette mission. A l'issue de cette période de « tuilage », les EC225 seront redéployés. Ainsi, l'un des appareils va gagner Maupertus, où les travaux d'adaptation des infrastructures à la mise en oeuvre d'un hélicoptère moyen/loud ont débuté cet été. L'arrivée de l'EC225 à la pointe du Cotentin apportera une capacité d'emport et une autonomie accrues par rapport à l'actuel Dauphin SP.

Caïman Marine (© : EUROCOPTER)

08.12.2011

Jour J pour le Caïman et la 33F

La 33F renaît ce matin à Lanvéoc-Poulmic. Et les *Caïman* seront de sortie, peut-être au crépuscule, comme sur cette belle photo de la Marine nationale. C'est aussi ce matin que va être reconnu le nouveau commandant de la flottille renaissante. Il s'agit du capitaine de frégate Nicolas Couder.

La bio du nouveau commandant de la 33F. Le capitaine de frégate Nicolas Couder est né le 21 février 1972 à Boulogne-Billancourt (92). Diplômé ingénieur de l'Ecole catholique des Arts et Métiers en 1995, il est recruté sur titre le 1er octobre 1996 dans le corps des officiers de marine. En septembre 1998 il rejoint l'école de l'aéronautique navale à Salon de Provence pour y suivre le cours pilote. Il est macaronné pilote d'hélicoptère d'aéronautique navale le 1er février 2001 et est directement affecté à la flottille 34F.

Il est nommé chef du détachement hélicoptère à bord de la frégate anti-sous-marine *Primauguet* dès septembre 2002 et participe à la mission "Enduring Freedom" de lutte contre le terrorisme en océan indien, mission pour laquelle il sera décoré de la médaille commémorative française avec agrafe Afghanistan.
A l'été 2004, il rejoint la frégate *de Grasse*, alors en mission en océan indien, pour cumuler les fonctions de chef du détachement hélicoptère embarqué et celle de coordinateur de l'activité de l'ensemble de la "Task Force 150", force internationale comptant jusqu'à huit nations. Il cumule 1500 heures de vols et obtient les qualifications de commandant d'hélicoptère opérationnel de jour comme de nuit.
Il quitte la flottille en 2005 pour rejoindre le bâtiment de projection et de commandement *Mistral* en tant que chef du groupement opération et participe à l'été 2006 à la mission "Baliste" d'évacuation de ressortissants de Beyrouth (Liban) vers Chypre. Passionné par le domaine des essais en vol, il est reçu à l'examen d'entrée à l'école du personnel navigant d'essais et de réception, il suit ainsi le stage formation 2007/2008 de pilote d'essais expérimental d'hélicoptère. Breveté, il est affecté au centre d'essais en vol de la direction générale pour l'armement à Istres le 15 juillet 2008 en tant que pilote de programme de l'hélicoptère *NH90*.

Sauvetage en mer. Le Caïman a les crocs

Le Télégramme, 9 décembre 2011 -

Sauvetage en mer. Le Caïman a les crocs.

Les trois premiers Caïman Marine arrivés à Lanvéoc vont peu à peu remplacer les deux EC 255 et le Dauphin qui assuraient l'alerte depuis le retrait des Super-Frelon. Photo Claude Prigent

Le successeur du Super-Frelon prend, ce matin, son tour de sauvetage maritime. Un appareil de dernière génération aux capacités accrues. Un outil exceptionnel dans les pires conditions de mer et de vent.

Livré en 2010 avec cinq années de retard, le NH 90 version Caïman Marine commence sa carrière opérationnelle ce matin. Trois appareils sont déjà arrivés à la base aéronavale de Lanvéoc-Poulmic, en presqu'île de Crozon. À terme (2021), ils seront huit Caïman à assurer les diverses missions de la Marine, qui, au total, disposera également d'un appareil de ce genre à Cherbourg (Manche) et de douze autres à Toulon-Hyères (Var). La commande finale tablant sur 27 NH 90. Pour quel budget? Les chiffres se télescopent au gré des commandes mutualisées avec l'armée de terre, études de développement comprises ou pas. L'ensemble du programme est annoncé à huit milliards d'euros, pour 160appareils achetés dont 133par l'armée de terre. À 50millions d'euros pièce, ils avaient intérêt à donner entière satisfaction! Dans un premier temps, l'appareil, placé au standard 1, sera associé au secours maritime et au contre-terrorisme en mer (transport de troupes).

Équipé de torpilles

Dans les mois qui viennent, des kits spécifiques permettront d'assurer le côté plus guerrier du programme, avec lutte contre les navires évoluant sur et sous la mer. Le Caïman sera, notamment, équipé pour tirer des torpilles. Les cinq pilotes actuellement formés à Lanvéoc-Poulmic ne tarissent pas d'éloges sur cet appareil de toute nouvelle génération. Assistance intelligente au pilotage, commandes électriques, énorme réserve de puissance et autonomie encore plus importante que les Super-Frelon (intervention jusqu'à 320km des côtes avec30minutes sur zone). L'hélicoptère est tellement complet qu'on envisage même de lui confier la surveillance maritime au large.

Un seul pilote

Sur le Super-Frelon, les commandes étaient actionnées par une complexe câblerie mécanique et hydraulique. Sur le Caïman, les impulsions électriques et toute l'informatique embarquée permettent de multiplier à l'infini les systèmes de redondance. Et cela vaut mieux avec un seul pilote à la place des deux dans le Super-Frelon. «L'ordinateur compense un maximum de paramètres et permet, en transit, de lâcher les commandes pour garder toute sa concentration lors des phases de vol stationnaire et d'hélitreuillage», explique le commandant Yann Fagon, en plein vol.

Tactique embarquée

Mise en vol stationnaire dynamique et accélération quasi à la verticale pour montrer les capacités de l'appareil : «Vous voyez que c'est aussi un pur hélicoptère de combat». Qui peut le plus peut le moins. En mer, on n'est jamais sûr ce que l'on va trouver et du nombre de personnes qu'on aura à évacuer. L'appareil peut embarquer jusqu'à douze personnes. Pour l'amiral Bernard Rogel, chef d'État-major de la Marine, «cet appareil répond idéalement à la dynamique de polyvalence engagée dans la Marine». À terme, le Caïman fera le travail des appareils de sauvetage en mer et les missions encore assurées par les Lynx. Au-delà de ses pures capacités aéronautiques, le Caïman brille également par ses systèmes de communication et la puissance de ses données tactiques reçues et transmises. Avec transcriptions codées sur les théâtres les plus chauds. La 32F v
it ses derniers mois. Longue vie à la 33F qui ne tardera pas à remplir les futures pages de l'aéronautique navale.

http://videos.letelegramme.com/player.php?sig=iLyROoafrZP6&overlay=1&rub=0

St L'aéronautique navale française met en service le NH90

Un Caïman Marine
crédits : MARINE NATIONALE

09/12/2011

Il était très attendu. Le voilà officiellement opérationnel. Sur la base de Lanvéoc-Poulmic, les turbines RTM 322 de Rolls-Royce et Turboméca du Caïman Marine, appellation française du NH90 dans sa version NFH (Nato Frigate Helicopter) ont vrombi hier. Le nouvel hélicoptère de l'aéronautique navale française salue sa nouvelle piste. Et tous les marins du ciel breton sont au garde-à-vous. Même si le mythique Super-Frelon, qui a officié ici pendant quarante ans est encore dans toutes les têtes, personne ne boude son plaisir, face à ce petit bijou de technologie.
L'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la Marine nationale, passe les différentes flottilles de la base en revue. Il s'apprête aussi à faire reconnaître le commandant d'une nouvelle formation. Le capitaine de frégate Nicolas Couder va en effet prendre le commandement de la « nouvelle » 33F, recréée pour mettre en oeuvre les premiers Caïman Marine. Le jeune commandant est un passionné des essais en vol. Depuis juillet 2008, il prépare l'arrivée de l'appareil en travaillant au centre d'essais en vol de la Direction Générale de l'Armement (DGA) à Istres. Il va désormais pouvoir mettre en oeuvre les premiers hélicoptères sur leur nouveau terrain de jeu et remplir les missions dévolues à la 33F : le secours maritime et le contre-terrorisme.

Ce seront les premières missions du Caïman Marine avant qu'il ne passe, au second semestre 2012, au standard 2, une évolution qui lui confèrera sa pleine capacité d'hélicoptère de combat, capable de mener des missions de lutte antinavire et anti-sous-marine. Les Caïman, qui vont progressivement succéder aux Lynx, rejoindront alors les bâtiments de la Marine, prioritairement les frégates mais également le porte-avions Charles de Gaulle ainsi que les

bâtiments de projection et de commandement, où ils pourront côtoyer leurs cousins de l'Aviation Légère de l'Armée de Terre (ALAT). À l'issue du programme, en 2021, 27 appareils seront en parc, dont 21 en ligne, répartis en deux flottilles. La 33F, à Lanvéoc, aura 9 machines, dont une qui devrait être détachée à Cherbourg, et à Hyères, dans le Var, la future 31F alignera 12 appareils. Le solde, soit 6 machines, sera constitué des hélicoptères en maintenance ou utilisés pour les missions de formation. Actuellement, 5 Caïman Marine ont été livrés, un sixième devant arriver fin décembre. Ensuite, le rythme de livraison devrait être de 3 l'an prochain, puis 2 par an ensuite.

Lors de la cérémonie (© : MER ET MARINE- CAROLINE BRITZ)

Une nécessaire polyvalence

« Nous sommes heureux et fiers de recevoir ce nouvel appareil, une machine polyvalente qui va pouvoir remplir les nombreuses missions confiées à la marine, du service public aux missions de combat ou de lutte contre le terrorisme. Il nous fallait une unité lourde, parce que, comme nous l'a montré l'actualité récente, l'engagement en mer se durcit. L'opération Harmattan en Libye l'a bien montré. Mais, dans un autre registre, pour les opérations de narcotrafic, il faut désormais déployer de gros moyens : frégate, commandos marine, hélicoptère. Il n'y a pas de mission simple en mer. Il faut des moyens adaptés. Le Caïman répond à tous ces besoins. Et, dans un environnement budgétaire contraint, sa polyvalence est bienvenue. Cette polyvalence est d'ailleurs tout à fait dans l'esprit des unités neuves que nous construisons, la frégate multi-missions en est un autre excellent exemple ». L'amiral Rogel est satisfait. L'inspecteur général de l'armement Bruno Sainjon aussi : « C'est un très bel hélicoptère, qui remporte un très beau succès tant pour les commandes parmi les six nations du programme (France, Italie, Allemagne, Pays-Bas, France, Portugal, Belgique, ndlr) qu'à l'export. Plus de 500 hélicoptères ont été commandés ». Mais, il tient quand même, en cette occasion solennelle, à rappeler à Eurocopter, constructeur de l'appareil, qu' « il gagnerait à améliorer les délais de livraison et à devenir plus proactif dans le domaine de la motorisation ainsi que de la formation ». Ainsi, on n'a pas manqué de rappeler, hier, que le NH90 devait initialement être livré en 2005 à la marine et que d'importantes pénalités de retard sont actuellement versées.

La version « terrestre » bientôt opérationnelle

Des retards que n'espèrent pas connaître les « terriens ». Le général Pertuisel, commandant de l'ALAT, attend avec impatience son premier hélicoptère en version TTH (Tactical Transport Helicopter), la version terrestre du NH90 qu'il devrait toucher dans quelques jours et qui sera affectée au groupement aéromobile de Valence. « Une collaboration exemplaire a uni la Marine

nationale et l'armée de Terre sur ce programme », salue-t-il, rejoint par l'amiral Rogel. L'armée de Terre devrait recevoir un total de 133 Caïman. « L'ensemble du programme de ces hélicoptères, Marine nationale et armée de Terre, coûte environ 8 milliards d'euros », précise un des responsables de la DGA.

A bord d'un Cäïman Marine (© : MER ET MARINE- CAROLINE BRITZ)

A bord d'un Cäïman Marine (© : MARINE NATIONALE)

Un moyen d'action de l'État en mer

Devant le parvis de l'Ecole navale, le Caïman Marine fait son show. L'appareil de 11 tonnes est puissant, ses deux turbines peuvent développer 2343 chevaux au régime maximum. Il peut aller plus loin que son prédécesseur, le Super Frelon, avec plus de 400 milles nautiques franchissables, à une vitesse de croisière de 150 noeuds. Il dispose d'une autonomie de 3H30 et peut transporter 14 passagers. Dans le cockpit, deux personnes, le pilote et le « taco » (coordinateur tactique), également assistant-pilote. A l'arrière, un « senso » (opérateur multi-senseurs/treuilliste), auquel s'ajoute, pour les missions de service public, un plongeur et une équipe médicale.
Malgré un ciel gris et la présence du crachin breton, le public est sorti pour voir le Caïman en action. Une arrivée à toute vitesse, des grands virages et puis au milieu de la rade une balise de

détresse. Un homme à la mer, l'hélicoptère se positionne en stationnaire, le treuil est déployé, le filin déroulé, le naufragé est remonté. Même démonstration avec un brancard au départ d'un navire. L'hélicoptère a une capacité d'emport de charge extérieure de 4 tonnes.
Après ces manoeuvres, une autre démonstration suit. Il s'agit, cette fois, des très attendus hommes en noir, qui ont pris place à bord de deux hélicoptères, dotés de cordes lisses. En quelques minutes, une dizaine de commandos marine sont, ainsi, « hélicordés » à bord de leurs embarcations rapides, les fameux ETRACO.
C'est dans ces missions de type Action de l'Etat en Mer, notamment le sauvetage hauturier, que le Caïman va faire ses armes. D'abord aux côtés des deux EC225 de la 32F basés à Lanvéoc-Poulmic, Des appareils acquis pour effectuer la jonction entre le retrait du service des dernier Super Frelon, au printemps 2010, et la mise en service opérationnel du Caïman, prononcée hier. Malgré l'arrivée du nouvel hélicoptère, les EC225 resteront dans la marine « aussi longtemps que nous aurons besoin d'eux », précise l'amiral Rogel.

EC225 (© : MER ET MARINE- CAROLINE BRITZ)

Le futur hélicoptère de combat

Commandes de vol électriques, centrales gyrolaser, le cockpit du Caïman est à la pointe de l'aéromaritime. Le standard 2 va voir la mise en place de nouvelles capacités. La lutte anti sous-marine d'abord avec la possibilité d'embarquer deux torpilles MU90 et un sonar Flash, de mettre en oeuvre des bouées acoustiques ainsi qu'un système d'analyse spectrale. La lutte antinavire ensuite, avec le futur missile antinavire léger (ANL), une arme automatique de sabord, ou encore un radar panoramique longue portée. Test grandeur nature dans un an, à bord des frégates. Le Caïman Marine pourra, alors, donner toute la mesure de ses capacités et de sa puissance, notamment en matière de lutte ASM, un domaine où il complètera avantageusement les moyens existants, notamment ceux fournis par les flottilles d'avions de patrouille maritime Atlantique 2.

Pour en savoir plus :

- **L’hélicoptère Caïman Marine**
- **Historique de la flottille 33F**
- **Interview du CF Couder, nouveau commandant**

Caïman Marine (© : EUROCOPTER)

L’escadron de défense sol-air Sancerre a reçu le système Mamba

9 décembre 2011 – 15:27

Après l’escadron de défense sol-air (EDSA) Servance, en 2010, l’EDSA 2/950 Sancerre, basé à Bourges-Avord, a reçu, le 30 novembre dernier, le système air-sol moyenne portée (SAMP-T), encore appelé Mamba.

L’arrivée de ce système fera l’objet d’une cérémonie officielle le 10 janvier 2012 et sa mise en service opérationnelle devrait être prononcée au printemps prochain, une fois que les travaux d’infrastructures, actuellement en cours sur la base aérienne d’Avord, seront terminés.

Récemment, l’armée de l’Air a procédé à sa première interception d’un missile balistique avec ce système. Conduit depuis le centre d’esais de lancement de missiles (CELM) de Biscarosse, il a consisté détruire une cible évoluant à plus de 1.000 mètres/seconde, à 10 km d’altitude.

Issu d’une coopération franco-italienne, le SAMP-T peut détecter et intercepter une cible (missile, avion, drone) dans un rayon compris entre 3 et 80 km, voire même plus avec le concours d’un avion de surveillance aérienne de type AWACS. Il est par ailleurs capables d’engager simultanément jusqu’à 10 objectifs et de tirer en salve.

Une section Mamba est composée de 4 lanceurs, dotés chacun de 8 missiles Aster 30. Au total, l’armée de l’Air doit mettre en oeuvre 10 systèmes de ce type, répartis dans 5 escadron de défense sol-air.

Ce que Marine Le Pen propose pour la défense

Augmentation du budget, création d'une garde nationale, sortie de l'Otan, construction du deuxième porte-avions et retour de la gendarmerie à la Défense.

Marine Le Pen, la candidate du Front national, s'est exprimé le 3 décembre sur la politique de défense. On peut **lire son intervention sur son site** : elle a été prononcé lors d'un colloque du club Idées et Nations. La candidate FN s'appuie sur les réflexions du contre-amiral Jean-Yves Waquet, ancien pacha du Redoutable. Elle a salué la présence du général Henri Pinard-Legry, président de l'Association de soutien à l'armée française (Asaf) et d'André Pertuzio, l'un des organisateurs de la manifestation du 11 novembre 1940 contre l'occupant allemand.

Voici les principales mesures que Marine Le Pen propose pour la défense :

1) *"Nous entreprendons un effort pour parvenir progressivement, sur les cinq ans du mandat, à consacrer 2% du PIB à la défense nationale (...) soit 0,4% point de plus qu'aujourd'hui, 8 milliards d'euros dans cinq ans"*

2) *"Nous réaffirmerons et préciserons notre concept de dissuasion nucléaire, laquelle demeurera le fondement de notre stratégie de défense*".

3) *"Nous assurerons en priorité la protection du territoire national et la sécurité des Français, notamment grâce à la mise en place d'une garde nationale de 50.000 réservistes, hommes et femmes, mobilisables dans un bref délai, moins de 24 heures"*. Cette garde nationale *"devra agir en renfort des forces de maintien de l'ordre et de sécurité civile, et participer à la défense du territoire national en protégeant les points d'intérets vitaux*".

4) Un second porte-avions est jugé *"indispensable"* : *"il faudra bien entreprendre la construction durant le quinquennat"*. Par ailleurs, de *"nouveaux programmes stratégiques seront progressivement lancés, en priorité dans le domaine spatial".*

5) Le statut militaire de la gendarmerie sera *"sanctuarisé"* et *"ses effectifs, comme ceux de la police nationale, progressivement reconstitué"; "Mon projet prévoit de manière très claire le retour progressif de la gendarmerie dans le giron du ministère de la défense".*

6) *"Sans tarder, tout en restant membre de l'Alliance atlantique, la France sortira du commandement intégré de l'Otan".*

7) Sur les opérations extérieures, en particulier l'Afghanistan et la Libye, *"je suis hostile à ces guerres qui ne sont pas les nôtres".*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 6 Décembre 2011 à 17:10

Afghanistan : Un général britannique met en garde contre un retrait précipité des troupes de l'Otan

5 décembre 2011 – 17:55

Le général James Bucknall, qui a passé 18 mois à la tête des troupes britanniques déployées en Afghanistan a jugé, le 4 décembre, dans les colonnes du quotidien The Guardian, qu'il était crucial que le retrait des forces de l'Otan se fasse en bon ordre pour que leur « investissement en sang réussisse à long terme ».

L'expression utilisée par cet officier britannique est pour le moins maladroite. Nul doute aurait-il été mieux inspiré de parler de sacrifices dont il est à craindre qu'ils soient vains si le mouvement taleb revient au pouvoir à Kaboul. Ce qui risque d'arriver après le départ des troupes de l'Otan, qui doit être effectif d'ici la fin de l'année 2014.

Quoi qu'il en soit, le général Bucknall a estimé peu probable que les insurgés puissent prendre le contrôle de l'Afghanistan en l'état actuel des choses. Selon lui, le fait qu'ils aient davantage recours à des attaques terroristes montre qu'ils ne sont pas renforcés militairement. « Cent quarante (Afghans) ont été assassinés cette année… Mais nous liquidons 130-140 chefs talibans de rang moyen chaque mois » a-t-il ainsi déclaré au quotidien britannique.

Par ailleurs, le général Bucknall a affirmé que le mouvement taleb est dans l'incapacité de renverser le régime en place à Kaboul. Pour cela, il faut « faire trois choses » a-t-il dit.

« Vous devez sécuriser vos bastions de Kandahar et du centre de la province de Helmand. L'ont-ils (les taliban) faits? Non, ils ont perdu leurs refuges autour de Kandahar en 2010 et ils n'ont pas pu les reprendre en 2011. Ils ne tiennent pas leurs bastions » a-t-il lancé. « Deuxièmement, vous devez étendre votre influence sur d'autres secteurs. Il n'y a absolument aucune preuve en Afghanistan qu'ils sont en train de le faire » a-t-il continué.

Enfin, « troisièmement, vous devez viser le siège du gouvernement. Il y a eu beaucoup de gros titres mais Kaboul, qui concentre 20% de la population, ne représente qu'1% de la violence totale dans le pays » a encore expliqué le général Bucknall. « Kaboul est une capitale florissante qui est beaucoup plus sûre que de Karachi » a-t-il estimé.

Aussi, pour que ces gains ne soient pas gâchés, l'officier a plaidé pour que les pays disposant de troupes déployées en Afghanistan travaillent ensemble pendant la phase de retrait. « Nous sommes venus ensemble, et nous partirons ensemble » a-t-il affirmé. Et de poursuivre : « Gérer une coalition en diminution est une tâche autrement plus ardue que gérer une coalition » dont les effectifs augmentent.

Avec 9.500 soldats, le contingent britannique est le plus important en terme d'effectifs derrière celui fourni par les Etats-Unis. En 10 ans de présence en Afghanistan, il a perdu 390 militaires, dont 345 en mission de combat. Il devrait commencer son retrait d'ici la fin de l'année prochaine, avec un premier départ de 500 hommes.

Afghanistan : passation de commandement du BatHélico

Mise à jour : 07/12/2011 19:24

Le 30 novembre 2011, sur l'aéroport militaire de Kaboul, le lieutenant-colonel Benoit Cirée a succédé au lieutenant-colonel Frédéric Beutter à la tête du bataillon hélicoptères (BatHélico) *Mousquetaire* .

Lors de cette cérémonie, le général Jean-Pierre Palasset, commandant la *Task Force La Fayette*, a rendu un hommage appuyé aux militaires de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air du BatHélico pour le « *mandat hors normes* » qu'ils ont su conduire avec *« exigence, courage et ténacité »* .
S'adressant à eux, il a souligné l'efficacité opérationnelle dont ils ont fait preuve. Au terme de ce mandat, le bataillon totalise en effet 800 missions, 2800 heures de vol, 175 missions d'appui feu au profit des troupes au sol, 800 combattants transportés, une centaine de missions d'évacuation médicale et 7 véhicules-suicides détruits.
A l'issue de la cérémonie, le lieutenant-colonel Benoit Cirée a pris le commandement du sixième mandat du bataillon *Mousquetaire.* Armé principalement par le 5e régiment d'hélicoptères de combat (5e RHC) de Pau, il est renforcé par :
- le 3e régiment d'hélicoptères de combat (3e RHC) d'Etain;
- le 4e régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4e RHFS) de Pau;

- du personnel des bases aériennes 115 (Orange) et 120 (Cazaux);
- des équipes des centres médicaux des Armées de Rochefort et Bordeaux;
- des équipes de l'Ecole franco-allemande (EFA) du Luc;
- des spécialistes du groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de Terre (GAMSTAT) de Valence;
- des militaires de l'état-major de la 6e brigade légère blindée (6e BLB) de Nîmes.

Sources : EMA
Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Afghanistan : les fantassins du 1er RI s'engagent avec le FELIN

Mise à jour : 05/12/2011 10:48

Les fantassins du 1er régiment d'infanterie (1er RI) ont testé une dernière fois les performances du système FELIN (fantassin à équipement et liaisons intégrés) au détachement d'assistance opérationnelle (DAO) de Canjuers. Un entraînement très réaliste avant leur déploiement en Afghanistan en décembre 2011. Immersion.

Quatre heures du matin. Les moteurs des VAB se sont tus. À l'extérieur des blindés, les fantassins règlent leurs équipements dans les ténèbres

http://www.gouvernement.fr/gouvernement/afghanistan-les-fantassins-du-1er-ri-s-engagent-avec-le-felin-decembre-2011

Droits : Armée de Terre 2011

vendredi, 09 décembre 2011

De la négociation avec les talibans : Les Etats-Unis passent de la lente victoire à la lente défaite

Refuser aux insurgés un accès régulier à la population et à un refuge sûr pour se reposer et se réarmer est un tenant majeur de la lutte contre-insurrectionnelle qui les forcera à réintégrer la société, se réconcilier avec le gouvernement et dès lors poursuivre leurs buts par la voie politique. C'est une stratégie qui requiert généralement un effort politique convaincant et une force militaire substantielle. En 2009, lorsque l'administration Obama a rejeté un plan de contre-insurrection entièrement financé pour l'Afghanistan, cela a réduit les chances d'accord politique avec les talibans.

La décision du président d'éluder la recommandation du général d'armée Stanley McChrystal d'envoyer 80.000 hommes supplémentaires a entravé les efforts des chefs militaires pour obliger les insurgés à se joindre à la table des négociations. A la suite de l'annonce par le président d'une élection à venir, combiné à un ennemi enhardi et un partenaire pakistanais de plus en plus enclin à privilégier ses intérêts à court terme, la campagne contre les talibans endosse de manière croissante les traits d'un retrait qui permet de sauver la face. Il est toutefois utile de faire l'état des lieux de la campagne militaire, de réviser les intérêts fondamentaux des Etats-Unis en Afghanistan et de déterminer ce qui devrait être raisonnablement accompli dans le cadre de négociations.

ETAT DES LIEUX DE LA CAMPAGNE

Il y a de longue date une tension nodale dans la politique de l'administration Obama en Afghanistan : la "guerre nécessaire" avait une chronologie de retrait arbitraire. Cette tension a conduit à l'ambiguïté stratégique : le président a rejeté cet envoi supplémentaire de 80000 hommes, qui aurait été utilisé dans le cadre d'une stratégie concentrée sur le succès, et a simultanément rejeté une stratégie visant à ne faire usage que d'attaques contre-terroristes ciblées, soit une politique de retrait. En tentant de concilier politiquement les deux approches, qui sont complémentaires d'un point de vue militaire et pas nécessairement en tension, il a signifié une volonté d'en faire plus, mais pas assez pour s'imposer. En d'autres termes, il a envoyé plus de troupes en guerre mais pas à la victoire.

Cette approche aurait pu fonctionner, si elle était instaurée de manière agressive et la chronologie de cette guerre focalisée sur le succès. L'accroissement des ressources militaires et civiles a remarquablement amélioré les conditions sur place, cependant, cette force d'appui locale ne s'est pas muée en levier stratégique pour la guerre dans son ensemble. Puis, vint le discours du président en décembre 2009 à West Point annonçant une date butoir de retrait pour juillet 2011. Dans une région du globe qui a le souvenir du désengagement des Etats-Unis après que l'Union Soviétique eut quitté l'Afghanistan, l'annonce fut dévastatrice. En conséquence de ce discours du

22 juin détaillant une accélération du retrait d'Afghanistan, ces mouvements ont amenuisé, voire éliminé, tout effet levier dont les Etats-Unis auraient pu jouir vis-à-vis des talibans et du Pakistan. Ce dernier discours a été considéré comme la preuve que le président a vu la mort d'Oussama Ben Laden comme un motif pour quitter l'Afghanistan plus rapidement et non comme une opportunité de mettre les bouchées doubles et de s'imposer. Du point de vue afghan, l'effort pour passer la main aux autorités locales quant à la mission de sécurité est une preuve de plus. De plus en plus, les talibans se voient gagner.

Parallèlement, le Pakistan commence de s'extirper de sa relation post-11 septembre avec les Etats-Unis, rendant la coopération plus difficile. Islamabad a mis à la porte les instructeurs américains du *Frontier Corps*, réduit la liberté de mouvement des diplomates et personnels du renseignement américains et fermé les bases américaines.

Les récentes attaques sur les capitales des provinces d'Uruzgân et d'Helmand et sur des membres du cercle restreint du président Hamid Karzaï à Kaboul sont une preuve supplémentaire d'une campagne concertée menée par le renseignement taliban et pakistanais pour affecter la position de négociation du gouvernement afghan. Ils ont également exacerbé parmi les Afghans un sentiment selon lequel leurs forces de sécurité sont incapables de protéger la population. De plus, Ils participent à une campagne d'intimidation stratégique à l'encontre de la population afghane, signifiant que le mouvement d'insurrection peut frapper n'importe qui dans le pays, quelle que soit son importance, et cette violence ne tarira guère.

Le script du retrait américain, en dépit des conditions sur le terrain et des problèmes économiques et fiscaux chroniques des Etats-Unis, a généré la vision d'un déclin de l'Amérique et, au minimum, d'un départ d'Afghanistan plus prompt que les conditions du terrain ne l'auraient suggéré.

Sans cesse depuis les attaques de 2001, les Etats-Unis ont cherché à éliminer le refuge sûr et le poste de lancement opérationnel que représente l'Afghanistan pour les djihadistes tels qu'Al-Qaïda. Les Etats-Unis et leurs partenaires afghans et internationaux ont cherché a éradiqué Al-Qaïda par des opérations militaires, à vaincre leurs soutiens talibans et à édifier un état afghan capable de résister au retour du radicalisme islamique. Il se peut que certains de ces objectifs doivent être revus.

Un présence américaine continue, même réduite, est la solution à l'atteinte de tous ces buts. Afin de garder Al-Qaïda hors d'Afghanistan, les Etats-Unis devront maintenir une force pour attaquer les membres d'Al-Qaïda indépendamment. Afin d'aider au développement militaire de l'Afghanistan et à l'action après le retrait américain, une mission pérenne d'entraînement et d'équipement devra se poursuivre. L'état afghan aura encore besoin des Etats-Unis et des instructeurs internationaux pour assister les fonctionnaires.

Plusieurs problématiques sont intimement liées à ces différents objectifs, telles que les droits de l'Homme pour la population afghane, l'orientation politique modérée du gouvernement afghan et l'indépendance fiscale incertaine de l'état afghan. Les talibans, évidemment, soutiennent depuis longtemps l'instauration d'un état islamiste en Afghanistan sur le socle d'une *sharia* stricte. Cela impliquerait l'établissement d'interdits lourds sur le comportement personnel, limiterait les droits des femmes et supposerait une justice fondée sur les enseignements du Coran.

Depuis longtemps, les talibans insistent sur le fait que les forces allogènes, qu'ils définissent de manière réductrice comme forces de coalition, et ce hormis les forces pakistanaises, doivent partir d'Afghanistan avant que de quelconques négociations avec les Américains ne soient entamées. Néanmoins, de récentes preuves indiquent que cette condition a été levée, comme les talibans, les Etats-Unis et le gouvernement afghan sont déjà engagés dans une discussion. Les diplomates américains et afghans ont également modéré leurs positions. Par exemple, Karzaï a récusé en 2010 le ministre de l'intérieur Hanif Atmar et Amrullah Saleh, directeur de l'*Amaniyat*, en raison de leur opposition aux talibans en tant que membres du *Front Uni Islamique et National pour le Salut*

de l'Afghanistan ou, de manière plus commune, l'Alliance du Nord. Les Etats-Unis ont également consciemment cessé de parler de victoire sur les talibans et mettent maintenant l'accent sur la réconciliation des chefs talibans avec le gouvernement afghan.

Les talibans ont aussi minimisé ces aspects qui musèlent les gouvernements occidentaux et la population afghane dans le but de réduire toute opposition à leur retour au pouvoir, toutefois modestement. De même, Karzaï a souvent appelé les talibans ses "frères" et a déclaré qu'il rejoindrait les talibans, si les dommages collatéraux et les autres problèmes "engendrés" par les forces occidentales continuaient. Il a aussi fait référence aux forces de la coalition comme étant des "occupants" pour gagner la faveur des talibans.

ADVANTAGE : TALIBANS

La stratégie de négociation des talibans est totalement calquée sur le choix de leurs dirigeants et du renseignement pakistanais de réaffirmer le pouvoir en Afghanistan. Ils ne peuvent rien faire et les troupes américaines vont se retirer. Ou, si les gouvernements américain et afghan proposent des compromis politiques comme un partage du pouvoir, de nouvelles élections ou des opportunités de réconciliation, les talibans seront enclins à accepter, au mois s'ils veulent accélérer leur retour de longue haleine au pouvoir. Les efforts de réintégration qui permettent aux combattants talibans de renoncer à la violence contre de l'argent et des emplois sont un excellent moyen pour le mouvement islamiste pour laisser au repos sa force militaire jusqu'à la réduction des troupes américaines, jusqu'à ce que les talibans puissent affronter le gouvernement afghan plus ouvertement.

Les talibans vont probablement chercher à prolonger toute négociation car ils parviennent à leurs fins, le retrait américain, et ce sans compromettre leurs vues. De plus, en raison des problèmes budgétaires et économiques américains, les talibans espèrent que les Etats-Unis ne pourront soutenir leurs positions éventuelles dans la négociation, telles que le financement de l'armée afghane et les projets de développement ou même subvenir à une présence militaire réduite. Ajouté à cela, les talibans n'ont aucun avantage à laisser les Américains se retirer la tête haute et tout avantage à les humilier, au moins pour diminuer la probabilité que les Américains interviennent à nouveau dans les affaires afghanes.

Les talibans vont probablement mettre l'accent sur une version plus édulcorée de leur programme politique passé et sur un socle "réformiste" de réduction de la corruption, d'administration de la justice, d'opposition aux seigneurs de la guerre et la promotion de la loi et de l'ordre. Tous ces messages résonnent pour les Afghans, particulièrement à la lumière des défis lancés par le gouvernement de Karzaï sur ces problématiques et suggèrent que les talibans mèneront une campagne de séduction aussi efficace que possible au regard de leur histoire.

On a longtemps dit que la victoire en Afghanistan ne sera pas marquée par un quelconque événement comparable à la cérémonie de signature japonaise sur le navire de guerre *Missouri* en 1945, ou, le cas échéant, la défaite ressemblera à la bataille de Den Bien Phu, qui vit le retrait accéléré des forces françaises d'Indochine dans les années 50. Quand les Américains se retireront d'Afghanistan, les talibans se réaffirmeront lentement mais de manière pérenne, jusqu'à ce que nous nous réveillons un matin et réalisions que le pays a été perdu.

Auteur : Dan GREEN **Source : Armed Forces Journal (Etats-Unis)**

Le chef du contingent GB déterminé à mener à bien le retrait

05/12/11 08:17, Afghanistan

LONDRES - Le commandant en chef des forces britanniques en Afghanistan le général James Bucknall a jugé crucial dimanche que le retrait des Occidentaux d'Afghanistan se déroule en bon ordre afin que leur "l'investissement en sang" dans ce pays soit rentable à long terme.

Dans une interview au Guardian publiée sur le site internet du journal britannique, le général Bucknall s'est déclaré déterminé à mener cette tâche à bien, alors que des craintes se multiplient concernant l'Afghanistan, qui risque de sombrer dans le chaos après le retrait des Occidentaux.

Après "cet investissement en sang, je n'en suis que plus déterminé", a déclaré le général Bucknall qui a aussi jugé peu probable que les talibans, selon lui une force affaiblie, reprennent le contrôle du pays après le retrait des troupes de la coalition. Le fait que les talibans aient été amenés à recourir à la tactique des attentats et du terrorisme montre selon lui que militairement ils ne se sont pas renforcés.

"Cent quarante (Afghans) ont été assassinés cette année ... Mais nous liquidons 130-140 chefs talibans de rang moyen chaque mois", a-t-il dit. Le général Bucknall a affirmé que les talibans "ne tenaient pas leur propre bastion" et qu'il n'y avait "absolument aucune preuve où que ce soit en Afghanistan" que leur influence grandisse. "Kaboul est une capitale florissante qui est beaucoup plus sûre que Karachi", a-t-il assuré.

Le Royaume-Uni doit rapatrier d'ici la fin 2014 la totalité de ses troupes de combat déployées en Afghanistan. Le général Bucknall, James Bucknall, également commandant adjoint de la Force de l'Otan en Afghanistan (Isaf), a appelé les participants à la coalition à travailler ensemble pendant le retrait.

"Nous sommes venus ensemble, et nous partirons ensemble", a-t-il dit. "Gérer une coalition en diminution est une tâche autrement plus ardue que gérer une coalition" dans une phase d'augmentation d'effectifs, a-t-il souligné.

Le chef d'état-major des armées britanniques le général David Richards, avait reconnu en novembre que des erreurs tactiques avaient été commises en dix ans de présence des forces de la coalition en Afghanistan. Il avait admis en octobre avoir "perdu la guerre de l'opinion" en Grande-Bretagne à propos de la guerre en Afghanistan.

Le Royaume-Uni, avec 9.500 soldats actuellement en Afghanistan, est le deuxième plus grand contributeur de la force internationale de l'Otan (Isaf) derrière les Etats-Unis. La Grande-Bretagne doit retirer 500 hommes d'Afghanistan d'ici la fin de l'année prochaine, les 9.000 autres devant rester dans le pays.

Un total de 390 soldats britanniques ont été tués depuis le début de l'intervention en octobre 2001, dont au moins 345 en mission de combat.

04.12.2011

Afghanistan: de la difficulté de faire la part des choses... (actualisé)

Deux liens twittés, il y a quelques minutes, par *Marsattaqueblog* ont retenu mon attention (et la sienne aussi assurément). Tous deux relatent des actions qui se sont déroulées en Kapisa, dans le district de Tagab, samedi.

Ces actions sont notables parce qu'elles se passent dans la zone française et parce que nous sommes certainement plus vigilants que lorsque les faits se passent dans une province tenue

par un autre contingent. Elles sont notables, par ailleurs, parce que communiqué et article semblent parler des mêmes faits: un tir de l'ISAF sur une cible présentée comme hostile pour la coalition (une réunion de talibans), et comme civile selon des sources afghanes (le retour d'un pélerin). Qui croire? A 6 000 km, sans sources totalement indépendantes, faire la part des choses est mal aisé.

Je n'ai pas la réponse à ma question (peut-être qu'un lecteur en sait plus) mais je trouve que ce flou illustre parfaitement les difficultés que nous avons, nous journalistes, à démêler ce qui est véridique de ce qui l'est moins, à réagir assez vite mais en ayant le temps de faire quelques vérifications, à choisir de donner une info ou de la passer sous silence parce que nous sommes dans l'incapacité de la faire confirmer.

Après les dialogues, voire les empoignades, suscitées par l'affaire des deux journalistes-otages d'Afghanistan, voici un bon exemple de la difficultés de faire un honnête boulot de desk. Parce que tout le monde n'est pas toujours sur le terrain...

Extrait du communiqué de presse de l'ISAF daté du 4 décembre au matin (cliquer ici pour y accéder) :
Les insurgés multiples ont été tués et deux blessés au cours d'une coalition airstrike dans le district de Tagab, province de Kapisa, hier. Au cours de l'après-midi, conseils provenant de sources locales ont indiqué un groupe d'insurgés tenaient une réunion dans la région. Agissant sur les conseils, forces de la coalition ont confirmé la réunion et la présence de gardes armés sur le site, alors appelée pour un airstrike à l'aide d'une munition guidée. La grève de frappe la cible visée, résultant en des insurgés multiples tués et deux blessés. Les deux insurgés blessés ont été transportés par les forces de la coalition dans un hôpital militaire pour les soins médicaux. Il n'y a aucun rapport des victimes civiles ou dommages aux biens de caractère civil au cours de l'engagement.

Article paru sur le site de l'Agence afghane PAN (cliquer ici pour accéder à la page) :
Six civils ont été tués et trois autres personnes blessées lorsqu'une fusée a frappé une maison civile dans la province de Kapisa central, un haut fonctionnaire a déclaré samedi. L'incident a eu lieu dans la région de Haibatkhel du district de Tagab, où la fusée est tombée à l'intérieur d'une maison à la fin de l'après-midi, gouverneur Mehrabuddin Sapi dit Pajhwok Afghan News. Il a écarté la participation de soldats dirigée par l'OTAN dans l'incident, mais un membre du Conseil provincial, Nadjibullah Rahimi, a revendiqué que la fusée a été tirée à partir d'une base commune de soldats afghans et à l'étrangers. « La maison appartenait à un homme qui rentre de hajj. Personnes s'étaient rassemblés pour lui souhaiter la bienvenue. Le propriétaire de la maison et deux membres de sa famille ont été tués,", a-t-il ajouté.

Et pour en rajouter une couche, la version des talibans (site de voix de Djihad) :
KAPISA, le 04 décembre - A des centaines d'Afghans en colère ont pris au dimanche rue pour protester contre le martyre Haji Zaman et 5 autres civils innocents en raid de samedi par les envahisseurs français dans le district de Tagab, province de Kapisa. Féroces manifestants ont scandé des slogans contre le régime de marionnettes de Karzaï et les envahisseurs U.S.-OTAN condamnant fermement le crime inhumain français. Pendant ce temps, les marionnettes ont attaqué les manifestants fanfares, martyring un civil Imarn et en laissant 6 plus blessés. Parmi ces blessés sont Atiqullah, Bakhat Zada, Shirin Agha, Zia-ul-Haq et deux autres.

45 stratevac par Falcon

Un nouvel indicateur, si besoin était, du niveau d'engagement des soldats français en Afghanistan : 45 d'entre eux ont été stratévaqués par les Falcon de l'**ETEC**, depuis le début de l'année. Un

bilan à relativiser, puisque l'activité opérationnelle a été adaptée -un euphémisme pour dire réduite- après l'attentat de Joybar, en Kapisa.

Tous ces blessés graves ont survécu grâce à l'efficacité de la chaîne, alors que dans d'autres temps, une partie aurait perdu la vie.

La dernière stratevac a eu lieu la semaine dernière, avec le rapatriement de commandos des forces spéciales.

L'ETEC, basé à Villacoublay, maintient en permanence un Falcon en alerte au profit des stratevac, avec la possibilité d'en faire partir un deuxième dans la foulée.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE 12/06/2011 08:09:00 AM

Maubourguet. 6 mois en Afghanistan

De retour au bercail pour un repos bien mérité !

Luc Barbé, du 35e RAP, est rentré d'Afghanistan après une mission de six mois. Il est ravi d'être à nouveau chez lui et a bien voulu répondre à quelques questions.

Quelle était votre vie au quotidien ?

Au début, le rythme était soutenu avec des missions dans les vallées à sécuriser du Nijrab, province de Kapissa. Après la blessure de Patricia Allemonière, reporter à « TF1 », nous partions un peu moins. Le camp était impeccable, nous étions logés en bâtiment avec accès à internet. Le quotidien était bien et la nourriture aussi. Par contre, le climat était très chaud, entre 40 à 50° et nous avons souffert, surtout avec le matériel sur le dos. De mon côté, j'étais observateur et pour monter sous le soleil, c'était dur. Il y avait les dangers au quotidien, les routes piégées et les embuscades. Mais du côté de la peur, on savait la maîtriser.

Aviez-vous des contacts avec la population ?

Oui, et même, parfois, on dormait chez l'habitant. Tout se passait bien, on nous donnait l'eau du puits. On pouvait acheter des pastèques. De mon côté, j'avais un interprète (un pour la compagnie) pour faciliter les échanges. Les habitants, à notre départ, étaient rémunérés.

Que retenez-vous de cette mission ?

C'était une mission difficile mais je suis fier de l'avoir faite. Je suis satisfait d'avoir participé à la pacification du pays mais je ne peux m'empêcher de penser à ceux qui ont laissé leur vie ou aux nombreux blessés et à leurs familles.

Comment avez-vous été accueilli à votre retour ?

Nous avons eu un bon accueil. Nous avons été reçus par le lieutenant-colonel Smagghe avec un petit-déjeuner sympathique. Nous avons ensuite fait les formalités administratives pour partir en permission qui peut durer un mois et demi. Le retour au régiment est prévu début janvier. Puis, nous avons retrouvé nos familles, j'ai pu aller voir mon fils. Quant à ma fille qui est en Australie, elle me manque.

Si vous deviez repartir, que feriez-vous et à quoi aspirez-vous ?

Je repartirais mais maintenant, j'aspire à un peu de tranquillité. En quelque sorte, un peu de vacances pour pouvoir aussi revoir les copains et repartir sur un terrain de rugby.

09.12.2011

Aqmi diffuse des photos des cinq nouveaux otages du Mali

Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a diffusé deux photos des cinq Européens (dont deux Français) enlevés le 24 et le 25 novembre au Mali. Elles sont visibles sur le site du quotidien espagnol *El Pais* (cliquer **ici** pour y accéder). On y voit d'une part les deux Français, et d'autre part les trois autres Européens, à chaque fois encadrés d'hommes armés.

Aqmi avait revendiqué leur rapt, le 8 décembre, dans un message adressé au bureau de l'AFP à Rabat (Maroc). Ce communiqué en arabe est parvenu au bureau de l'AFP sous forme d'un courrier électronique, un mode de revendication de rapts inusité pour l'organisation clandestine active au Sahel et liée à la mouvance d'Al Qaïda.
"Nous revendiquons l'enlèvement le 24 novembre des deux français, travaillant pour les services de renseignement de la France, Philippe Verdon et Serge Lazarevic, ainsi que celui de trois Européens, le lendemain à Tombouctou", indique le texte. "Nous ferons savoir prochainement nos revendications à la France et au Mali", ajoute ce communiqué. Selon Aqmi, la prise en otages de deux Français constitue "une réponse aux agressions répétées de la France contre les musulmans des pays du Sahel".
"Le Mali", ajoute le communiqué, "a été choisi exprès en raison de l'implication du régime d'Amadou Touré dans une guerre contre les Moujahidine, en réponse aux pressions exercées sur lui par la France et les Etats-unis".

03.12.2011

Des Segway + des mannequins armés= Marathon Targets

Alex Brooks n'est pas peu fier. Le directeur de Marathon Targets (qui dispose d'un bureau en France, à Toulouse) vient de fournir huit cibles mouvantes au centre d'entraînement des marines à Quantico (Virginie). Un joli petit contrat d'une valeur de 57 millions de dollars. Brooks a raconté son aventure au *Brisbane Times* (cliquer **ici** pour

lire l'article).

Marathon Targets, une firme australienne créée en 2007 (cliquer **ici** pour accéder à son site internet où l'on peut voir quelques vidéos éloquentes), a mis au point deux types de cibles mouvantes pour le tir à balles réelles: la T2 et la T4 tous terrains (cliquer **ici** pour voir le pdf qui leur est consacré).

Aux Etats-Unis, les cibles ont été *customisées* pour entraîner les soldats en partance pour l'Afghanistan. La photo ci-contre ilustre bien l'afghanisation des "dummies": des terroristes auxquels se mêlent d'innocentes femmes en burqa (et donc sur lesquelles il faut éviter de tirer).

Le 13 juillet dernier, une démo a eu lieu à Quantico, devant une centaine de représentants des forces armées et de sécurité. Puis la démo a fait un tour des centres de formation. Trois semaines pendant lesquelles les dummies se sont fait plomber de 5,56 et de 7,62. Apparemment, avec succès.

L'Iran menace de s'en prendre aux appareils américains dans la région

L'état-major des forces armées iraniennes a menacé de mener des opérations contre tout "appareil agresseur" au-delà même de l'espace aérien iranien après avoir annoncé avoir abattu un drone américain RQ-170 "dans l'est du pays", frontalier de l'Afghanistan et du Pakistan. (© AFP Said Khatib)

TEHERAN (AFP) - L'état-major des forces armées iraniennes a menacé de mener des opérations contre tout "appareil agresseur" au-delà même de l'espace aérien iranien après avoir annoncé avoir abattu un drone américain RQ-170 "dans l'est du pays", frontalier de l'Afghanistan et du Pakistan.

"Du fait qu'il y a eu violation très claire de l'espace aérien iranien, désormais les actions opérationnelles et électroniques des forces armées de la République islamique contre les appareils agresseurs ne seront plus limitées aux frontières du pays", a déclaré un responsable militaire de l'état-major des forces armées ayant requis l'anonymat, cité par les médias iraniens.

Dimanche, l'armée iranienne a affirmé avoir abattu un drone de renseignement américain RQ-170 "dans l'est du pays", frontalier de l'Afghanistan et du Pakistan.

Cet avion sans pilote "avait violé légèrement les zones frontalières de l'est du pays", a affirmé l'agence Fars citant l'état-major militaire.

Selon cette source, les militaires iraniens "ont réussi à enlever aux agresseurs (les opérateurs de l'appareil, ndlr) le contrôle du drone, qui a été abattu avec peu de dégât et se trouve désormais aux mains des forces armées".

Aucune image de l'appareil n'a été montrée par l'armée iranienne.

La Force de l'Otan en Afghanistan (Isaf) a admis dimanche soir qu'il pourrait s'agir d'un drone américain dont, selon elle, la trace a été perdue au-dessus de l'ouest afghan.

Lundi, le Pentagone a indiqué n'avoir "aucune indication" que le drone perdu en Iran a été abattu.

"Nous n'avons aucune indication que le drone que nous avons perdu a été abattu à la suite d'une quelconque activité hostile", a déclaré à la presse le capitaine de vaisseau John Kirby un porte-parole du ministère américain de la Défense.

"Le drone auquel les Iraniens se réfèrent pourrait être un drone américain de reconnaissance qui effectuait une mission au dessus de l'ouest de l'Afghanistan en fin de semaine", a expliqué l'Isaf.

"Les opérateurs du drone ont perdu le contrôle de l'appareil et tentent toujours de déterminer ce qu'il est devenu", a ajouté l'Isaf sans autre précision, notamment sur le type de l'appareil.

Le Pentagone s'est également refusé à confirmer le type d'appareil ni son état supposé à la suite de sa perte.

"Il s'agit de missions de reconnaissance sensibles et nous n'en parlons pas", a affirmé George Little, un autre porte-parole du Pentagone.

"Nous somme toujours inquiets lorsque nous perdons un appareil, qu'il soit piloté à distance ou pas, particulièrement dans un endroit où on ne peut pas le récupérer", a de son côté admis le capitaine de vaisseau Kirby, évoquant une éventuelle récupération des technologies de l'appareil par les Iraniens.

Le RQ-170 Sentinel est un drone de reconnaissance de haute altitude très récent dont l'existence, révélée en 2009 par des médias spécialisés, n'a été reconnue qu'en 2010 par l'US Air Force.

Selon certains sites spécialisés, des appareils de ce type seraient déployés en Afghanistan, notamment pour obtenir des renseignements sur l’Iran et le Pakistan.

La menace iranienne de s'en prendre à des drones "agresseurs" au delà des frontières peut viser les appareils américains qui opèrent en Afghanistan et au Pakistan mais aussi dans la région du Golfe.

L'armée iranienne a affirmé à plusieurs reprises ces dernières années avoir abattu des drones américains au dessus du Golfe ou dans des régions frontalières.

En janvier, l'Iran avait affirmé avoir abattu deux drones américains dans le Golfe en dehors de l'espace aérien du pays.

Le général Amir Ali Hajizadeh, commandant des forces aériennes des Gardiens de la révolution, a annoncé en juin avoir montré à des experts russes deux appareils abattus "dans les eaux internationales et les zones contrôlées par la République islamique".

Il avait affirmé que l'Iran était parvenu à "copier" ces drones, dont il n'a pas indiqué le modèle.

Les Etats-Unis se sont inquiétés à plusieurs reprises de la construction de drones par l'Iran.

Il y a quelques jours, un site conservateur Mashregh, qui publie régulièrement des informations militaires, a mis en ligne ce qu'il a présenté comme des films et des photos pris par des drones des Gardiens de la révolution de plusieurs porte-avions américains opérant dans la région.

Un drone américain en Iran localisait les sites du programme nucléaire

LEMONDE.FR | 08.12.11 | 19h45 • Mis à jour le 08.12.11 | 22h35

La télévision d'Etat iranienne a diffusé, jeudi 8 décembre, des images décrites comme celles d'un drone furtif américain abattu dans l'est de l'Iran la semaine dernière.

Lundi, des officiels américains avaient avaient annoncé au *Washington Post* qu'un drone de type RQ-170, dit "Sentinelle", avait été perdu en Iran, et qu'il appartenait à la CIA, qui l'utilise pour des missions de surveillance. Selon le *New York Times*, l'engin était employé dans le cadre d'une mission renforcée de repérage et de surveillance des sites du programme nucléaire de la République islamique.

L'existence de ce type de drone est connue depuis décembre 2009. Un modèle avait été photographié sur une base aérienne américaine du sud de l'Afghanistan, ce qui avait vallu au RQ-170 d'être surnommé "la bête de Kandahar".

"PEU ENDOMMAGÉ"

L'Iran a affirmé dimanche avoir abattu un drone américain de type RQ-170 *"qui avait violé légèrement les zones frontalières de l'est du pays"* et pu *"s'en emparer alors qu'il a été peu endommagé"*. Le Pentagone a dit n'avoir *"aucune indication"* que le drone avait été abattu.

La force de l'OTAN en Afghanistan (ISAF) s'était contentée d'affirmer que la trace du drone avait été perdue au-dessus de l'Ouest afghan, à proximité de la frontière iranienne. Les talibans ne disposant pas de systèmes de détection radar, le déploiement d'un tel luxe de technologie furtive

paraissait disproportionné dans la région. Interrogée mercredi, l'agence de renseignement américaine s'est refusée à tout commentaire.

Le drone, une aile volante pilotée à distance, est doté de capacités furtives. Volant à haute altitude, il est dédié à la reconnaissance et à la surveillance. Le RQ-170, dont la voilure est recouverte d'un enduit permettant de réduire sa signature radar, est équipé de systèmes de communication cryptés pour pouvoir être piloté à distance. Il a déjà été utilisé dans plusieurs pays, selon le *Washington Post*,notamment au Pakistan, pour repérer le site dans lequel se cachait Ossama BenLaden. **Le Monde.fr avec AFP**

Les Etats-Unis commencent leur retrait de la base aérienne de Shamsi au Pakistan

Les Etats-Unis ont commencé à se retirer dimanche de la base aérienne de Shamsi au Pakistan, sur ordre du gouvernement pakistanais.

Cet ordre d'évacuation est une réponse à la récente frappe aérienne transfrontalière de l'OTAN contre deux points de contrôle, qui s'était soldée par 24 morts et 13 blessés parmi les militaires pakistanais, a rapporté la chaîne de télévision en ourdou Geo.

Selon la télévision, l'évacuation a commencé dimanche matin, avec l'arrivée sur la base d'un avion américain destiné à évacuer le personnel militaire.

La base aérienne de Shamsi se situe à environ 320 km au sud-ouest de Quetta, chef-lieu de la province pakistanaise du Balouchistan.

Les Etats-Unis utilisaient depuis 2001 cette base pour leurs opérations aériennes en Afghanistan, ainsi que pour lancer des attaques de drones dans les régions tribales pakistanaises limitrophes de l'Afghanistan. Les Etats-Unis considèrent cette zone comme un refuge pour les activistes, qui passent régulièrement la frontière pour attaquer les troupes de l'OTAN en Afghanistan.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=-LcuQAnZ4Uw#t=0s

Une femme militaire britannique a tué un insurgé afghan lors d'une embuscade

5 décembre 2011 – 17:57

Selon la presse d'outre-Manche, il s'agirait de la première femme de l'armée britannique à avoir tué un ennemi au cours d'un combat. Et pour cause : les militaires féminins, au Royaume-Uni, n'ont pas l'autorisation de monter en première ligne.

Mais pour le sergent Chantelle Taylor, les circonstances ont été particulière en cette journée de juillet 2008. La patrouille dont faisait partie cette jeune infirmière affectée au Royal Army Medical Corps, est en effet tombée dans une embuscade, dans le secteur de Marjah (Helmand).

Dans un livre qu'elle vient de publier – Bad Company, A Woman Face To Face With The Taliban – elle raconte comment elle en est venue à tuer un combattant taleb lors de ce violent accrochage. Ainsi, les véhicules de son convoi étant pris sous le feu d'une vingtaine d'insurgés, (son Land

Rover n'y échappe pas) elle s'aperçoit que l'un d'entre eux est en train de la viser, à une quinzaine de mètres seulement.

« C'était lui ou moi, j'ai choisi » a-t-elle dit. Submergée, dans un premier temps, par la peur, c'est l'instinct de survie qui a prévalu. Saisissant son arme, elle fait alors feu à sept reprises sur ce combattant taleb, qui, bien que mortellement blessé, a toutefois pu faire usage de son AK-47 sans pour autant toucher la jeune militaire britannique.

Par la suite, le sergent Taylor a donné les soins à ses camarades blessés au cours de cette embuscade, en sauvant notamment la vie d'un soldat gravement atteint au ventre. Ce récit a conduit le ministère de la Défense à réagir. Les femmes sont fondamentales pour l'efficacité opérationnelle des forces armées britanniques » a-t-il fait valoir. « Nos personnels médicaux portent des armes pour leur protection et celle de leurs patients. Le sergent Taylor décrit comme elle a contribué à assurer sa protection et celle de son équipe » a-t-il expliqué.

Engagé au sein de l'armée britannique à l'âge de 19 ans, Chantelle Taylor a, depuis, quitté l'uniforme. Elle occupe désormais un emploi de consultant dans le domaine de la sécurité.

Femmes de guerre : elles ont fait l'Afghanistan

Elles n'ont pas 30 ans et déjà essuyé les tirs de roquette des talibans. Pour elles, partir dans le « bourbier afghan » était un choix. A l'hôpital militaire ou sur les postes avancés en pleine montagne, ces soldates ont vécu l'épreuve du feu. Elles nous racontent.

En Afghanistan, 5% des effectifs français sont des femmes

Quatre mille soldats français en décousent sur le terrain avec les insurgés en Afghanistan. « Soldats » ou « soldates », car 5 % des effectifs sont des femmes, souvent jeunes. **Depuis 2000, au sein de l'Armée, les femmes ont accès à tous les postes.** Elles sont sur la base centrale de soutien logistique, à Kaboul, à l'hôpital militaire de la capitale et sur les deux postes avancés en pleine montagne, dans les régions de Kapisa et de Surobi, sous responsabilité française.

Un équipement de 30 kg sur le dos, elles sont armées comme les hommes : une image certes encore déroutante pour les civils mais désormais anodine sur les théâtres d'opération. Et en Afghanistan, le danger est grand : 70 militaires français sont déjà tombés au front, pour une paix qui reste très fragile dans ce pays en transition.

Aujourd'hui, le désengagement des troupes de la coalition s'amorce doucement, jusqu'au retrait total prévu en 2014.

Loin de toute polémique, de retour dans leur bureau, en France, le béret sobrement roulé dans la ceinture et les rangers lustrées, trois jeunes militaires sortent cartes et souvenirs. Elles ont connu les pluies d'obus de mortier, le sifflement des roquettes, l'imprévisibilité des attaques des talibans et l'omniprésence du danger que représentent 600 000 tonnes de mines, mais le mot « peur » ne fait pas partie de leur vocabulaire, car « elle ne sert à rien ». **C'est sans états d'âme et sans ego qu'elles nous racontent leur mission de six mois à 5 300 km de chez elles.**
Pour en savoir plus : Femmes de guerre : elles ont fait l'Afghanistan - Marie Claire

L'Occident promet de continuer à soutenir l'Afghanistan

Publié le 05-12-11 à 16:30 Modifié à 18:01

BONN (AP) — Les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux ont promis lundi de continuer à soutenir l'Afghanistan après le retrait des forces combattantes de l'OTAN en 2014, alors que Kaboul fait face à une insurrection talibane persistante et à un risque d'effondrement financier.

"Les Etats-Unis sont prêts à soutenir le peuple afghan sur le long terme", a déclaré la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton lors d'une conférence internationale sur l'Afghanistan organisée à Bonn (Allemagne), réunissant une centaine de pays et organisations internationales.

La communauté internationale perdrait "beaucoup si le pays devenait à nouveau une source de terrorisme et d'instabilité", a ajouté la chef de la diplomatie américaine. Mme Clinton a également déclaré que les Afghans devaient tenir leurs engagements "à prendre des décisions difficiles pour adopter des réformes, diriger leur propre défense et renforcer" la démocratie.

La conférence, à laquelle une soixantaine de ministres des Affaires étrangères ont participé, s'est focalisée sur le transfert de la sécurité aux autorités afghanes au cours des trois prochaines années, l'aide internationale à long-terme et un possible règlement politique avec les talibans.

"Votre engagement et soutien seront cruciaux pour que nous puissions (...) répondre aux défis qui demeurent", a déclaré le président afghan Hamid Karzaï. "Nous aurons besoin de votre ferme soutien pendant au moins une autre décennie."

L'Afghanistan est économiquement dépendante de l'aide étrangère, liée notamment au maintien sur son sol de 130.000 soldats étrangers. Kaboul veut obtenir l'assurance que les pays donateurs continueront à soutenir les finances afghanes après le départ en 2014 des forces combattantes de l'OTAN.

Les pays donateurs ne devaient pas s'engager sur des chiffres précis lors de cette conférence d'une journée, mais entériner le principe du maintien d'une assistance financière afin de consolider les progrès enregistrés dans le pays depuis la chute du régime taliban fin 2001.

L'Afghanistan estime qu'elle aura besoin en 2015 d'une aide extérieure avoisinant les 10 milliards de dollars, soit un peu moins de la moitié du produit national brut, afin notamment de payer ses forces de sécurité.

La déclaration finale de la conférence contient une série d'engagements mutuels pour la décennie qui suivra le retrait des troupes, signifiant ainsi que l'Afghanistan ne sera pas "laissée seule", a souligné un diplomate allemand s'exprimant sous le couvert de l'anonymat car le document n'avait pas encore été rendu public.

"D'un autre côté, il y a un engagement clair des Afghans à faire du travail en matière de réformes, de lutte contre la corruption, de bonne gouvernance et de renforcement de la démocratie", a-t-il précisé. La communauté internationale promet également de soutenir le processus de réconciliation avec les talibans, qui pose comme conditions le rejet de la violence et le respect des droits de l'homme, a-t-il ajouté.

Acteur majeur dans la région, le Pakistan a boycotté la conférence pour protester contre l'attaque de l'OTAN qui a tué 24 de ses soldats près de la frontière afghane le 26 novembre. Depuis Lahore, au Pakistan, le Premier ministre Yousuf Raza Gilani a toutefois déclaré à l'Associated Press que son pays entendait continuer à travailler avec l'Afghanistan pour favoriser les négociations avec les talibans. "Nous soutenons (la réconciliation) même si nous ne participons pas" à la conférence de Bonn, a-t-il affirmé. AP

L'effectif militaire britannique en Afghanistan réduit à "quelques centaines" en 2014 (officiel)

CRI Online, 2011-12-08 13:49:27 cri

Pour la fin de l'année 2014, il n'y aura plus en Afghanistan que quelques centaines de soldats britanniques, qui resteront uniquement en qualité de formateurs, conformément au plan de retrait des troupes britanniques de ce pays asiatique, a confirmé mercredi le secrétaire à la Défense, Philip Hammond.

"Selon mon estimation, cela porte sur des centaines et non sur des milliers. Ils [Les militaires qui resteront] n'auront pas un rôle de combat, mais ils seront chargés de l'entraînement et de la formation", a dit M. Hammond, nommé à son poste il y a sept semaines, après le départ de son prédécesseur en raison d'un scandale politique.

M. Hammond s'attend toutefois à ce que la Grande-Bretagne apporte une large contribution financière aux forces de sécurité afghanes.

Les dépenses militaires ont diminué dans le cadre de la réduction du budget mise en oeuvre par le ministre des Finances George Osborne, du fait que le pays atteint cette année un déficit public presque record, estimé à 127 milliards de livres (environ 200 milliards de dollars).

M. Hammond a indiqué que les détails concernant les réductions du budget militaire pour les deux prochaines années n'étaient pas encore définis et que le choix à faire serait un mal nécessaire.

Il a également donné un aperçu de la physionomie future de l'armée britannique, précisant que son pays maintiendrait sa capacité de déployer des forces armées dans l'importe quelle région du monde. Il a aussi révélé pour la première fois que les effectifs militaires britanniques pourraient être portés à environ 30 000 hommes "pour une courte période" en cas de besoin important

urgent.

Il a exclu toute action militaire unilatérale, se disant convaincu que la Grande-Bretagne agirait à l'avenir avec ses alliés et partenaires, excepté dans la zone de l'Atlantique Sud. Pour mémoire, on rappelle que la Grande-Bretagne a gardé dans cette zone maritime le contrôle des îles Malouines (appelées Falkand Islands en Grande-Bretagne et Islas Malvinas en Argentine) à l'issue de la guerre qui l'a opposée à l'Argentine en 1982. Ces îles revendiquées par les deux pays demeurent une source de tensions entre Londres et Buenos Aires.

Les nouvelles autorités libyennes donnent 15 jours aux milices armées pour quitter Tripoli

7 décembre 2011 – 17:40

Le colonel Kadhafi étant mort et enterré, son fils, Seif al-Islam, présenté comme son successeur potentiel arrêté et son régime faisant désormais partie de l'histoire, plus rien ne justifie la présence de miliciens armés dans les rues de Tripoli.

Et pourtant, près de deux mois après que la Libye a été déclarée officiellement libérée de la dictature, des milices sont encore actives dans la capitale libyenne, et cela cause une recrudescence des violences, ce qui exaspérent les habitants. En effet, les miliciens des différentes factions encore présentes à Tripoli ont pris la fâcheuse habitude de régler leurs comptes à coup de Kalachnikov.

Aussi, les nouvelles autorités libyennes ont haussé le ton, le 6 décembre. Ainsi, si dans les deux semaines qui viennent, « les milices ne quittent pas la ville, la population de Tripoli et le gouvernement fermeront la ville à la circulation » a fait savoir le bureau du Premier ministre, Abdel al-Kib.

« Une manifestation aura lieu demain (ndlr, 7 décembre) à 16h30 sur la place des Martyrs en appui aux initiatives des ministères de l'Intérieur et de la Défense, visant à nettoyer Tripoli des armes et de la présence inutile des milices. Il est prévu que d'autres manifestations se tiennent, avec plus de plus en plus d'ampleur, jusqu'au 20 décembre » a-t-il ajouté. En clair, les milices armées sont priées de revenir là où ils étaient avant la bataille pour la « libération » de Tripoli, qui a eu lieu à la fin du mois d'août dernier.

« Nous leur sommes reconnaissants pour leur aide, mais maintenant il est temps pour eux de retourner auprès de leurs familles et amis pour aider à reconstruire leurs villes », a affirmé Abdelrazzak Abou Hajar, le chef du Conseil local de Tripoli.

La semaine passée, le ministre libyen de l'Intérieur, Faouzi Abdelali, a dévoilé un plan visant à intégrer à court terme les quelques 50.000 combattants ayant pris les armes contre les troupes loyales au colonel Kadhafi au sein des forces armées et celles de la police.

Par ailleurs, Paris, par la voix du chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral Edouard Guillaud, a indiqué être prêt à coopérer militairement avec la Libye. « La France prête à fournir ce que le gouvernement libyen demande, en particulier dans le domaine de la formation militaire » a déclaré l'officier français, à l'issue d'une rencontre avec Mustafa Abdel Jalil et le ministre libyen de la Défense, Osama Juili.

Le CEMA a précisé que l'objet de sa visite à Tripoli était de communiquer avec les nouveaux partenaires libyens pour évaluer les pistes de coopération maintenant que la paix est revenue. « Nous avons eu des relations avec l'ancienne armée libyenne. Nous allons les faire revivre » a-t-il déclaré.

08.12.2011

La facture libyenne pour le Royaume-Uni: 212 millions de livres ("estimations finales")

Parlant devant le RUSI (*Royal United Services Institute*), jeudi matin, Philip Hammond, le secrétaire d'Etat à la Défense, a donné de nouveaux chiffres sur les coûts des opérations en Libye (cliquer **ici** pour lire son intervention).

Hammond a déclaré que les "estimations finales" montrent que la facture s'est élevée à 212 millions de livres (248,3 millions d'euros), dont 145 pour les coûts opérationnels et 67 pour les munitions. "Presque un tiers de moins" que ce qu'avait annoncé son prédécesseur, Liam Fox, en octobre.

05.12.2011

Djibouti: le bataillon de casques verts a le teint pâlichon

Les forces armées djiboutiennes mettent actuellement sur pied plusieurs unités pour les déployer en Somalie, et probablement au Darfour et au Sud-Soudan dans le cadre des mission onusiennes. Une idée du président Guelleh (photo ci-dessus, passant en revue un détachement de casques verts) que les militaires djiboutiens ont du mal à concrétiser. Ainsi, le

déploiement de l'unité supposée être déjà partie pour renforcer les casques verts de l'Union africaine en Somalie semble quelque peu contrarié: désertions, ambiguité sur la nature de la mission (les soldats pensaient partir assurer la formation des Somaliens et surtout pas aller au casse-pipe face aux Shabaab)... L'opposition djiboutienne en fait d'ailleurs ses choux gras.

Globalement, la formation de ces bataillons n'a pas été facile. Une partie a été assurée par des Américains, avec les problèmes habituels de traduction et de culture... Les forces françaises ont donc été sollicitées et ont prêté leur concours, comme en témoignent quelques articles picorés sur le site de l'EMA:

Le 15 septembre 2011, les Forces armées djiboutiennes ont perçu une quarantaine de véhicules auprès des Forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj). Ce prêt intervient dans le cadre du programme RECAMP (renforcement des capacités africaines de maintien de la paix), qui prévoit de compléter l'équipement de nos partenaires en Afrique dans la perspective de leurs déploiements opérationnels. (Lire l'article **ici**)

Le 17 novembre 2011, 22 élèves officiers djiboutiens de la 3ème promotion de l'Académie militaire interarmées d'Arta (AMIA) à Djibouti ont reçu des mains des autorités et de leurs instructeurs des FFDj l'insigne du brevet militaire parachutiste. (Lire l'article **ici**)

Du 19 au 24 novembre 2011, 25 militaires du GIGN djiboutien ont effectué un stage d'aguerrissement au centre d'entraînement au combat et d'aguerrissement de Djibouti (CECAD). (Lire l'article **ici**)

Pour parachever la formation de certaines de ces unités, une société privée française a même été mise à contribution. Ce qui n'a pas été du goût des militaires des FFDj qui se sont sentis dépossédés d'un type de mission qui leur incombe traditionnellement. Mais qui est de plus en plus souvent externalisé.

Des retards dans la mise au point du système de gestion de combat de la frégate Aquitaine

6 décembre 2011 – 16:10

La première frégate multimissions (FREMM) destinée la Marine nationale, l'Aquitaine, vient de terminer sa quatrième période d'essais de trois semaines en mer, sous le contrôle de la Direction générale de l'armement (DGA). Il s'est agi de vérifier les performances de la suite sonar et de poursuivre l'intégration des systèmes de communication.

« Cette quatrième sortie à la mer confirme la maturité de cette première FREMM : l'ensemble des systèmes testés sont conformes aux engagements pris avec notre client » a commenté le directeur de ce programme chez DCNS, Vincent Martinot-Lagarde. « Tous ces éléments marquent le bon déroulement de la réalisation de la FREMM Aquitaine » a-t-il ajouté.

Normalement, la FREMM Aquitaine, qui est la première d'une série de 11 navires de ce type, sera livrée au troisième trimestre 2012. Sauf que, selon le quotidien Les Echos, qui parle de « sources concordantes », elle ne disposerait pas de toutes les fonctions iniatialement prévues.

En cause, le système de gestion de combat (CMS, Combat Managing System), le logiciel qui gère l'armement de la frégate, dont le développement accuserait un retard compris entre 6 et 12 mois. En clair, l'Aquitaine ne serait pas en mesure de tirer des missiles Aster-15 ou Exocet.

Le CMS est complexe à mettre au point. Comme l'explique le quotidien, DCNS y a consacré « d'importants moyens ». Et le risque de difficultés supplémentaires avaient été pris en compte lors de la renégociation du contrat par la DGA en 2009.

Au moins trois raisons expliquent ce contre-temps : les choix technologiquement poussés, le rapprochement entre DCNS et Thales et le désamentiage d'un centre de test, près de Toulon, qui a demandé 10 mois d'arrêt dans le développement du logiciel.

Cela étant, la date butoir pour la livraison du CMS complet est maintenue pour 2014 mais la DGA aurait reconnu avoir « un peu revisité » les « différents jalons techniques », d'après Les Echos. Quoi qu'il en soit, il faudra attendre pour que cette première FREMM puisse être engagée dans une zone de crise après sa livraison à la Marine nationale.

Le Dixmude mènera ses essais en eaux chaudes pendant la mission Jeanne d'Arc

Le BPC Dixmude
crédits : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE

07/12/2011

Le bâtiment de projection et de commandement Dixmude profiterait de la mission Jeanne d'Arc, qui devrait lui incomber en 2012, pour mener à bien ses essais en eaux chaudes. Construit par STX France, le troisième BPC du type Mistral a quitté Saint-Nazaire en juillet pour gagner Toulon, où DCNS procède depuis cet été à la mise au point de son système d'armes et de son système de combat. Après réception par la Direction Générale de l'Armement, le Dixmude sera remis à la Marine nationale en début d'année. Les militaires profiteront ensuite de la mission Jeanne d'Arc pour réaliser la phase 2 de la vérification des capacités militaires (VCM, autrefois connue sous le nom de traversée de longue durée) du bâtiment. Si les marins n'ont aucune crainte quant au bon fonctionnement de ce bateau, qui est un troisième de série, des essais sont néanmoins

nécessaires pour tester les modifications opérées sur le Dixmude par rapport à ses deux aînés, les Mistral et Tonnerre. En plus de certaines évolutions technologiques et structurelles (comme la modification de la passerelle de défense à vue), le navire présente une propulsion légèrement différente, avec par exemple un second propulseur d'étrave et un système de réfrigération différent des BPC précédents. Il convient donc de tester ces équipements en eaux chaudes et le déploiement prévu dans le cadre de la campagne Jeanne d'Arc s'y prête tout à fait. Ce n'est qu'à l'issue de ces essais que l'admission au service actif du Dixmude sera officiellement prononcée, ce qui signifie que le bâtiment effectuera donc son premier déploiement avant son « ASA », ce qui avait d'ailleurs été le cas du Mistral à l'été 2006, lorsque le premier BPC français avait été dépêché au Liban.
Pour mémoire, la mission Jeanne d'Arc a été inaugurée en 2010 afin de succéder aux campagnes d'application de l'ancien porte-hélicoptères éponyme, retiré du service cette même année. Ce déploiement, qui implique un BPC et la frégate Georges Leygues, vise à assurer la formation à la mer et dans un cadre interarmées des officiers-élèves, mais également à pré-positionner une force de projection dans les régions sensibles, comme l'océan Indien. A cet effet, le BPC embarque des hélicoptères, des troupes et des véhicules de l'armée de Terre, ainsi que des engins de débarquement.

Le BPC Dixmude accueillera la prochaine mission Jeanne d'Arc

9 décembre 2011 – 13:09

Maintenant que le porte-hélicoptère Jeanne d'Arc a été retiré du service actif, il revient désormais aux Bâtiments de Projection et de Commandement (BPC) d'accueillir le stage d'application à la mer des élèves de l'Ecole de Navale ainsi et des futurs commissaires de la Marine nationale.

Ainsi, après les BPC Tonnerre en 2010 et Mistral en 2011, le Dixmude, qui doit être livré à la Marine au début de l'année 2012, a été désigné, selon Mer et Marine pour assurer la prochaine mission Jeanne d'Arc.

Comme pour ses précédesseurs, la navire sera normalement être accompagné par la frégate anti-sous-marine (FASM) Georges Leygues. Un groupe tactique ainsi que des hélicoptères de l'armée de Terre devraient également y être embarqués.

Bien que la Marine n'a pas encore dévoilé le parcours qu'empruntera le Dixmude pour cette mission, elle devrait profiter de l'occasion pour mener à bien la phase de vérification des capacités militaires (VCM) de ce navire, notamment dans les eaux chaudes.

Troisième de la série des BPC, le Dixmude présente quelques modifications par rapport à ses aînés, notamment au niveau de sa propulsion et de son système de réfrigération. Ce n'est qu'après ces essais qu'il sera officiellement admis en service. A noter que le BPC Mistral avait été déployé en 2006 dans les mêmes conditions, à la différence qu'il s'agissait alors d'une mission au large du Liban, dans le cadre de l'opération Baliste.

Commandé dans le cadre du plan de relance gouvernemental de l'économie en 2009, le BPC Dixmude a été mis à flot en septembre 2010. Après des essais en mer réalisés au printemps dernier, il a rejoint, le 13 juillet, la base navale de Toulon, où DCNS procède actuellement aux derniers réglages de son système d'armes.

BPC russes : La phase de réalisation lancée

Le BPC Dixmude quittant Saint-Nazaire, en juillet dernier
crédits : STX FRANCE - BERNARD BIGER

08/12/2011

La phase de réalisation du programme des bâtiments de projection et de commandement commandés par la Russie a débuté. C'est ce qu'annonce DCNS, maître d'oeuvre du programme, qui sous-traite à STX France la construction des deux navires, qui seront livrés par les chantiers de Saint-Nazaire en 2014 et 2015. DCNS et STX travaillent sur les études de conception visant à adapter le design de ces bâtiments, dérivés des BPC français du type Mistral, aux besoins de la marine russe. « Si ces deux BPC restent en grande partie identiques aux BPC français de type Mistral, quelques adaptations sont à l'étude pour répondre aux besoins du client. Les navires seront aménagés pour permettre l'accueil des hélicoptères à double rotors de Kamov. Les deux bâtiments seront équipés de systèmes spécifiques, tels que le dégivrage partiel du pont d'envol, pour affronter les conditions climatiques très froides. Enfin, les systèmes électriques seront adaptés pour répondre aux normes russes », explique DCNS.
Côté construction, après la découpe des premières tôles à Saint-Nazaire, la réalisation des blocs constituant les futurs navires (M33 et N33 selon la terminologie nazairienne) commencera début 2012.

Un Kamov Ka-52 (© : MARINE NATIONALE)

Soutenir la modernisation des chantiers russes

En dehors des seuls BPC, ce contrat vise également à mettre à niveau l'industrie navale russe, qui souhaite se moderniser. Pour se faire, les Français travaillent avec le groupe russe OSK. Les chantiers de l'Amirauté, à Saint-Pétersbourg, sont associés à la phase de réalisation dès le premier bâtiment. Ils réaliseront environ 20% de la coque, sous forme de blocs destinés à la partie

arrière, qui seront acheminés à Saint-Nazaire pour être assemblés au reste de la coque. Les Russes doivent ensuite fournir environ 40% des blocs du second BPC, avec un niveau d'armement plus important. Là encore, les structures fabriquées en Russie seront transférées en France. Pour mener à bien ce transfert de technologie, des personnels russes sont attendus dans l'estuaire de la Loire pour se familiariser avec les méthodes de production de STX, qui enverra également une équipe à Saint-Pétersbourg pour superviser les travaux réalisés aux chantiers de l'Amirauté. Suivant le projet négocié entre Paris et Moscou, il est ensuite prévu que la Russie commande deux BPC supplémentaires, qui seraient achevés à Saint-Pétersbourg. En dehors de sa fonction de maître d'oeuvre, DCNS réalisera l'intégration du système de direction des opérations du navire et du système de communications.
Longs de 199 mètres pour un déplacement de 22.000 tonnes en charge, les futurs BPC russes pourront, comme leurs homologues français, déployer des hélicoptères, ainsi que des troupes et des véhicules via des engins de débarquement. Pour mémoire, les Mistral (2006), Tonnerre (2007) et Dixmude (2012) de la Marine nationale, armés par un équipage de 170 hommes, peuvent embarquer 16 hélicoptères lourds, ainsi que 450 soldats, 70 véhicules et deux engins de débarquement amphibie rapides (EDA-R). Ils disposent également d'importantes infrastructures de commandement et d'installations hospitalières très développées.

Les sous-marins de la Royal Navy vont accueillir des personnels féminins

9 décembre 2011 – 16:20

D’après une annonce faite le 8 décembre par le ministre britannique de la Défense, Philip Hammond, les femmes pourront servir, à compter de la fin de l’année 2013, à bord des sous-marins de la Royal Navy.

« Je peux annoncer aujourd’hui que j’ai accepté la recommandation du Premier Lord de la Mer et que les femmes seront autorisées à embarquer sur sous-marins à l’avenir » a-t-il ainsi déclaré.

« Nous accordons une grande importance à notre histoire et à nos traditions, mais nous n’en serons pas esclaves » a encore justifié Philip Hammond, en précisant que la marine britannique avait toujours été « à la pointe de l’innovation ». Sauf qu’en la matière, la Royal Australian Navy a déjà pris une décision allant dans ce sens, en 1998, et que l’US Navy en a récemment fait de même.

Cette décision a été prise à l’issue d’une étude qui aura duré près de 18 mois. Il s’agissait pour la Royal Navy d’en évaluer les implications juridiques, sociales pratiques, techniques et sanitaires.

Dans un premier temps, cette mesure va concerner les femmes officiers, qui seront admises à bord des sous-marins nucléaires lanceurs d’engins (SNLE) Vanguard. Les SNA Astute seront concernés plus tard. Par la suite, les autres personnels féminins de la Royal Navy, qui représente 9% de ses effectifs, pourront, dès 2015, entamer une carrière de sous-marinier.

Pour ce qui concerne la Marine nationale, et comme l’a souligné, en février 2010, le Portail des sous-marins, une telle mesure n’est pas à l’ordre du jour. En effet, il semblerait que bon nombre de femmes qui servent à bord de navires de surface renoncent à naviguer une fois atteint la trentaine afin de se consacrer à leur vie de famille. Et comme les formations de spécialistes sont coûteuses…

A cela s’ajoute la configuration actuelle des sous-marins : les SNA de la classe Rubis, qui arrivent en fin de service, ne sont pas adaptés pour accueillir des personnels féminins. En revanche, leurs successeurs de la classe Barracuda le seront. Les SNLE pourraient en revanche être modifiés.

Mais pour qu'ils le soient, il faudrait que les travaux se fassent lors d'une Interruption pour entretien et réparations (IPER).

Important exercice militaire en Inde

5 décembre 2011 – 17:53

L'état-major de l'armée basée dans le sud-ouest de l'Inde, établi à Pune, est actuellement en train de mener un exercice militaire de grande ampleur dans le nord de l'Etat du Rajasthan, près de la frontière pakistanaise.

Ces manoeuvres, dont l'apogée doit avoir lieu ce 5 décembre, avec la visite du président indien, Pratibha Patil, mobilisent pas moins de 50.000 hommes, 500 véhicules blindés dont des 300 chars T-12 et T-90, ainsi que des Arjun, de fabrication locale, des hélicoptères, des drones et des avions de combat MiG-21, SU-30 MKI et MiG-29.

Cet exercice, appelé Sudarshan Shakti, présente plusieurs objectifs. D'une part, il s'agit pour les forces armées indiennes de valider des concepts adoptés il y a quelques années, notamment des tactiques de guerre réseau-centrée faisant appel aux drones ainsi qu'aux satellites et d'améliorer la coordination entre les forces terrestres et aériennes.

Etant donné que ce déploiement de forces a de quoi rendre nerveux l'armée pakistanaise, le quotidien Deccan Herald a indiqué que le Pakistan avait été préalablement prévenu de l'organisation de ces manoeuvres, qui vont se dérouler pendant une quinzaine de jours à une distance comprise entre 150 et de 200 km de la frontière, dans une zone d'une surface de 175 sur 150 km.

Photo : Char de conception indienne Arjun

Le président Hu Jintao veut que la marine chinoise soit prête pour le combat

7 décembre 2011 – 15:01

Lors d'une réunion de la Commission militaire centrale, à Pékin, le président chinois, Hu Jintao, a appelé la marine à « acccélérer résolument se modernisation » et à « mener des préparatifs intensifs pour le combat militaire » afin de « sauvegarder la sécurité nationale et la paix mondiale ».

Bon. Que le président d'une grande puissance souhaite que ses force armées soient prêtes, le cas échéant, à combattre, c'est quand même la moindre des choses. Sinon, à quoi bon disposer d'une force navale si c'est pour qu'elle fasse des ronds dans l'eau?

Sauf que les intentions chinoises ne sont pas simples à décrypter. Quand la sécurité nationale est évoquée, est-ce qu'il s'agit de Taïwan, étant donné que Pékin considère l'ancienne Formose comme une province rebelle? Est-il aussi question des îles Spratleys et Paracels, riches en hydrocarbures, que la Chine considère comme siennes, ce que d'autres pays de la région contestent?

Mais cette déclaration vient après la récente tournée du président Obama dans la région Asie-Pacifique, au cours de laquelle il a été annoncé le renforcement de la coopération militaire entre Camberra et Washington, avec l'installation d'une base américaine dans le nord de l'Australie, et, surtout, le lancement d'un projet visant à établir une vaste zone de libre-échange dans le cadre d'un partenariat Transpacifique, dont la Chine est pour le moment exclue.

Par ailleurs, les Etats-Unis, qui font de la région Asie-Pacifique une priorité, s'attachent à rogner l'influence chinoise, avec, par exemple, le récent voyage – historique – de Mme Clinton, la responsable de la diplomatie américaine, en Birmanie.

Cela étant, au Pentagone, l'on fait valoir que la Chine a « le droit de développer ses capacités militaires et de se préparer, tout comme nous le faisons » mais elle doit faire preuve de « transparence » en la matière. Ce qu'elle a timidement commencé à faire cette année, en dévoilant le J-20, un avion de combat dit de 5ème génération, supposé furtif, et en admettant un secret de Polichinelle, à savoir la refonte de l'ex-porte-avions soviétique Varyag, désormais appelé Shi-Lang

Un prince saoudien parle de doter son pays de l'arme nucléaire

9 décembre 2011 – 11:07

En juin dernier, l'Arabie Saoudite a annoncé son intention d'investir près de 100 milliards dollars pour la construction de 16 réacteurs nucléaires, ce qui devrait, à l'horizon 2030, lui permettre de couvrir 25% de ses besoins en énergie électrique, lesquels doublent tous les dix ans.

Mais le prince saoudien Turki al-Fayçal, par ailleurs ancien chef du renseignement du royaume et influent membre de la famille régnante, a évoqué, le 5 décembre, la possibilité de doter son pays d'armes nucléaires.

« Tous nos efforts et ceux du monde ayant échoué à convaincre Israël de renoncer à ses armes de destruction massive, mais aussi l'Iran, il est de notre devoir à l'égard de nos peuples d'envisager toutes les options possibles, y compris l'acquisition de telles armes » a-t-il déclaré à l'occasion de la tenue d'un forum régional à Ryad.

Mais, a-t-il précisé, il s'agirait de se doter de ces armes à des fins dissuasives. « Une catastrophe touchant l'un de nous s'abattra sur nous tous » a-t-il prévenu, en faisant référence aux effets d'une course régionale au nucléaire militaire.

C'est la première fois qu'un responsable saoudien évoque l'idée d'acquérir des armes nucléaires. Jusqu'à présent, le Royaume s'était contenté de dénoncer l'arsenal que détient, sans le reconnaître officiellement, Israël, qui préfère cultiver une certaine ambiguïté en la matière, ainsi que les visées militaires du programme iranien.

Cela étant, l'Arabie Saoudite, en ratifiant le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), s'est engagée à ne pas acquérir de tels armements.

Par conséquent, l'on peut s'interroger sur les motivations qui ont poussé le prince Turki al-Fayçal à faire une telle déclaration. Est-ce à dire que Ryad envisagerait de se retirer du TNP?

L'US Navy a commandé 1,7 millions de litres de biocarburants

6 décembre 2011 – 13:10

Le Pentagone a engagé depuis maintenant plusieurs années une réflexion pour diminuer sa consommation de pétrole, qui atteint, chaque jour, près de 300.000 barils. L'enjeu est de moins dépendre des importations d'or noir – et donc, d'être moins sensible à l'augmentation de son prix – et d'assurer ainsi la sécurité énergétique de l'armée américaine.

Pour cela, le Pentagone a défini trois axes d'action, lesquels concernent la mise au point de véhicules moins gourmands en énergie, les biocarburants et les autres formes d'énergies renouvelables (solaire, éolien).

Parmi les composantes de l'armée américaine, et dans le cadre du programme Biofuel, lancé en 2009, l'US Navy s'est fixée comme l'objectif de réduire de moitié sa consommation d'énergies fossiles en ayant recours, notamment, aux biocarburants.

Ainsi, en septembre, la marine américaine a fait voler un avion de guerre électronique EA-6B Prowler, ainsi qu'un drone MQ-8 Fire Scout, avec un mélange de carburant d'aviation classique (le JP-5) et d'huile de cameline. Un an plus tôt, un F-18 avait réalisé la même expérience.

Et, bien évidemment, et hormis les navires à propulsion nucléaire (porte-avions et sous-marins), tous les bâtiments de l'US Navy sont aussi concernés par les biocarburants.

D'où la commande, passée le 5 décembre par l'Agence logistique de la défense (DLA), pour le compte de la marine américaine, de 1,7 millions de litres de biocarburants auprès des sociétés Dynamics Fuels et Solazyme. Le montant de ce contrat est de 12 millions de dollars.

« Cet achat, le plus important de l'histoire du gouvernement américain, s'inscrit dans l'objectif énoncé par le président Obama d'assurer une plus grande sécurité énergétique en réduisant notre dépendance au pétrole et aux énergies fossiles » a expliqué Ray Mabus, le secrétaire à la Marine,

qui a par ailleurs précisé que, d'ici 2016, il est question « de déployer un groupe aéronaval » pour « plusieurs mois en utilisant 50% de bicarburants pour les navires et les avions ».

Cela étant, et dans un contexte où la rigueur budgétaire est de mise, les biocarburants sont chers. Si l'on prend les chiffres de la commande passée pour l'US Navy, le litre revient à 7 dollars…

Ce point avait été souligné par l'US Air Force, qui est elle aussi engagée dans un processus visant à réduire sa consommation d'énergies fossiles au profit des biocarburants pour faire voler ses appareils.

« Ce que nous essayons de faire, c'est d'envoyer un message clair à l'industrie pour dire que l'US Air Force veut pouvoir acheter des biocarburants et les utiliser dans notre flotte de façon opérationnelle » avait alors expliqué Erin Conaton, une responsable du Pentagone. « Mais pour cela, il faut que l'industrie puisse produire les quantités dont nous avons besoins à un prix compétitif » avait-elle prévenu.

05.12.2011

Le vert, c'est cher: l'US Navy vient d'en faire l'expérience avec le bio-carburant

L'US Navy a passé commande de 1,7 million de litres de biocarburants pour ses avions et navires (cliquer **ici** pour accéder aux annonces sur le site du Pentagone). Ce achat "s'inscrit dans l'objectif énoncé par le président Obama d'assurer une plus grande sécurité énergétique en réduisant notre dépendance au pétrole et aux énergies fossiles", a déclaré le secrétaire à la Marine Ray Mabus.

Mais ces 450 000 gallons coûtent 8 fois plus cher que le carburant traditionnel: 1 092$ le baril de carburant vert contre 126$ pour le carburant normal!

Le contrat, passé par la *Defense Logistics Agency* (DLA), s'élève à 12 millions de dollars répartis entre Dynamic fuels, un co-entreprise créée par Tyson Foods et Syntroleum Corporation, et la société Solazyme. Dynamic fuels produit un biocarburant issu de graisses animales et d'huiles végétales destiné à être mélangé à 50% avec du carburant d'aviation traditionnels pour faire voler les appareils. Solazyme quant à elle produit son carburant à partir d'algues qui sont ensuite mélangées à du mazout pour les navires.

Pour en savoir plus sur les énergies alternative dans l'armée américaine, cliquer **ici** pour lire un long rapport de juillet dernier: "*Opportunities for DoD use of alternatives and renewable fuels*". On y découvre que le bio-fuel est estimé valoir 4 à 5 fois plus cher que le carburant avion traditionnel. Mais, précisent les rédacteur, ce n'est qu'une estimation.

La France sur les rangs pour deux porte-avions au Brésil

Le Point.fr - Publié le 06/12/2011 à 10:49 - Modifié le 06/12/2011 à 10:50

Le Brésil pourrait poursuivre la modernisation de ses armées avec l'acquisition de deux porte-avions classiques. Paris est candidat et y voit une chance pour le Rafale.

C'est un navire de type CATOBAR que la France pourrait vendre au Brésil. © Thalès / DCN

Les services gouvernementaux et l'industriel français DCNS, constructeur des navires militaires nationaux, suivent avec une grande attention les intentions brésiliennes en matière de porte-avions. À ce stade, ce pays ne possède qu'un seul navire de ce type, le *São Paulo*, ex-*Foch* français. Bien que remis en état, il est un peu fatigué par bientôt un demi-siècle de navigation. Aussi les Brésiliens envisagent-ils de se doter de navires de ce type, mais plus modernes. Il s'agirait vraisemblablement de bâtiments avec catapultes et brins d'arrêt [en anglais : CATOBAR (Catapult Assisted Take Off Barrier Arrested Recovery)], d'un modèle que seules mettent en oeuvre l'US Navy et la marine nationale française avec le *Charles de Gaulle*. Le 18 octobre dernier, le ministre brésilien de la Défense Celso Amorim en visite à Paris a abordé le sujet, déclarant que son pays "commence à penser au besoin de bâtir un porte-avions. Ce sera un porte-avions qui, idéalement, sera bâti au Brésil, avec l'importation de quelques technologies." À Paris, l'information n'est pas tombée dans l'oreille de sourds et les choses ont été quelque peu précisées depuis. Le Brésil envisage bien de construire dans ses propres chantiers deux porte-

avions à propulsion classique, et sollicitera des industriels étrangers pour une "assistance à maîtrise d'ouvrage." En clair, des aides à la mise au point de plans de conception et d'exécution, ainsi qu'un soutien en ingénierie de construction navale militaire, très spécifique.

Nouvelles perspectives pour le Rafale

La France aide déjà le Brésil à construire une coque de sous-marin nucléaire d'attaque qui sera doté d'un système de production d'énergie atomique de conception nationale. Elle a également vendu à ce pays quatre sous-marins d'attaque à propulsion classique. À Paris, on attend une décision brésilienne "dans les douze à dix-huit mois", indique une source informée. La question budgétaire sur laquelle avait buté le contrat d'avions de combat n'est pas vue comme un obstacle à Paris, où l'on se dit convaincu que les ambitions stratégiques de Brasília lui imposent de continuer la modernisation de son armée.

Par ailleurs, les Français n'ont toujours pas renoncé à vendre le Rafale au Brésil. Ils lui voient même de nouvelles chances dans la perspective d'une dotation de ce pays en porte-avions modernes. De source industrielle française, on estime que les marins ont pris la main sur la défense brésilienne : "Ce sont eux qui ont compris que le Brésil veut changer de dimension en se dotant de SNA et de porte-avions." Rétive à l'achat du Rafale, l'armée de l'air n'a pas cédé aux injonctions du politique. Mais la perspective de la dotation de la marine en porte-avions modernes pourrait changer la donne, dès lors que le Rafale dispose d'une version aéronavale embarquable. C'est aussi le cas du F-18 de Boeing, mais pas du Gripen-NG, le troisième compétiteur engagé dans la fourniture au Brésil d'une force aérienne de combat moderne.

La protection des centrales nucléaires est assurée par la gendarmerie

6 décembre 2011 – 11:05

L’organisation écologiste Greenpeace a cherché à démontrer, le 5 décembre, que le « nucléaire sûr n’existe pas » en tentant de pénétrer à l’intérieur de plusieurs centrales. Deux tentatives ont, semble-t-il, été déjouées au Blayais (Gironde) et à Cadarache (Bouche-du-Rhône).

En revanche, 9 militants de Greenpeace ont réussi leur coup à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube) et à celle de Cruas (Ardèche), où il a été mis plusieurs heures pour retrouver les deux activistes qui s’y étaient cachés sous des bâches, dans une zone non protégées du complexe. Pour ce dernier cas, EDF a annoncé avoir ouvert une enquête interne.

Cette affaire pose la question de la protection des 18 centrales nucléaires françaises. Cette dernière relève de la Gendarmerie nationale, qui a signé à cette fin, en février 2009, une convention avec EDF.

Depuis, les centrales nucléaires disposent chacune d’un peloton spécialisé de protection de la gendarmerie (PSPG), fort d’une quarantaine de militaires formés par le GIGN (Groupe d’intervention de la gendarmerie nationale).

La mission de ces PSPG, également formés aux risques nucléaires, est de prévenir les intrusions ainsi que les actes terroristes et de malveillance. Ils assurent une surveillance continue des centrales et de leurs abords et doivent être en mesure d’intervenir très rapidement en cas de problème.

Un PSPG constitue le premier cercle de protection d'une centrale. En cas de besoin, il peut avoir recours au groupement départemental de gendarmerie, voire, si la situation l'exige, à l'équipe d'alerte du GIGN, qui, fort d'une trentaine d'hommes, peut intervenir en moins de deux heures sur site nucléaire visé par une attaque.

A Nogent-sur-Seine, l'intrusion a été rapidement détectée, les militants de Greenpeace ayant sectionné le grillage de protection de la centrale. Mais comme ils n'ont pas été identifiés comme étant des terroristes, la réponse a été proportionnelle à la menace. C'est donc « en douceur » que les gendarmes ont dû les interpeller.

C'est ce qu'a expliqué le directeur du site, Hervé Maillart, qui a par ailleurs précisé que ces activistes sont toujours restés à l'extérieur des bâtiments. « En aucun cas, ils ne sont rentrés à l'intérieur » a-t-il affirmé.

Le procédé utilisé par les militants écologistes pour pénétrer sur le site de la centrale de Cruas a été le même. Et là aussi, ils ne sont pas parvenus à entrer dans les installations critiques du site. En revanche, et c'est ce qui semble motiver l'enquête interne décidée par EDF, c'est qu'il a fallu une douzaine d'heures pour les retrouver, cachés sous une bâche, sur une aire de gravats à proximité de la clôture du complexe.

L'A-330 présidentiel est dépourvu de systèmes antimissiles

5 décembre 2011 – 14:12

L'achat d'un A-330 AUG (Avion à utilisation gouvernemental) pour remplacer les deux A-319 utilisés auparavant par l'Escadron de transport et de calibration (ETEC) 65 pour les déplacements du président de la République, a fait couler beaucoup d'encre et de salive.

Construit en 1998 et acquis auprès d'Air Caraïbes, cet A-330 permet désormais d'effectuer de longs trajets sans escale. Sa transformation en avion présidentiel a été assurée par les ateliers de la Sabena Technics à Bordeaux-Mérignac. Le coût de cette opération a été évalué à 176 millions d'euros par le ministère de la Défense. Ce chiffre a toutefois été contesté par la Cour des comptes, qui a parlé d'un montant de 260 millions d'euros. Cela étant, ces estimations ne tiennent pas compte de la revente des deux A-319.

Reste que l'aménagement de cet A-330 AUG a suscité bon nombre de commentaires, accusant l'Etat de vouloir faire de cet appareil un « palace volant ». En fait, il s'est agi d'installer dans cet avion une chambre avec lit double et dressing, une douche, une salle de réunion, un bureau salon, une salle de communication avec des équipements permettant l'envoi et la réception de messages cryptés et d'un centre médical avec un kit de médicalisation Morphée en cas d'évacuation sanitaire.

Il avait également été prévu de doter cet appareil de systèmes de protection contre les missiles sol-air. Or, il semble qu'il n'en a rien été, par souci d'économie. C'est du moins ce qu'affirme le député (PS) Jean-Claude Violet, rapporteur pour avis sur le projet de loi de finances concernant la préparation et l'emploi des forces pour l'armée de l'Air.

« Le rapporteur a pu visiter cet avion le 28 juin 2011 et remercie M. le Président de la République de lui avoir offert cette opportunité. S'il se réjouit de l'intégration d'un système de communications gouvernementales protégées (COMGOUV), il a néanmoins constaté avec regret qu'il avait été renoncé à certains des équipements de sécurité évoqués lors de l'acquisition, s'agissant

notamment de la protection anti-missiles de l'appareil » peut-on en effet lire dans le rapport rédigé par le député.

Le parlementaire s'interroge par ailleurs sur « le choix porté sur un appareil qui, au regard des standards du marche d'occasion, avait déjà accumulé un grand nombre d'heures de vol ».

Cela étant, avec la menace que fait peser la prolifération des missiles sol-air, laquelle a été encouragée par le pillage des arsenaux libyens lors la chute du colonel Kadhafi, l'on peut se demander si cette économie de bouts de chandelles est bien raisonnable…

Explosion des saisies d'armes en France

INFO LE FIGARO - La Direction centrale de la police judiciaire a recensé 2710 saisies d'armes à feu en 2010, soit une explosion de 79% par rapport à 2009.

Les saisies de pistolets, révolvers, fusils à pompes ou fusils d'assaut explosent en France. Selon une toute récente note du ministère de l'Intérieur intitulée «physionomie du trafic d'armes et les saisies d'armes en France» portée à la connaissance du Figaro, les services centraux de la Direction centrale de la polhttp://www.blogger.com/img/blank.gifice judiciaire (DCPJ) ont recensé 2710 saisies d'armes à feu en 2010, soit une explosion de 79% par rapport à 2009.

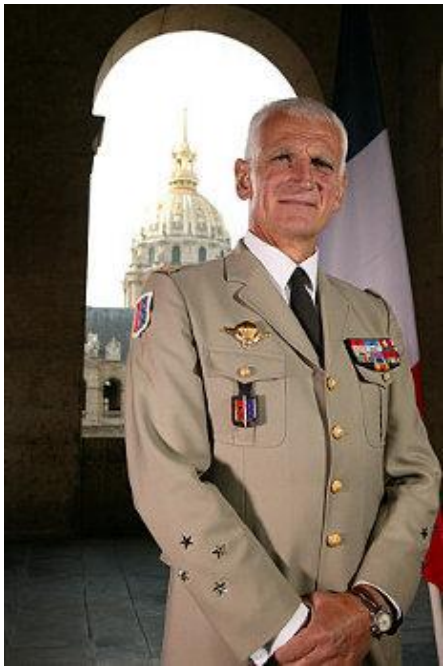
30.000 calibres dans les cités

La tendance à la hausse se confirme cette année car, précise la note, «entre le 1er janvier et le 24 novembre 2011, 3355 armes de toutes catégories ont été saisies».

Dans le lot, la proportion des armes de guerre est estimée à 3% du total. Actuellement, un fusil d'assaut de type kalachnikov se négocie dans les cités entre 2000 et 3000 euros, soit quatre fois son prix de base dans son pays d'origine. Un pistolet ou un revolver se marchande clandestinement autour des 1500 euros. [...]

L'A.S.A.F. nous communique

L'Association de Soutien de l'Armée Française, nous recommande sur son site:
"La judiciarisation du métier de soldat" un entretien entre le général (2s) Bertrand de la Presle, ancien commandant de la F.A.R. et de la F.O.R.P.R.O.N.U. et Antoine



Garapon sur "France culture" **en suivant ce lien.**
"Libre Propos" du général Bernard Messena, retour sur la libération des otages journalistes, Hervé Ghesquière et Stéphane Tapponier en **suivant ce lien**.
"L'adieu aux sentinelles de pierre " du général de Corps d'Armée Bruno Dary **en suivant ce lien**.
"Regard sur une année d'engagements opérationnels" deux vidéos à regarder sur ce colloque **en suivant ce lien**.
"Témoignage sur l'opération d'Ouvéa" par le général (2s) Jacques Vidal qui commandait l'opération **en suivant ce lien**.

Consultez le site de l'A.S.A.F. : www.asafrance.fr

Un homme aveuglait les pilotes d'hélicoptères de l'Ecole de l'ALAT

6 décembre 2011 – 17:03

C'est en 1963 que la formation au combat des futurs pilotes d'hélicoptère de l'Aviation légère de l'armée de Terre a commencé au Cannet-des-Maures, dans le Var. Et, 30 ans plus tard, le site a accueilli l'Ecole franco-allemande destinée aux équipages Tigre, l'appareil étant commun aux deux pays.

Mais depuis quelques temps, les pilotes d'hélicoptères étaient aveuglés en phase d'approche de la base par le faisceau d'une lampe torche hype-puissante. D'autant plus que cela aurait pu avoir de graves conséquences étant donné que les équipages sont équipés de systèmes de vision nocturne.

Il aura fallu plusieurs mois d'enquête aux gendarmes pour retrouver l'auteur de ces actes. En effet, un homme de 62 ans a reconnu les faits lors de son audition par les militaires, le 2 décembre dernier. Pour expliquer son geste, il a fait valoir qu'il ne supportait plus le bruit des hélicoptère passant au-dessus de sa villa. Aveugler les pilotes était un moyen pour lui de leur faire changer de cap.

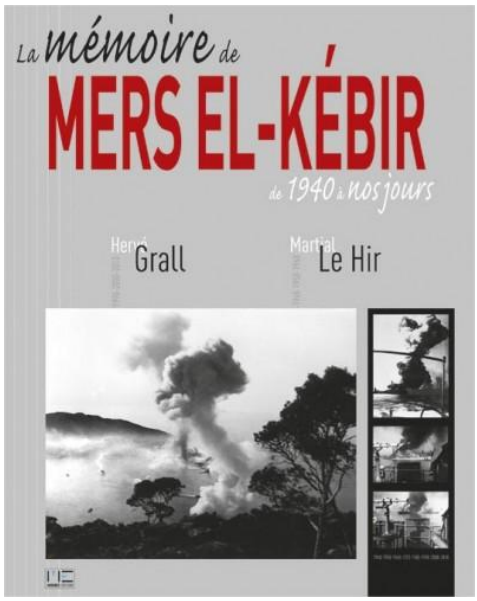
De leur côté, les autorités militaires, conscientes des nuisances sonores, demandent aux équipages d'éviter les zones habitées. Mais à ce sujet, il serait d'ailleurs intéressant de voir le nombre de maisons construites après l'implantation de l'EALAT au Cannet-des-Maures…

Quoi qu'il en soit, le sexagénaire comparaîtra devant le tribunal correctionnel de Draguignan le 26 janvier prochain pour entrave à la circulation aérienne et mise en danger de la vie d'autrui.

07.12.2011

Un livre consacré à "La mémoire de Mers el-Kébir"

Le 3 juillet 1940, une escadre anglaise bombardait la dizaine de navires français au mouillage dans la rade de Mers el-Kébir. Bilan de cette attaque lancée par un pays allié de la France: 1 297 morts, un cuirassé coulé et deux endommagés, un contre-torpilleur détruit.



On a déjà beaucoup écrit sur cette tragédie pour tenter d'expliquer les motivations du pouvoir politique britannique. Le gouvernement de Londres a-t-il été si effrayé par la perspective d'une capture de la flotte française par les Allemands ou les Italiens qu'il a choisi de faire bombarder des navires alliés? C'est l'explication la plus courante.

Pourquoi, malgré tout, ce massacre que l'on a vite jugé inutile? Peut-être parce que de chaque côté, des hommes n'ont pas su dire "non" à leur hiérarchie et que leurs chefs n'ont pas su refuser d'obéir au pouvoir politique... Les uns n'ont pas su choisir un camp et les autres ont choisi de se soumettre aux ordres.

De ce livre d'histoire et de mémoire, on retiendra la superbe iconographie, l'évocation dépassionnée des faits et le récit du réveil des conscience.

Hervé Grall et Martial Le Hir, *La mémoire de Mers el-Kébir de 1940 à nos jours*, Marine éditions, 160 pages, 35 €.

06.12.2011

Deux nouvelles revues consacrées pour l'une aux opex et pour l'autre à la Légion

L'un s'appelle ***Combats et opérations***; l'autre *Légion étrangère*. Ces deux nouveaux trimestriels, publiés par le groupe Hommell - SOTECA, vont prochainement être dans les kiosques.

Le 9 décembre, paraîtra *Combats et opérations*, un magazine présenté comme "une version grand public de la revue historique des armées" et consacré aux opex françaises de l'après-guerre sur les théâtres asiatiques, africains, orientaux... Le premier numéro (8,90€) couvrira les mois de décembre/janvier/février.

Le 15 décembre, ce sera le tour de ***Légion étrangère***, le "frère historique" de *Képi blanc*, rédigé avec des témoins, des chercheurs, des historiens. Vendu au même prix que *Combats et opérations*, le premier numéro couvrira les mois de janvier/février/mars.

Ci-dessous l''édito de ce numéro 1 (avec ci-contre un extrait d'un article):
"Conçu avec l'ambition d'un regard différent sur l'histoire, les traditions et le patrimoine des bérets verts, *Légion étrangère* est un nouveau venu dans le paysage des revues historiques.
Epaulé par *Képi-Blanc, le magazine des Légionnaires*, *Légion étrangère* a choisi de proposer les faits et les documents au décryptage des travaux scientifiques en conviant auteurs et chercheurs autour de 180 ans d'une histoire qui se confond avec celle de la France.
Mais parce que le sujet est atypique comme l'est tout autant le légionnaire*, Légion étrangère* a choisi également de vous faire découvrir cette Institution à travers ceux qu'elle a accueillis et qui en sont devenus ses plus fidèles ambassadeurs : les Légionnaires.
Légion étrangère, histoire, patrimoine et traditions vous invite à voyager au cœur de notre Histoire avec le regard de 140 nationalités différentes....Bonne lecture !"

CINÉMA

Un de la Légion

FERNANDEL

Livre : Afghanistan, mission Task Force La Fayette

Mise à jour : 08/12/2011 09:10

José Nicolas et Christophe Gautier publient aux éditions l'Esprit de tous les combats un livre-album sur l'engagement des troupes françaises en Afghanistan : « Afghanistan : mission Task Force La Fayette ».

Après les attentats du 11 septembre 2001, la France décide de rejoindre la coalition de l'OTAN qui intervient en **Afghanistan** . Mais qui sont ces hommes et femmes qui composent la Brigade La Fayette ? Que font-ils concrètement dans les districts de Surobi et la province de Kapisa? Quelles sont les missions des 2 groupements tactiques interarmes ? Des compagnies d'infanterie ? Des éléments d'appui artillerie, de génie et de cavalerie ? Du bataillon d'hélicoptères ? Quelle est la vie quotidienne sur la base opérationnelle avancée ?

Les éditions « l'esprit de tous les combats » consacrent un livre-album à la Task Force La Fayette. Des textes de Christophe Gautier, illustrés par les images du reporter-photographe José Nicolas, **montrent la diversité et la complexité de cette mission** , et témoignent de la réalité de l'engagement des unités de l'armée de terre française en Afghanistan.

Un livre pour rendre hommage au dévouement de ces milliers de soldats, et aussi pour honorer la mémoire de ceux qui laissé leur vie là bas.

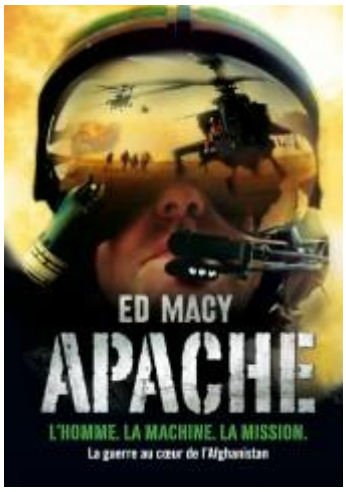
>>> Afghanistan : mission Task Force La Fayette, de José Nicolas et Christophe Gautier
Éditions l'esprit de tous les combats

Droits : Armée de Terre 2011

04.12.2011

Livres: faire la guerre en Afghanistan aux commandes d'un Apache

Après les tribulations d'un JTAC britannique (pour lire mon post du 4 octobre, cliquer **ici**), les éditions Nimrod publient celles, tout aussi palpitantes, d'un pilote d'hélicoptère d'attaque *Apache* déployé dans le sud afghan. L'*Apache*, c'est cet espèce d'*alien* anguleux, aux courbes façonnées à la tronçonneuse mais capable de se transformer en une impitoyable machine de guerre pour peu que son équipage ait appris à la dompter.



L'auteur d'*Apache. L'homme. La machine. La mission* est un ancien parachutiste passé à l'*Army Air Corps* (l'équivalent de l'ALAT); son livre raconte son second déploiement en Afghanistan, dans ce même Helmand où *Appui feu en Afghanistan* avait entraîné les habitués des produits des éditions Nimrod.

Le livre d'Ed Macy (il a un site internet: **http://www.edmacy.com/**) est à l'image de son *Apache*: rapide, efficace, meurtrier... Il se lit d'une salve, grâce à une traduction habile et à un séquencement efficace qui culmine avec l'hallucinant récit du sauvetage d'un Royal Marines touché par des tirs talibans et isolé de ses camarades. Un sauvetage qui culminera avec une remise de décoration des mains même de la Reine! Le Warrant Officer Macy a quitté l'armée, écrit *Apache* et préparerait un second titre. Patience...

Ed Macy, *L'homme. La machine. La mission,* éditions Nimrod, 316 pages, 21 €

Si l'Afghanistan nous était conté…

Mise à jour : 08/12/2011 15:16

Le lieutenant Charline Redin est journaliste pour le magazine « Air Actualités ». Certains de ses reportages l'ont emmenée en Afghanistan à plusieurs reprises. Bouleversée par ce qu'elle y a vu et entendu, elle a souhaité rendre hommage aux aviateurs qui y sont engagés en rassemblant leurs histoires dans un ouvrage qui sortira pour les fêtes de Noël. Interview.

Lieutenant Redin, qui êtes-vous ?

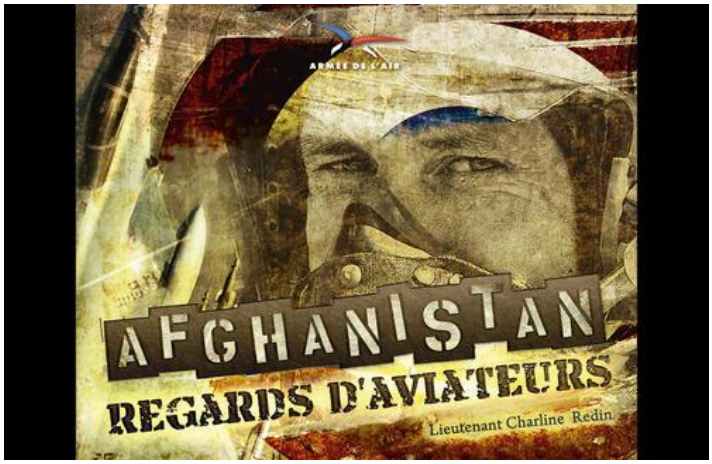
Je suis journaliste militaire. Je suis entrée dans l'armée de l'air en 2008 et j'en ai peu à peu découvert le fonctionnement et les engagements. Je suis passionnée par mon métier et j'aime me confronter à la réalité du terrain, particulièrement dans des lieux où l'opérationnel est intense tout autant qu'empreint d'humain. Il me tient à cœur de mettre des mots sur des émotions, de rencontrer des personnages et de raconter des vies qui marquent l'histoire, ne serait-ce que l'espace de quelques semaines.

« Afghanistan : regards d'aviateurs » est donc bourré de cette émotion que vous recherchez ?

Effectivement. J'ai souhaité rendre humblement hommage à tous ces hommes et ces femmes qui se démènent à l'autre bout du monde, séparés des êtres chers, et dont on ne parle pas assez ou mal. J'ai voulu leur donner la parole à ma manière. Au cours de mes trois déplacements en Afghanistan, j'ai progressivement découvert l'ampleur de l'engagement français et les risques que prenaient les aviateurs dans leurs missions quotidiennes. Il était évident pour moi qu'ils soient écoutés et entendus.

Comment avez-vous travaillé pour concevoir cet ouvrage de 240 pages ?

C'est un projet qui mûrit depuis le printemps 2010. Au début, ce n'était que des réflexions dans ma tête, puis des idées griffonnées sur des bouts de papier pour ne pas oublier. Ensuite, quand cela a commencé à vraiment prendre forme, à devenir un objectif officiellement soutenu par l'institution, il m'a totalement habitée. On ne peut pas prendre ce genre de projets à la légère. Il s'agit d'envie et de créativité certes, mais c'est un travail qui demande également organisation, structure et cohérence. J'y pensais au bureau, dans le métro, la nuit, pendant mes autres reportages. Des idées me venaient de tout ce que je voyais, lisais, vivais. Et puis, un jour, je me suis assise et j'ai tout couché sur le papier pour construire les chapitres, leur enchaînement, découper les séquences afin d'englober tous les métiers et les acteurs de ce théâtre complexe dont on ne ressort pas indemne.



Un message supplémentaire à transmettre ?

S'il se veut un hommage aux aviateurs français, cet ouvrage est également un moyen pour moi de montrer la beauté torturée d'un pays marqué par les guerres successives et surtout, de mettre en exergue la valeur, souvent méconnue, de nombreux Afghans de

différentes générations. Leur volonté d'en finir avec l'adversité d'où qu'elle vienne et d'avancer, de progresser est impressionnante et mérite d'être connue et reconnue.

Visionnez le teaser du livre Afghanistan en cliquant ici.

Propos recueillis par le capitaine Virginie Gradella

Avec une section française en Afghanistan

4 décembre 2011 – 10:40

Alors que la province de Kapisa, en Afghanistan, a été fermée l'hiver dernier à la presse française après l'enlèvement de deux journalistes de France3, le photographe indépendant Jean-Christophe Hanché, déjà auteur de plusieurs reportages remarqués, a eu l'autorisation de suivre, au quotidien, une section du 7ème Bataillon de Chasseurs Alpins (BCA), unité qui a principalement le Groupement tactique interarmes (GTIA) Allobroges.

Et il en a ramené un document exceptionnel qui a pris la forme d'un livre, intitulé sobrement « Kapisa, Afghanistan« . Entre journal de bord et témoignage, cet ouvrage, qui réunit 300 photographies parmi les 24.000 qui ont été prises en deux temps (en février et en mai), raconte la vie des militaires français déployés dans cette province afghane, entre opérations, patrouilles, attaques d'insurgés, attentats et les rares moments de détente.

La démarche de ce photographe a de quoi séduire. Elle fait penser à celle d'un Joseph Kessel, qui reste, pour beaucoup, la référence en matière de journalisme.

Pour Zone Militaire, Jean-Christophe Hanché a bien voulu à répondre à trois questions :

1- Après l'affaire Ghesquière et Taponnier, quel a été l'accueil que vous ont réservé les militaires du 7ème BCA? Ont-ils depuis vu votre travail?

J'ai eu la possibilité de préparer ce reportage pendant les manoeuvres de JALALABAD 2010 à Bourg St Maurice avec le 7eme BCA. Cela m'a permis, en plus de me tester sur le terrain avec l'équipement de rencontrer en France ceux que je retrouverais ensuite en Afghanistan. ce premier contact d'une semaine en leur compagnie m'a je pense facilité les choses pour l'accueil en Afghanistan. Bien sûr ils ont été nombreux à me parler des deux journalistes retenus en otage, et surtout des risques qu'ils ont du prendre depuis leur capture pour réaliser des missions particulières en vue de leur libération. De plus, ma façon de travailler, en étant au quotidien avec eux, dans une durée assez longue, leur a je pense, permis de me considérer différemment d'un journaliste traditionnel qui passe peu de temps en leur compagnie et est toujours accompagné d'un officier de communication.

Ils ont vu mon travail depuis mon retour puisque beaucoup d'entre eux ont participé à la collecte de fonds pour le financement du livre et l'ont donc reçu à sa sortie en octobre. J'ai depuis mon retour beaucoup de courriers (mail ou postal) de militaires ou de familles qui me témoignent une gratitude assez inattendue pour moi car ils trouvent dans ce travail une reconnaissance qui leur fait défaut depuis longtemps. Ce n'était pas mon objectif de départ mais je suis content si ce documentaire photo et les textes de ce livre ont pu permettre à certains de voir leur travail mis en lumière. Certains m'ont aussi confié que cela leur permettait de pouvoir faire comprendre ce qu'ils avaient vécu pendant 6 mois et qu'ils ne parvenaient pas à raconter à leur famille…

2- Quel est le souvenir le plus marquant que vous gardez de vos séjours en Kapisa?

J'ai l'embarras du choix pour ce qui est des souvenirs marquants… et je ne voudrai pas mettre en avant un souvenir au détriment d'un autre. Plusieurs souvenirs me reviennent, des regards échangés pendant des patrouilles, des éclats de rire entre eux, des gestes ou des marques d'attention qu'ils ont eu pour moi sur le terrain à certains moments, les innombrables paroles d'encouragement pour ce projet que je portais seul, et encore beaucoup d'autres moments que je ne suis pas près d'oublier…

3- Comment la présence des militaires français est-elle perçue chez les civils afghans? Et quel regard portez-vous sur les troupes afghanes?

Il est difficile d'évaluer la perception des afghans quant à la présence de l'armée française en Kapisa en raison du peu de contact direct avec la population. rares sont les moments d'échange avec la population, très rares même. Lorsque les sections arrivent dans des zones d'habitation la population se cache chez elle ou s'enfuie pour ne pas se trouver au milieu d'éventuels combats. Restent alors seulement quelques enfants qui quémandent des biscuits et quelques rares personnes âgées silencieuses… Les hommes entre 18 et 40 ans sont étrangement quasi absents partout où je me suis rendu… Difficile donc de savoir ce qu'ils pensent de la présence française…

Concernant l'ANA, j'avais entendu avant mon départ le leitmotiv « Pas un pas sans l'ANA » et m'attendais à les cotoyer au quotidien à chaque sortie en mission ou en patrouille. Cela n'a pas été le cas. A part des grosses opérations où plusieurs compagnies de combat françaises et des kandaks afghans étaient engagés ensemble, je n'ai pas passé beaucoup de temps avec l'ANA. J'étais avec une section de combat et je n'ai pas non plus suivi les OMLT en charge de la formation de l'ANA. J'ai entendu dire beaucoup de choses à leur sujet, souvent contradictoires, mais à plusieurs reprises j'ai entendu le scepticisme quant au devenir de cette jeune armée une fois que les troupes étrangères se seront retirées. En effet le système de la société afghane est tellement différent du nôtre que l'allégeance à un pouvoir local est souvent bien plus importante que la loyauté à un pouvoir central, en l'occurrence celui de Kaboul…

Kapisa, Afghanistan – 240 pages, 300 photographies – 25 euros. Ce livre, auto-édité, peut être commandé sur le site de l'auteur : **http://www.kapisa-afghanistan.com**

Air actualités à la sauce anglaise

Mise à jour : 06/12/2011 12:54

Le troisième hors-série anglais-français d'*Air Actualités* est désormais disponible. *The French Air Force magazine* (le magazine de l'armée de l'air) s'adresse, dans cette édition bilingue, à un public international.

Diffusé dans les structures de l'Union européenne et de l'Otan, ce numéro présente, à travers une sélection d'actualités et d'articles parus dans les récentes éditions en version française du magazine, les capacités, les matériels, les structures ainsi que les aviateurs dans l'exécution quotidienne des missions opérationnelles ou des exercices au profit de la France et de l'Otan.

Il dresse le bilan d'un semestre riche en actualités pour les forces aériennes. Dans un contexte géopolitique d'alliances militaires internationales, la montée en puissance des actions conjointes entre les forces aériennes françaises et étrangères est particulièrement mise en exergue dans ce numéro.

Consultez la version en ligne du magazine.

L'opération NUNTIUS BELLI a dépassé hier soir les 1000 messages de soutien aux soldats français en Afghanistan

Depuis une dizaine de jours les messages n'arrêtent pas d'arriver. Nous avons déjà transformé 500 messages électroniques en messages papier qui seront expédiés prochainement à Kaboul et distribués aux soldats.

Nous saluons toutes les initiatives qui permettent à cet appel de circuler. Les messages arrivent de toutes les régions de France et d'Outre-Mer ; mais aussi du Canada, du Brésil, des Etats-Unis (notamment d'une classe d'élèves qui apprennent le français depuis 4 ans), de Thaïlande, de Madagascar, de la Réunion, du Koweït, des Emirats Arabes Unis, du Mexique, de Finlande, de Grande-Bretagne...

Crédit photo : Thomas GOISQUE

D'ores et déjà, cette opération citoyenne est un franc succès et nous vous demandons de tenir la cadence, de continuer à nous envoyer des messages de soutien qui pourront également être distribués sur d'autres théâtres, notamment au Liban, où les soldats français sont de plus en plus exposés, suite à la position diplomatique de la France vis-à-vis de la Syrie et de l'Iran. L'attentat de ce matin en témoigne (Theatrum Belli avait posté une alerte voici quelques jours sur ce risque d'attentat).

Mille merci à toutes les participantes et à tous les participants.

Remise du « Prix du chef d'état-major de la Marine » à Fred et Jamy

Mise à jour : 09/12/2011 21:03

Le 9 décembre 2011, sur la scène du Salon nautique, l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la Marine, a remis le «Prix du chef d'état-major de la Marine» à Frédéric Courant et au représentant de Jamy Gourmaud, plus connus sous les noms de «Fred et Jamy» présentateurs de l'émission «C'est pas sorcier».

Depuis 1993, les deux compères sont à la tête de la célèbre émission de vulgarisation scientifique diffusée sur France 3. Parmi plus de 500 sujets, depuis la naissance de l'émission, sept sujets sur la Marine nationale ont été tournés. Les derniers expliquent le rôle du porte-avions *Charles de Gaulle* et la dissuasion nucléaire.

Symboliquement, le chef d'état-major de la Marine a remis à Fred et Jamy un bachi avec un ruban légendé «C'est pas sorcier».

Le prix du CEMM récompense chaque année une personnalité qui par son action a contribué à mettre la mer au cœur de l'actualité.

Bizanet. Deux paras du 3e RPIMA de Carcassonne tués dans un accident sur l'A61

L'avant de la Peugeot 206 du militaire a percuté l'arrière du camion poids-lourd./Photo DDM, J.-M.G.

Un accident impliquant un poids lourd et une voiture a fait deux morts et deux blessés grav es, hier matin, sur l'A61, à hauteur de l'aire de repos de Bizanet. Un assoupissement pourrait être àl'origine du drame. Les victimes sont des paras du «3».

Un accident de la circulation qui s'est produit hier matin, vers 5 heures, sur l'A61 à hauteur de l'aire de repos de Bizanet, a coûté la vie à

deux jeunes militaires du 3e RPIMA de Carcassonne.Le véhicule civil à bord duquel les deux victimes se trouvaient, en compagnie de trois camarades, remontait l'autoroute en direction de Carcassonne lorsqu'il a percuté l'arrière d'un poids lourd. Sur l'impact, le passager avant de la voiture a été éjecté et il a été tué sur le coup. Le conducteur et un passager arrière sont sortis indemnes de l'accident tandis que les deux autres ont été très grièvement blessés. L'un d'eux, dans un état critique, a dû être désincarcéré de l'habitacle et a été conduit à l'hôpital dans un état qualifié de désespéré aux premières lueurs du jour. Vers 14 heures, le malheureux est décédé des suites de ses blessures.

Cet accident fait, comme toujours en pareil cas, l'objet d'une enquête menée par les gendarmes du peloton autoroutier de Narbonne. Pour l'heure, l'hypothèse privilégiée pour l'expliquer est celle d'un assoupissement du conducteur. Celle-ci devrait être confirmée par les auditions des passagers de la voiture et par celle du conducteur lui-même.

À Carcassonne depuis 2 ans et demi

Les cinq militaires impliqués dans ce tragique accident sont tous issus de la deuxième compagnie de combat du régiment de parachutistes. Ils se trouvaient dans un véhicule civil et dans des horaires de quartier libre lorsque l'accident s'est produit. Selon le commandant Yves Burban, officier supérieur du régiment, ces jeunes hommes, âgés de 20 à 25 ans (les victimes avaient 25 et 21 ans), étaient à Carcassonne depuis 2 ans et demi. Les victimes décédées sont originaires de Saumur et de Montélimar. Leurs familles n'ayant pas pu être jointes hier, les autorités n'étaient pas en mesure de dévoiler leurs identités. Le « 3 » se réunira dans les prochains jours à l'occasion d'une cérémonie d'hommage funèbre.